

196-18-09
40-46-96
96-27-07
34-18

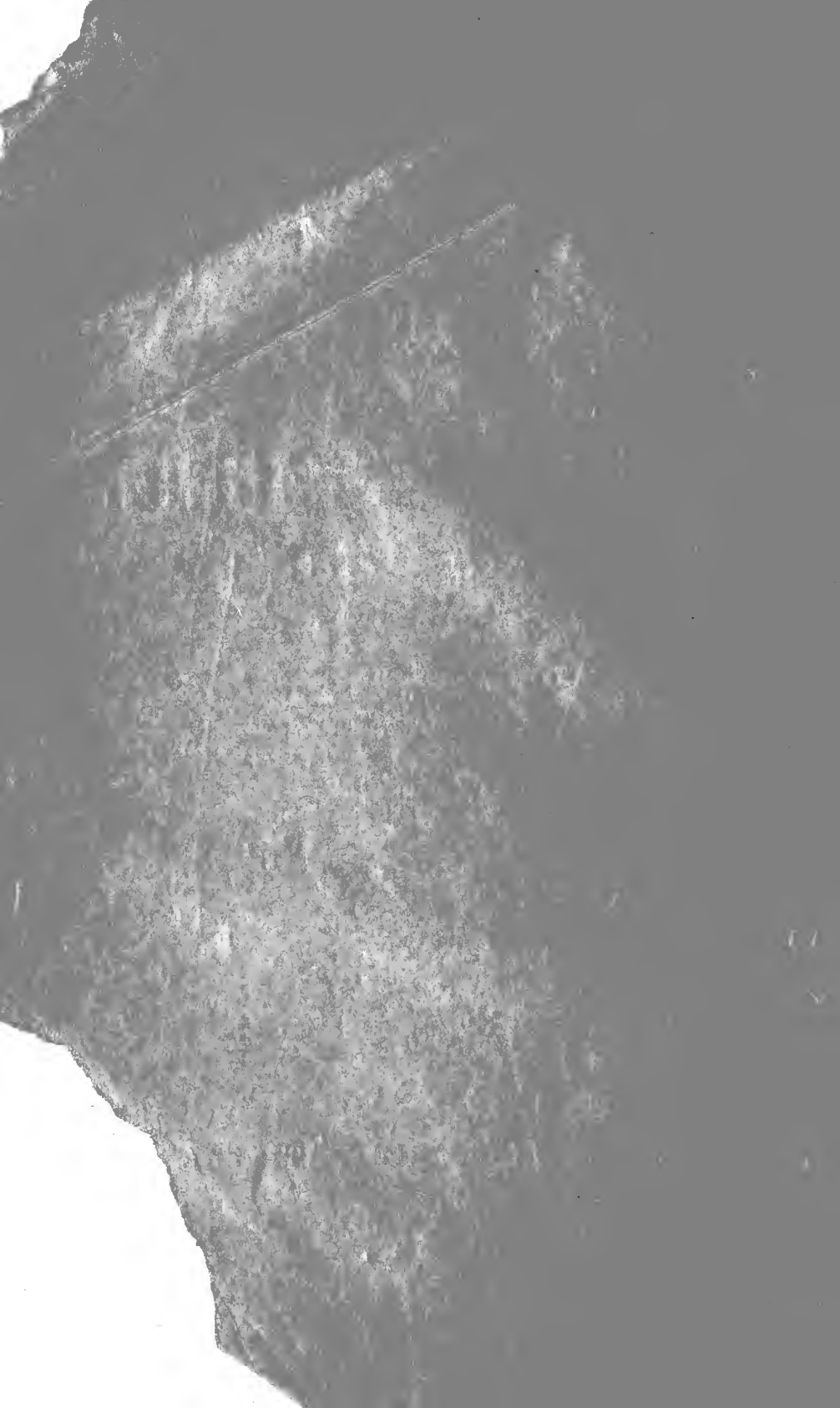
MARIUS ANDRÉ

LA FIN
DE
L'EMPIRE ESPAGNOL
D'AMÉRIQUE

PRÉFACE DE
CHARLES MAURRAS



PARIS
NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
3, PLACE DU PANTHÉON, 3





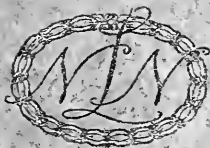
LA FIN DE L'EMPIRE ESPAGNOL
D'AMÉRIQUE

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE SIX EXEMPLAIRES
SUR VERGÉ PUR FIL LAFUMA.

MARIUS ANDRÉ

LA FIN
DE L'EMPIRE ESPAGNOL
D'AMÉRIQUE

Préface de CHARLES MAURRAS



PARIS
NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
3, PLACE DU PANTHÉON, 3

Tous droits de traduction, reproduction et adaptation
réservés pour tous pays.

Storage
11/16/22

A MON AMI
CHARLES LESCA
ET
A LA MÉMOIRE
DES TROIS HÉROS DE SA RACE
SAINT IGNACE DE LOYOLA
SOLDAT DE DIEU
CONTRE LA RÉTROGRADATION LUTHÉRIENNE
SIMON BOLIVAR
SOLDAT DE LA LIBERTÉ
PREMIER POSITIVISTE AMÉRICAIN
VICTIME DE LA BARBARIE DÉMOCRATIQUE
ZUMALACARREGUI
SOLDAT DE DON CARLOS
POUR LA DÉFENSE
DES RÉPUBLIQUES BASQUES
JE DÉDIE
CE PREMIER ESSAI
D'UNE RECONSTRUCTION
DE
L'HISTOIRE D'AMÉRIQUE.

M. A.
1922.

PRÉFACE

LES FORCES LATINES

I

Dans cette étude sur *la fin de l'Empire espagnol d'Amérique*, notre ami Marius André vient de faire une chose hardie et grande : il a substitué la vérité historique à l'entreprise de sophistication qui a été florissante durant près de cent ans ; il a rendu leur physionomie et leur caractère aux événements de cette vaste et longue révolution ; il a montré que cette révolution ne fut pas menée par l'absolutisme madrilène, mais éclata d'abord au nom du roi Bourbon, aux cris de vive le roi, contre ce parlementarisme et ce libéralisme qui furent les causes authentiques de la désaffection et de la séparation. Cette révolution, en se prolongeant, devint une guerre civile entre Américains,

dans des conditions morales et religieuses dont Marius André fait jaillir des effets de surprise, pour ne pas dire de stupéfaction, à nos yeux d'Européens mal renseignés ou informés tout de travers par la doctrine officielle de la démocratie internationale.

Est-ce une thèse opposée à d'autres thèses ? Non. C'est une rectification superposée à des fictions. Tous les Français lettrés ont entendu parler de ces publiques sommations que Marius André adressait, toutes ces années dernières, aux auteurs ou complices des erreurs en circulation sur le même sujet. Il les a défiés à domicile. Il les a défiés dans les journaux. Il les a défiés jusque chez leur ministre. Il ne s'agissait pas d'élèves, mais de « maîtres ». Marius André ne s'en prenait pas à des compileurs modestes, mais à des historiens qualifiés. Le principal d'entre eux, accusé d'un nombre incalculable d'erreurs de fait dans un nombre infime de pages, n'a pas pu relever le gant. Le désordre de son esprit est, dit-on, égalé par celui de ses fiches. Il s'en tirera en faisant le gros dos, ou des plaisanteries, ou des appels électoraux, comme jadis M. Aulard sous les accusations de Cochin et de Laurentie. Mais la vérité sera rétablie.

Le vrai vaut par lui-même. Mais il y a des vérités amères et des vérités douces. Il y en a

d'utiles, il y en a de dangereuses. Il y en a qu'il faut réserver pour les sages et d'autres qui conviennent à la nourriture de tous. Où donc allons-nous mettre les vérités restituées par Marius André ? Sont-elles pour la huche à pain ou pour l'armoire aux poisons ? Vérités favorables au catholicisme, vérités favorables à l'idée d'organisation, à l'idée de réaction politique, intellectuelle, morale. Quel en sera le retentissement sur les rapports des Latins d'Amérique et des Latins d'Europe ? Seront-elles ou non favorables à la bonne entente du monde latin ? Vont-elles unir ou accentuer les séparations ?

Pour juger de la portée de cette Histoire d'une Libération qui sera en elle-même libératrice de tant de préjugés, reculons un peu, je vous prie. Le 12 juillet, les représentants des peuples latins ont érigé dans le jardin du Palais-Royal le monument du sculpteur Magron au Génie de leur race et de leur esprit. Ce n'est pas la première des cérémonies de ce genre, d'autres sont en préparation et elles se multiplieront. Le voyage d'un général français victorieux à travers l'Amérique latine a resserré les liens, précisé et stimulé les affinités ; les résultats acquis par la mission Mangin en feront naître d'autres, il se fondera des sociétés et des groupes pour y veiller, des revues rédigées à Paris s'occuperont de gérer le profond intérêt commun.

Bientôt tous ceux qui parlent français, au Canada, en Belgique, en Suisse, dans nos colonies, se sentiront appelés et mobilisés pour cet effort général d'association à nos frères de langue et d'intelligence, Que cet effort soit puissant et qu'il dure, c'est le vœu de tous. Mais pour qu'il soit heureux, il faut lui souhaiter encore une direction conforme à cet ordre des choses où sont inscrites à l'avance les conditions de tout succès.

Le succès, qui a beaucoup tardé, est loin d'être obtenu. Bien des causes l'ont arrêté ou ralenti. Pour n'en citer que deux, l'énorme obstacle matériel de la puissance allemande, l'énorme préjugé intellectuel de la primauté germanique étaient faits pour briser beaucoup de bonnes volontés. La défaite allemande, la faillite morale de l'esprit germanique diminuent cette difficulté. Sans la croire abolie, nous pouvons constater qu'elle est bien moindre qu'autrefois.

Soit pour nouer des alliances, soit pour s'accroître eux-mêmes, nos divers peuples doivent sentir que la voie est moins encombrée. Jamais peut-être la partie n'aura été plus belle pour ces antiques civilisations toujours jeunes et vivaces qui occupent la magnifique portion de la planète qu'un grand poète appelle « l'empire du soleil ».

Mais dans l'ode vibrante qu'il avait adressée à la race latine, ce noble Mistral lui disait :

Si tu n'étais pas divisée
Qui pourrait te faire la loi ?

Oui, toutes nos faiblesses résultent de nos divisions, la vérité a été vue du poète sacré, et l'histoire récente confirme ses divinations. On peut les compléter et dire que nos divisions expliquent également ce qu'il y eut d'incomplet, de 1914 à 1919, dans notre guerre et dans notre paix. Si notre victoire a été digne du nom romain, on n'en peut dire autant des traités qui l'ont précédée et suivie. La guerre aurait dû faire l'union complète de la latinité, puisqu'elle avait été imposée par l'ambitieuse agression de la barbarie. France, Belgique, Italie, Roumanie, Portugal et beaucoup de leurs sœurs d'Amérique ont fait cause commune. Mais la liste comporte des lacunes. Ces lacunes sont douloureuses. Nous n'avons pas eu avec nous le grand peuple que Mistral appelait « l'Espagne magnanime ». Beaucoup de ses enfants, surtout catalans, sont venus librement s'enrôler sous le drapeau de Rome et de Paris, sa noble langue a été représentée auprès de nous par les États nés de son sang et de son cerveau ; mais, officiellement, elle est restée neutre, et beaucoup trop souvent son esprit et son cœur ont

vibré d'accord avec l'ennemi. Ni je ne m'étonne, ni je ne m'irrite, ni je ne me plains, cela serait trois fois indigne d'une philosophie politique. Je constate un hiatus au sein d'une belle cadence. Cet hiatus aurait pu être évité.

Ne disons pas que les peuples suivent plutôt que le sentiment l'intérêt. Car, justement, pour débattre leurs intérêts, les peuples animés d'une certaine communauté d'esprit se comprennent plus facilement que les autres, et c'est un principe d'union. Que nos amis espagnols nous le pardonnent donc, comme à des frères de civilisation et d'éducation : nous aspirons à faire disparaître nos dissidences et à remplacer la défiance par l'amitié. Mais le problème pour être bien saisi doit être posé largement. Supposons qu'il soit résolu : ne parlons pas Espagne, ni Amérique, ni France. Parlons du monde latin comme d'un même corps à organiser.

Pour les poètes, l'idée d'un tel monde évoque essentiellement la communauté du sang :

Oui, c'est au sang latin la couleur la plus belle.

Mais l'auteur de ce cri d'enthousiasme, Jean Moréas, était lui-même un Grec. Sa secrète pensée devait faire allusion à toute autre chose que l'héritage physiologique de la race, Moréas songeait à l'antique patrimoine spirituel hérité

de Rome et par Rome d'Athènes. Ce beau souci n'est pas d'hier. Le moyen âge en fut pénétré. Dans toutes ses élites scientifiques, politiques, morales, la latinité était tellement consciente et prédominante, que le César germanique lui-même, revendiquait un titre de César romain. La réforme religieuse du xvi^e siècle arrêta toute évolution en ce sens. Du moment que l'Europe était coupée en deux par Luther, il fallait renoncer au magnifique rêve de prolonger l'esprit romain aux frontières du genre humain.

Cependant, chez un certain nombre de peuples modernes, cette tendance à rétablir la paix romaine universelle ne cessa point. Elle se transforma, elle devint l'aspiration à la vie commune de ceux qui avaient un esprit commun. Cela s'accuse très clairement au xvii^e siècle et au xviii^e siècle ; après des guerres longues et dures entre Espagnols et Français, le traité des Pyrénées et le traité d'Utrecht inclinent à la vieille fraternité unificatrice. Plus tard, quand un grand Français dont la mémoire est insuffisamment honorée, le comte de Choiseul, conçoit et réalise « un pacte de famille » entre les divers princes de la Maison de Bourbon qui régnaient en France, en Italie, en Espagne et sur l'Amérique, son œil pénétrant, son adroite main conspirent à fonder et à préparer un avenir qui eût été aussi raisonnable et bienfaisant

qu'il apparaissait possible et réalisable. Cette amitié et cette parenté des trônes exprimait, favorisait, développait l'amitié et la ressemblance des peuples. La Révolution qu'on appelle Française aura brisé cette espérance.

Malgré tout, l'idée survivait. Napoléon la recueillit et l'adopta, mais il passa comme un météore. Les moyens qu'il avait employés n'étaient pas sûrs et ne furent pas heureux : en 1809, l'Espagne repoussa l'amitié française qu'il offrait à coups de canon. Mais, en 1823, une autre intervention française ne fut pas repoussée ; c'est qu'elle était amie, le drapeau blanc de notre roi Louis XVIII apportait à l'Espagne un appui pour ses rois légitimes. Dans le même sens, quoique d'autre manière, les unions contractées entre la Maison d'Orléans et les Bourbons de Madrid auraient pu être fructueuses si nos révolutionnaire n'avaient pas renversé Louis-Philippe quelques mois après la célébration des « mariages espagnols ». Comme on le voit, ce n'est pas seulement pendant la dernière guerre que l'esprit révolutionnaire a desservi la cause de l'amitié franco-espagnole. Ne croyons pas que les germes en soient détruits. Le prétendant actuel à la succession légitime du trône de France, Philippe d'Orléans, est, comme Louis XIV, le fils d'une princesse espagnole, sa propre sœur a épousé

un Infant d'Espagne, leurs relations, leurs intérêts, leurs cousinages sont nombreux entre Séville et Madrid. Cela pourrait servir un jour. Ceux qui croient que la restauration monarchique n'a aucune chance à Paris, jugent, tout naturellement, ce point de vue négligeable. Je n'en discute pas ; je dis qu'entre la France et les pays de langue espagnole la Restauration monarchique, si elle se faisait, serait un trait d'union, ce qui ne peut pas se nier.

Du côté de l'Italie, la révolution et Bonaparte avaient offert leur amitié en termes plus courtois et plus conciliants, il en fut gardé un souvenir favorable et profond. Pendant tout le cours du dernier siècle, des influences très diverses jouèrent de l'autre côté des Alpes. Si, de 1860 à 1870, il y eut beaucoup de Français parmi les compagnons de Garibaldi, il y en eut plus encore dans les zouaves pontificaux. La Papauté était donc un lien, la Charbonnerie en était un autre, celle-ci jouant en faveur de l'unité de l'Italie, celle-là pour la défense du pouvoir temporel. Néanmoins, en 1914 et 1915, les deux tendances ennemies qui divisaient Italie et France autour du Quirinal et du Vatican se trouvèrent réunies autour de M. l'Ambassadeur Barrère pour repousser l'envahisseur de la Belgique et de la France ;

les quelques cléricaux et les quelques révolutionnaires qui se prononcèrent pour l'Allemagne furent noyés dans le prodigieux mouvement d'amitié franco-latine où la Maison royale de Savoie et le peuple italien renouvelaient leur ancien accord. D'où est venue la division ? Du programme démocratique international des Anglo-Saxons.

Ces graves dissidences n'effaceront pas l'essentiel de l'union durable. Mais, dès lors, l'union se resserrera dans la mesure où s'accroîtront et se préciseront tant à Paris qu'à Rome les tendances réactionnaires et le mouvement patriotique. Au contraire, l'orientation anarchique et cosmopolite éloignerait les deux pays l'un de l'autre et Berlin les ferait se battre à son profit.

Ainsi l'avenir de l'Union latine dépendrait du progrès de l'ordre dans chacun des pays latins : l'ordre est un caractère de la patrie commune, puisqu'il est la patrie de nos intelligences qui ne peuvent concevoir de progrès désordonnés.

II

Cette affirmation devra étonner quelques personnes avancées en âge parce que dans le

milieu du xix^e siècle, les promoteurs de l'union latine appartenaient plutôt aux partis révolutionnaires. Mazzini et Victor Hugo en sont des exemples certains. Mais c'est en cela, précisément, que réside le paradoxe. L'historien philosophe admirera un jour que tant d'orateurs et de poètes italiens, français, espagnols, wallons même aient pu confondre avec le génie de leur race ce qui y était le plus directement opposé : on ne comprendra pas sans peine que tant de Latins passionnés, quelques-uns éminents, aient pu renier, au nom du latinisme, l'essentiel du legs commun aux Latins.

Comment se fait-il, par exemple, que latinisme ou latinité aient été si longtemps donnés pour les synonymes d'anti-catholicisme, autrement dit d'admiration du protestantisme ? Peuples latins, peuples catholiques, dit l'histoire, exception faite pour la lointaine Roumanie. Qu'est-ce qui a opté pour Léon X contre Luther ? Est-ce la Saxe, est-ce le Brandebourg, est-ce l'Angleterre ? Non : les peuples latins. Comment la Belgique, en partie néerlandaise, s'est-elle séparée de la Hollande pour affirmer son âme, sa foi et sa nationalité ? Par sa fidélité au catholicisme. Où la Réforme a-t-elle réussi à fond dès le premier jour ? En des pays germaniques et anglo-saxons. Les peuples latins sont ceux où la Renaissance a réussi, où la

Réforme a échoué. Le Danube et le Rhin sont fiers de montrer de nombreuses populations catholiques, mais Rome avait colonisé puissamment ces régions. L'âme de la Germanie est tournée autre part : le Pape Pie X dut renoncer à publier son encyclique contre Luther parmi ses fidèles de langue et de nationalité allemandes. C'est un fait significatif.

C'est à ce point de vue de fait que je me place pour demander par quelle abstraction monstrueuse on peut dissocier l'histoire des Latins d'avec l'histoire de l'organisation religieuse née sous l'enseigne de Rome et qu'ils ont si fidèlement défendue contre les infiltrations et les assauts étrangers. La race n'est pas la religion, la religion n'est pas la race, mais ces deux termes sont souvent unis. Le fait est qu'en terre latine des dizaines de millions d'hommes et de femmes communient sous une seule espèce, se confessent, entendent la messe et chantent les vêpres dans une langue antique et savante dont toutes nos langues diverses sont petites-filles ou petites-nièces. Ces multitudes croient au Purgatoire, à la Communion des Saints, aux Indulgences, à la primauté du Pape de Rome, à la Vierge Marie. Et ce culte de la Madone, cette piété pour Notre-Dame est l'âme de leur âme et le cœur de leur cœur. Il n'est pas facile d'aller leur dire : — Nous vous aimons beau-

coup, nous sommes vos frères de sang et de race, mais nous avons l'horreur de ce qu'il y a de plus délicat et de plus profond dans votre vie supérieure, vos croyances, vos rites, votre sensibilité, votre religion !

On a essayé de dire cela à l'Espagne, et on a échoué. Et, ma foi, si l'échec n'avait été trop malheureux dans ses conséquences immédiates, il faudrait pouvoir oser dire pour l'honneur de la logique et du bon sens que c'était bien fait.

Toute tentative d'unité latine qui comportera la haine ou le dédain de l'esprit catholique est condamnée au même insuccès naturel.

J'en parle avec d'autant plus de liberté que je n'ai ni l'honneur, ni le bonheur de compter parmi les croyants au catholicisme. Mais indépendamment de la foi, rien ne peut faire que nous ne soyons pas nés catholiques. Nos habitudes spirituelles et morales ont été contractées entre le baptistère, la Sainte Table et l'autel catholique. Cela peut varier d'homme à homme ou de village à village ; mais à prendre la grande moyenne de nos populations, nous sommes faits ainsi et pas autrement, cela ne dépend de personne, pas même de nous.

Cette structure nous rend inférieurs, dit-on. A quel point de vue ? Commercial, industriel ? Regardez l'Argentine, regardez la Belgique. Au point de vue militaire ? Regardez la France et

ses généraux victorieux, la plupart élèves des Jésuites. Au point de vue artistique ? littéraire ? scientifique ? Laissons ces enfantillages, revenons au fait, le fait est que, en tenant compte de toutes les différences et de toutes les nuances, l'Occident religieux se distribue entre les peuples qui se sont séparés de Rome au xvi^e siècle et ceux qui lui sont restés fidèles. La fidélité à cette tradition fut le partage des Latins. Qu'elle cesse, ils perdront l'un de leurs caractères, un caractère sur lequel peut être assise leur union.

Ce caractère peut constituer un grand avantage. Du moment que le catholicisme a gardé pour organe rituel notre commune langue-mère, il nous suffit de l'employer en l'accentuant de façon convenable pour nous reconnaître et nous pénétrer malgré les différences du dialecte de chacun. En outre, nos populations les plus diverses de langage et de mœurs suivent des chefs spirituels qui conservent l'emploi courant de ces signes de leur communauté première. Leurs évêques et leurs prêtres possèdent ainsi un moyen naturel de communication. Cela est grandement à apprécier quand il s'agit de confédérer ou de fédérer des nations ! L'on peut être plus ou moins fort latiniste en pays non catholique, c'est une question de savoir personnel, mais que dans la catholicité le latin

soit resté la langue vivante, usuelle, des chants liturgiques, de la prière, d'une partie de l'enseignement, voilà pour nos pays un moyen permanent de compréhension réciproque ; leur *ito*, leur *espéranto*, n'est plus à créer.

Et cette vieille langue commune à des multitudes croyantes est mise au service des affinités de l'esprit : elle charrie naturellement la littérature, la philosophie, des idées et des doctrines dont les traits communs peuvent devenir apparents et aimés. Large patrimoine indivis sur lequel l'homme rejoignant l'homme, comme le chœur athénien dans Sophocle, le salue aisément par ses attributs les plus généraux.

Supprimez le catholicisme, comme le veulent de singuliers amateurs de latinité, vous désorganisez et vous décomposez cet agent de profonde et rapide intelligence. Au bout de quelques générations, ses semences d'union et de fraternité universelle auront fait place à un esprit de dissidence stimulé par des forces centrifuges que rien ne compenserait. Tranchons le mot : le catholicisme est idéalement et moralement organisé, la latinité ne l'est pas. Le catholicisme est formé, la latinité ne l'est pas encore ou elle ne l'est plus. Pour vivre ou revivre elle peut bénéficier de cette organisation, elle ne peut la suppléer. Ce que perd le

catholicisme, elle le perd donc. Telle est la vérité pratique. Je convie tout esprit politique et toute âme vraiment humaine à y réfléchir. Ne nous détruisons pas nous-mêmes, ne détruisons pas le véhicule des forces qui nous rassemblent, c'est la première des conditions de notre progrès.

Je n'invente pas ce conseil. Il est implicitement contenu dans la doctrine du plus grand philosophe que le monde latin ait produit depuis Descartes. Issu du Languedoc français, aussi séparé que possible, par la pensée, de la métaphysique et de la théologie catholique, Auguste Comte avait recherché l'alliance des Jésuites de Rome. Il la voulait, certes, très chimériquement, *pour* sa doctrine. Mais il la voulait aussi *contre* une anarchie et une barbarie dont il pressentait les assauts sans en avoir prévu, ni la violence, ni l'étendue, ni la durée. Tout ce que ce grand agnostique a dit en ce sens de la nécessité de s'unir à la papauté contre le désordre universel est encore plus vrai aujourd'hui qu'au temps où il le disait. Mais ses contemporains étaient enfoncés dans le préjugé contraire ; l'amour et le respect de la Réforme luthérienne étaient considérés comme le premier signe de la liberté de l'esprit chez les philosophes latins.

III

Un autre signe de liberté était à la mode : c'était la passion des idées révolutionnaires. Mistral, si supérieur en politique à toute son époque, fait une concession à l'esprit du temps, dans son *Ode* fameuse à l'endroit où la race latine est complimentée d'avoir « cent fois renversé ses rois ». Cela peut s'entendre de rois étrangers, comme les Césars d'Allemagne. Mais cela peut s'appliquer aussi à des rois indigènes, à des rois nationaux, tels que nos rois de France qui n'eurent d'autre objet que le bonheur des peuples, la paix et l'indépendance des hommes, comme le montre l'exemple de l'un des derniers, le malheureux Louis XVI, qui s'endetta et se compromit pour émanciper l'Amérique du Nord.

Je ne viens pas prêcher la monarchie à l'Amérique... Monarchie, République, ne sont que des moyens, comme la liberté ou l'autorité. Chacun vaut ce qu'il vaut pour donner aux peuples l'ordre, le progrès, la justice, la prospérité et la paix. Il y a des pays où la république est une nécessité nationale. Il y en a d'autres où, comme l'a observé notre Renan, ce mot est synonyme « d'un certain dévelop-

pement démocratique malsain » et y signifie un encouragement, une excitation à l'anarchie. Dans ces derniers pays la monarchie est autochtone. Elle y a longtemps assuré la sécurité, la force, l'influence et l'honneur. C'est le cas de la France, où l'esprit de la Révolution dite française a été importé ; il vint de Suisse avec Rousseau, de Londres avec Montesquieu, de Prusse avec Mirabeau, il provint plus profondément de l'influence trouble développée depuis le xvi^e siècle par l'esprit politique de la Réforme.

Ces remarques d'histoire recueillies ou bien suscitées par Auguste Comte, étaient assez ignorées en France il y a vingt ans. Depuis, elles ont fait du chemin et elles continuent : elles se répandent par l'effet naturel de la vérité qu'elles manifestent et aussi par leur vertu d'explication lumineuse ; ce qui était inintelligible est devenu clair, elles résolvent des questions qui restaient sans réponse tant que l'esprit révolutionnaire a tenu le haut du pavé.

Par exemple, quand on enseignait que les idées révolutionnaires sont essentiellement des idées françaises ou des idées « latines », toute l'histoire des Latins devenait un impénétrable mystère : comment les époques de la plus grande prospérité politique, intellectuelle et morale de la France, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie, n'ont-elles pas connu ces idées ou les ont-elles

combattues avec vivacité ? Comment ne les trouve-t-on point dans l'héritage gréco-romain ? L'esprit politique des républiques de l'antiquité était profondément aristocratique, cela n'est plus discuté loyalement depuis Fustel de Coulanges. Outre son langage et sa religion, Rome nous a légué, avec sa logique et sa morale, l'idée de domination civilisatrice :

*Tu regere imperio populos, Romane, memento.
Hac tibi erunt artes, pacisque imponere morem ;
Parcere subjectis, et debellare superbos.*

Voilà le legs romain. Mais notre mère Rome ne nous a pas légué l'anarchisme, ni l'individualisme libéral, son « sosie ». Le moyen âge a exalté et pratiqué magnifiquement les idées de hiérarchie et de subordination. Même son amour courtois était fondé sur les principes de fidélité, d'hommage, de service.

La Renaissance et ses héros portèrent au comble le sentiment d'inégalité entre les vivants. Individualisme ? Si l'on veut, mais à la portée du plus petit nombre. Donc restreint à quelques-uns. Donc nullement général. Donc mal nommé : les finales *isme, iste* impliquent l'universel. La Renaissance dit : Souveraine liberté, mais de quelques individus dans lequel est réputé vivre le genre humain ! *Humānum paucis vivit genus*, avait lui-même professé le stoï-

cisme latin, ce père putatif du Kantisme. L'idée contradictoire de la royauté de tout le monde, l'utopie mensongère qui dit à chaque homme : « tu es le Prince, autrement dit le premier de tous » et qui, dès lors, le met en lutte fatale avec tous ses semblables, ces rêves faux et sanguinaires sont étrangers à la Renaissance gréco-latine. Des seigneuries et des monarchies soutenues par de fortes libertés privées, des royautés dotées de *fueros*, créèrent, défendirent, enrichirent, élevèrent au-dessus des autres et d'eux-mêmes les peuples de l'Italie, de l'Espagne et de la France. Depuis, nulle assemblée élue, nul régime électif ne les a fait accéder à des hauteurs comparables. Leurs grands siècles sont ceux des grands papes et des grands rois : Léon X, Louis XIV. Leur décadence fut commencée ou précipitée dans la mesure où les idées révolutionnaires s'emparèrent de leur esprit public ou de leur gouvernement.

Pour des causes historiques et géographiques, l'Angleterre de Cromwell et du Covenant a trouvé le moyen de vivre et de durer en composant avec l'anarchie religieuse et le parlementarisme : quel est le peuple latin qui s'est bien trouvé du rotativisme, de la révolution, du gouvernement des partis ? Deux grands règnes : Léopold I^{er}, Léopold II, ont organisé et fortifié la Belgique, l'initiative du roi Albert l'a sauvée.

L'Italie, le plus révolutionnaire en apparence des peuples latins (mais qui se montre violemment réactionnaire aujourd'hui), notre vieille mère italienne eut besoin d'une dynastie, fort ancienne en Europe, pour achever le grand œuvre de son unité.

Avant la Révolution, la France balançait l'Angleterre sur toutes les mers. Il y a cent trente ans qu'elle a dû lui céder le pas, en attendant de tomber au dernier rang des puissances maritimes. Sur le continent, les longues guerres déclarées par les Républicains de 1792 l'avaient épuisée au XIX^e siècle. Une guerre moins longue, mais plus cruelle, lui a été imposée au XX^e siècle par l'insuffisance de son organisation militaire, fille de la démocratie. La prospérité moderne de sa rivale allemande date de la Révolution et de l'Empire français, qui y ont contribué avec une cécité et une anarchie constantes. De nos jours, les partis radicaux et révolutionnaires français, responsables de l'impréparation politique, sont les mêmes qui, ayant failli faire perdre la guerre, ont pu faire avorter la paix.

Semblablement, la République de 1873 faillit mettre l'Espagne au tombeau : elle a été sauvée par des énergies qui n'ont pas reculé devant la restauration à main armée du trône d'Alphonse XII ; mais l'importation anglaise du

régime parlementaire lui vaut-elle beaucoup de force et beaucoup de bonheur ? L'histoire des révolutions portugaises poserait la même question.

Nulle part les erreurs de la démocratie révolutionnaire n'ont plus complètement échoué que dans l'Europe latine. C'est peut-être qu'elles y sont un produit germanique, n'y représentant rien de naturel, de spontané, d'indigène. C'est peut-être aussi que nos populations sont trop sensibles à la parole des tribuns qui les agitent et les bouleversent : les institutions d'un peuple ne doivent pas correspondre uniquement à ses défauts, mais les équilibrer par la discipline de ses vertus.

Pour cette raison ou pour d'autres, il est certain que la démocratie plébiscitaire ou parlementaire, armée ou civile, n'a pas fait mieux chez nous qu'à l'époque où les légions romaines fabriquaient par leur vote des empereurs. Le fond intelligent, bon et fort, de nos races réagit naturellement tant qu'il peut contre ce vice de l'Etat. Mais les résultats demeurent inférieurs à l'effort. La majeure partie de cet effort est dilapidée et perdue pour balancer le déficit d'institutions étrangères et pour les corriger tant bien que mal. Voilà pourquoi, depuis vingt ans, tant de Français et aussi d'Italiens, de Belges, de Suisses romands, rêvent pour

leur pays ce que rêvait Jules Lemaitre pour la France : des institutions qui, au lieu de corrompre les individus, viennent au secours de leur faiblesse. Voilà pourquoi tant de Latins souhaitent, les uns une monarchie moins sujette des parlements, les autres la suppression du régime républicain. Voilà pourquoi, en 1889, le dernier grand sursaut populaire français gronda contre le parlementarisme, et pourquoi l'Italie de 1915, ambitieuse de son destin, s'est tournée vers son Roi pour le réaliser. Cela se comprendra peu à peu et de mieux en mieux, dès que cela sera bien expliqué. Par des études comme celles de Marius André, le sens critique et l'intelligence font leur œuvre de rectification, les vérités essentielles se dessinent dans les esprits. C'est quand elles seront claires pour tous, que le monde latin, rendu à lui-même, reprendra au milieu des peuples sa fonction.

Déjà sa décadence est arrêtée parce qu'il a pris conscience du piège et du péril : l'anticatholicisme détruirait la matrice de son unité future, les idées révolutionnaires menaceraient de dissociation intérieure chacune des nations qui le composent. Il se demande : au profit de qui ? Et il le voit bien !

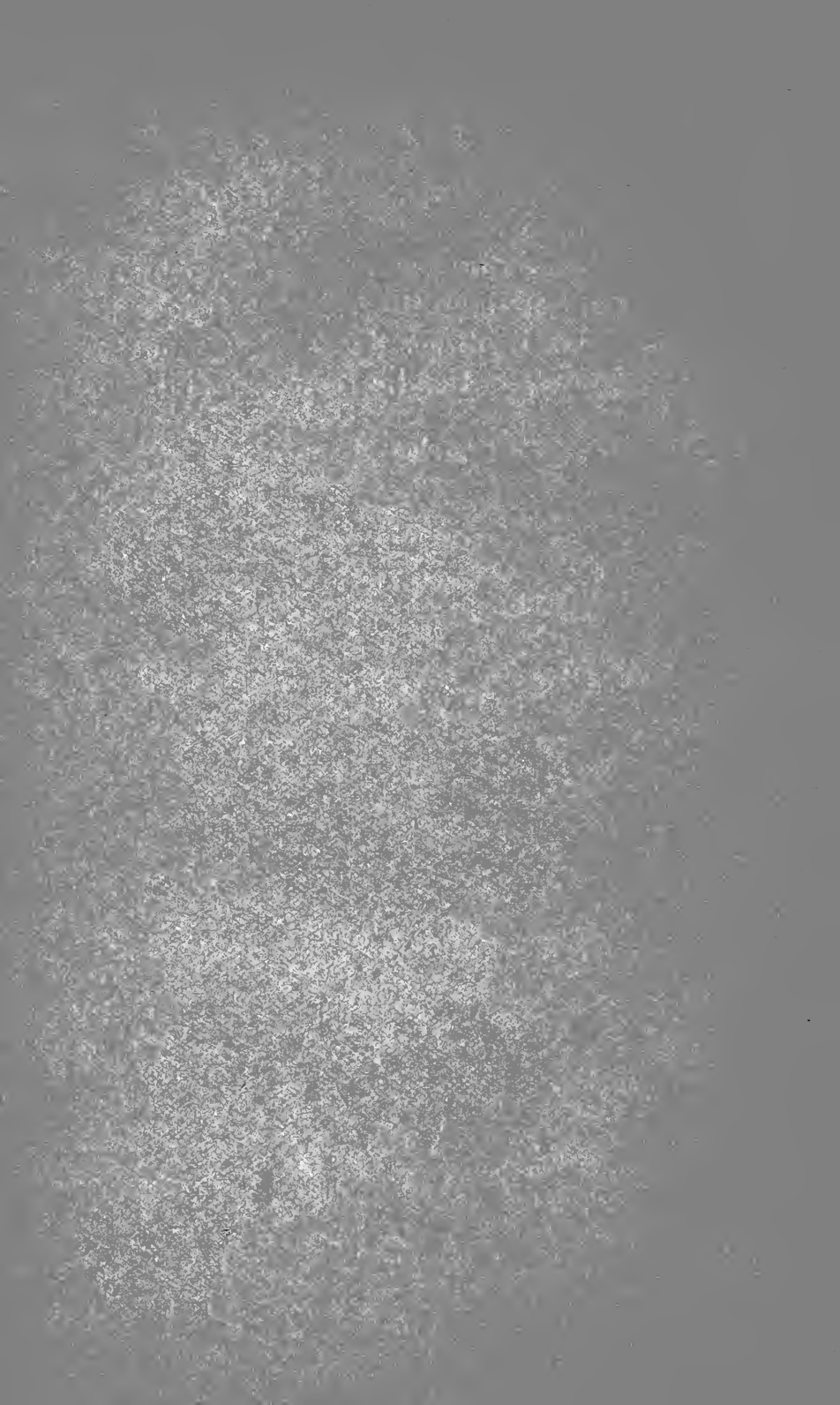
*
* *

Vingt ans avant la guerre, les Français qui me faisaient l'honneur de me lire connaissaient l'axiome que « la révolution vient d'Allemagne ». En divisant la France par le régime des partis, en faisant échouer la Restauration monarchique entre 1871 et 1875, Bismarck nous avait voués à cinquante ans de piétinement, d'inertie et de querelles : en nous imposant la manie anticatholique, le même Bismarck nous séparait moralement de nos frères de race ou de culture, les Espagnols, les Canadiens, les Belges, et même de cousins brouillés avec qui nous aurions pu nous entendre, comme les Autrichiens, les Hongrois et certains Allemands du sud. Guillaume II suivit la politique de Bismarck : il restaura chez lui la paix religieuse et la concorde économique ; les agents de la révolution religieuse et sociale devinrent ses émissaires au dehors, il exporta le désordre des élèves de Marx et des disciples de Luther. Au congrès d'Amsterdam, en 1904, Bebel faisait l'apologie de la monarchie pour l'Allemagne ; en 1914, Muller, Legien, Sudekum étaient les messagers de l'unification impériale ; mais, comme Bebel, ils prêchaient aux autres peuples la lutte des classes, la désorganisation du tra-

vail, l'incoordination des âmes et de l'Etat...

Quelle leçon de choses ! Écoutons Marius André. Ses vérités sont bonnes autant que la fable allemande était nuisible. Écoutons-les. Instruisons-nous. Rentrons dans le pays de l'ordre comme un propriétaire rentre chez lui.

Charles MAURRAS.



CHAPITRE PREMIER

CAUSES ET CARACTÈRES DE LA RÉVOLUTION HISPANO-AMÉRICAINNE

Au commencement du dix-neuvième siècle, le royaume des Indes occidentales¹, qui appartenait à la Couronne de Castille, comprenait près de la moitié du continent américain. L'Espagne appauvrie, dépeuplée, en état presque

1. On sait que Christophe Colomb découvrit l'Amérique en cherchant une route nouvelle vers les Indes. D'où le nom d'Indes donné au Nouveau Monde. Aujourd'hui encore les indigènes sont appelés Indiens.

Nous disons *royaume* et non *colonie*, parce que l'Amérique espagnole n'était pas une colonie. Dans la période de trois siècles improprement appelée coloniale on disait et on écrivait dans tous les documents *officiels* : *royaume* (au singulier et au pluriel), *domaines*, *provinces*, *républiques* qui étaient souvent synonymes. Nous disons *Couronne de Castille* et non *d'Espagne* pour les raisons qu'on verra plus loin.

Il ne nous paraît pas inutile d'employer les mots propres surtout quand les idées qu'expriment ces mots provoquent une révolution et une guerre d'émancipation.

permanent de guerre en Europe, avait pu, pendant plus de trois cents ans, conserver un lointain empire, le plus grand que le monde eût connu jusqu'alors, — sans armée de métier, grâce à un système de gouvernement qui, s'il ne fut pas toujours le plus intelligent au point de vue économique, fut, du moins, le plus humain et le plus paternel de tous envers les indigènes et les créoles et, à certains égards, le plus conforme aux traditions de la république romaine.

Cependant, depuis une vingtaine d'années, les idées d'émancipation faisaient de rapides progrès dans une minorité de créoles qui formaient une élite de gens instruits adonnés aux professions libérales, de nobles, de propriétaires fonciers et de riches commerçants. La révolution qui se préparait avait pour cause non pas un excès de misère, l'ignorance, l'abrutissement de tous par un despotisme royal et la « sombre théocratie », comme se plaisent à l'écrire tant d'historiens, mais, au contraire, l'essor industriel et commercial du pays et le développement intellectuel de cette élite élevée par des moines.

A la suite des réformes réalisées par les Bourbons qui, — selon une expression très juste d'un écrivain qui ne les aimait guère, — abandonnèrent « l'indolence immobile du

système autrichien ¹ », l'Amérique espagnole n'avait cessé de progresser dans toutes les branches de l'activité humaine : « Tout l'immense continent de l'Amérique (écrit le meilleur des historiens américains du siècle dernier), aujourd'hui (1847) chaos de confusion, de désordre et de misère, se mouvait alors avec uniformité, sans violence, on pourrait dire sans effort, et tout cheminait en un ordre progressif vers des améliorations continues et substantielles. » Sous le règne de Charles III, ajoute-t-il, les progrès avaient été « prodigieux », principalement au Mexique qui fut gouverné par une série de vice-rois remarquables par « leur probité, leur instruction et leur zèle », et où « l'aspect du pays se transforma entièrement ² ». La prospérité était telle qu'une trentaine d'années après l'émancipation la fierté d'être des peuples libérés et d'avoir conquis la liberté politique par des prouesses épiques n'allait pas sans un peu de regret pour les temps abolis.

C'est précisément parce qu'ils ont obtenu beaucoup et qu'ils ne sont plus sous un régime d'indolence et de routine que les His-

1. Gervinus : *Histoire du XIX^e siècle, depuis le traité de Vienne*, traduite de l'allemand par J.-E. Missen, t. VI, p. 37.

2. Lucas Alaman : *Historia de Méjico*, t. I., p. 83-88.

pano-Américains aspirent à des libertés économiques plus grandes pour développer leur commerce, et qu'ils ne veulent plus être gouvernés par des vice-rois et des capitaines généraux venus d'Espagne. Ils réclament une autonomie qui les rendra indépendants non pas de la Couronne de Castille à laquelle ils restent fidèles, mais de l'égoïsme mercantile des hommes d'affaires de Cadix qui, sous le règne de Charles III, ont perdu une partie de leurs privilèges et useront de leur influence sur le Parlement de 1810 pour faire repousser de légitimes revendications. L'exemple des États-Unis du Nord, la propagande révolutionnaire française servent de stimulants à quelques patriotes exaltés, généreux mais naïfs, qui, vers la fin du dix-huitième siècle, essaient, sur plusieurs points du continent, de provoquer des soulèvements et de réaliser l'indépendance. Leurs tentatives échouent parce qu'ils sont une infime minorité dans la minorité. Très significatifs sont les échecs successifs de Miranda qui, partout où il tente des coups de force et des débarquements avec l'aide d'étrangers, voit la population se soulever tout entière et spontanément contre lui.

Pour que le mouvement d'émancipation ébranle les masses, réussisse et aboutisse à la république, il faudra que le peuple d'Espagne

se lève contre Napoléon et que les sujets d'outre-mer refusent aussi de se soumettre à l'usurpateur. L'indépendance et la république naissent, en Amérique, de manifestations unanimes de fidélité au régime déchu et à la religion catholique. La révolution hispano-américaine sera non pas une fille de la révolution française, comme l'affirment de nombreux historiens européens, mais, au contraire, une réaction contre cette révolution surtout en ce que celle-ci avait d'antireligieux.

*
*
*

Le détronement des Bourbons d'Espagne, l'usurpation de Joseph Bonaparte et le drame qu'ils provoquent en Amérique, — drame qui va achever de transformer le Nouveau Monde, — sont de 1808. Quelle avait été l'attitude des Hispano-Américains, jusqu'à cette date, devant les formidables événements qui, depuis 1789, se déroulaient en Europe ?

Un petit groupe de gentilshommes, de lettrés, d'avocats, de riches propriétaires, fortement influencés par les encyclopédistes, avaient accueilli avec enthousiasme l'établissement du régime constitutionnel en France ; quelques-uns essayèrent de propager les idées nouvelles, mais se heurtèrent à l'indifférence ou à l'hosti-

lité de la petite bourgeoisie et du peuple. La vraie propagande est faite par des étrangers, principalement des Français, qui étaient très nombreux en Amérique ¹. On pourrait tracer une courbe de cette propagande au moyen des dossiers réunis à Séville (Archives des Indes), encore inédits et que nous avons étudiés. On la voit commencer en 1790. Dès la fin de 1789, on avait eu, par les journaux d'Europe et par des lettres particulières, des renseignements détaillés sur ce que l'évêque de Charcas appelait « les monstrueux événements de la France ² ». Par des pastorales et des sermons les évêques et les curés combattent « les idées de l'Assemblée nationale de Paris ». Les « assembléistes » (c'est ainsi qu'on appelle alors les partisans des idées nouvelles) sont surveillés, poursuivis, emprisonnés. En 1794, la propagande prend une grande intensité,

1. N'en déplaise aux historiens qui affirment que, sous la domination espagnole, l'Amérique était fermée aux étrangers. Il y avait des Français un peu partout, dans le commerce, l'industrie, l'agriculture et même dans les administrations de l'Etat. Les hommes les plus éminents des premières années de la révolution à Buenos-Aires sont des fils d'étrangers : Liniers, Belgrano, Puyrredon, Castelli, Rondeau. La prétendue exclusion des étrangers est une des plus extraordinaires falsifications de l'histoire.

2. *Archives des Indes*: Pap. de Estado, Charcas, leg. 1.

mais presque toujours sous l'impulsion des étrangers. La traduction de la Déclaration des Droits de l'homme par Nariño, haut fonctionnaire espagnol, est répandue dans les grandes villes de l'Amérique du Sud. Dans les contrées qui ont le plus de relations avec les Antilles françaises, le monde officiel ne sait plus, pendant quelques mois, où donner de la tête ¹.

Gervinus, — un des historiens allemands qui ont contribué le plus à répandre dans le monde l'histoire falsifiée au préjudice de tout ce qui est catholique, latin et français et a inspiré bon nombre d'auteurs de nos Manuels, — Gervinus qui voit partout les bûchers de l'Inquisition et la main de ce qu'il appelle la « sombre théocratie » écrit à ce sujet : « L'Inquisition trouvait dès lors à faire partout ². » Il est vrai que, si elle s'était occupée de poursuivre des délits politiques, l'Inquisition aurait trouvé à faire partout, mais il est non moins vrai qu'elle ne fit rien. Pas un seul révolutionnaire ne fut brûlé par elle ³. On procède à des

1. *Archives des Indes* : Pap. de Estado, Caracas, leg. 9, lettre du gouverneur de la Trinité.

2. Ouv. cité, t. VI, p. 52.

3. Il est de mode d'écrire que l'Inquisition fut un instrument politique entre les mains du pouvoir royal. Des catholiques libéraux soutiennent cette thèse afin de diminuer ce qu'on appelle les terribles responsabilités de l'Eglise. C'est pour cela que tant d'historiens, sans

arrestations, les propagandistes sont jugés et condamnés par les tribunaux ordinaires, ou expulsés, car ils ne se contentent pas de répandre, par des écrits, des idées qui, à dire vrai, n'étaient pas bien nouvelles, puisqu'elles étaient professées en Espagne et en Amérique depuis le seizième siècle, mais ils travaillent aussi au renversement du régime existant. En octobre 1795, deux navires de guerre emmènent de Véracruz à Cadix vingt et un Français, et quarante-cinq en mai de l'année suivante¹. Le nombre des arrestations est considérable pen-

prendre la peine d'aller aux sources, font intervenir l'Inquisition dans des événements dont elle ne se mêla point. La séparation des pouvoirs est complète. Ajoutons cependant que quelques révolutionnaires français furent poursuivis par l'Inquisition, mais seulement pour crime d'hérésie, et aucun ne fut condamné à mort. Un délégué du pouvoir civil assiste à un autodafé à Mexico pour recueillir en un procès-verbal ce qui, dans les déclarations des témoins, concerne les questions politiques. Cet autodafé eut lieu en août 1795, dans une église, comme beaucoup d'autres (*Archives des Indes*, pap. de Estado, Mexico, leg. 5). Un autodafé dans une église ! Mais elle dut être incendiée, dira-t-on.

« *Autodafé*, écrit Littré : exécution, par le feu, d'un jugement rendu par l'Inquisition contre un hérétique. »

Cette définition, qu'on trouve dans les 99 pour 100 des dictionnaires, est fautive, et si, pendant dix siècles, elle était répétée dans tous les dictionnaires, elle n'en resterait pas moins une erreur.

1. *Archives des Indes* : Pap. de Estado, Mexico, leg. 4 et 5.

dant ces deux années 1795 et 1796. Puis l'agitation, en somme toujours superficielle, décroît. En 1797 elle est à peu près nulle. La propagande en faveur de l'émancipation est faite alors par des Américains, non plus au nom des principes révolutionnaires mais contre eux.

En cette même année 1797, le Vénézuélien Miranda, général dans les armées de la République française, s'abouche avec deux jésuites sud-américains expulsés, José del Pozo y Sucre et Manuel José de Salas, et avec le fameux Pablo de Olavide ; ils prennent le titre de « commissaires de la Junte des députés des villes et provinces de l'Amérique méridionale ». Le 22 décembre, Miranda et les deux jésuites rédigent à Paris un manifeste-programme dans l'article premier duquel on lit que les provinces hispano-américaines « ont unanimement résolu de proclamer leur indépendance ». On y trouve un projet d'alliance défensive entre l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Amérique méridionale. « On pourrait dire avec confiance, ajoutent les conspirateurs, que c'est le seul espoir qui reste à la liberté audacieusement outragée par les maximes détestables avouées par la république française. » Par une lettre datée de Londres le 24 mars 1798, Miranda soumet au président de la république des Etats-Unis, en sollicitant son appui, un plan de

constitution pour l'Amérique espagnole dont il veut faire une monarchie parlementaire. « Telle est, conclut-il, la forme de gouvernement qui paraît réunir la majorité des suffrages sur le continent hispano-américain... Elle nous préservera sans doute des conséquences fatales du système républicain français que Montesquieu appelle *la liberté extrême*. » Miranda, girondin, franc-maçon, fait alliance avec les jésuites pour émanciper sa patrie ; il ne cesse de répéter que le régime qu'il veut instaurer sera le contraire de celui de la France antilibérale et antireligieuse. Dès qu'il rentre au Vénézuéla pour soulever la population, il adresse aux évêques des lettres pleines de respect¹, et comble les curés de flatteuses attentions.

C'est que, si quelques patriotes admirateurs de Voltaire et de Rousseau avaient mis leur enthousiasme et leurs espoirs dans l'aurore de 1789, les excès de 1793 et la guerre à la religion avaient excité une telle indignation et tant de craintes dans toute l'Amérique, y compris la république des Etats-Unis, que Miranda, révolutionnaire au sens européen du mot, se rendait compte que des millions d'Américains préféreraient la mort à un gouvernement anti-religieux. Aussi, à partir de l'année 1809 où

1. *Archives des Indes* : Est. 133, c. 4, leg. 9.

les Hispano-Américains se battent pour l'indépendance et peuvent librement dire ce qu'ils veulent, on parle beaucoup moins de la révolution française qu'on ne l'avait fait sous le régime en train de disparaître. A ce moment, les Français ne manquent pas du côté des indépendants; mais ils ne se livrent pas à la propagande de presse et de pamphlets, ils ne déclament pas contre les curés : ce sont des officiers et des soldats qui viennent s'engager dans les armées des patriotes. Les officiers anglais et français de l'état-major de Bolivar accompagnent leur chef à la messe ¹.

D'ailleurs, les chefs sont tous, sauf de très rares exceptions, des croyants fermement attachés à l'Eglise et à ses dogmes, et les incroyants comme Bolivar, — qui se convertira plus tard, — et Miranda les respectent. L'irréligion et le voltairianisme sont, au contraire, très répandus dans les armées du roi ; au Mexique, en 1821, presque tous les officiers généraux espagnols sont francs-maçons, ses trois derniers vice-rois le furent aussi. Mais le désordre intellectuel de l'époque se manifeste dans les deux camps. Mariano Moreno, par exemple, le plus jacobin des révolutionnaires de la Plata et en même temps l'un des plus catholiques, proteste

1. Peru de Lacroix : *Diario de Bucaramanga*.

« contre le despotisme espagnol qui assujettissait la raison à une censure inquisitoriale ¹ », il est le premier champion de la liberté de la presse à Buenos-Aires, il la réclame fougueusement : « Détrompons-nous enfin, écrit-il, car les peuples seront plongés dans l'abrutissement le plus honteux si l'on n'accorde pas une franchise absolue et la liberté pour traiter tout sujet... » Voilà bien, dira-t-on, la doctrine révolutionnaire dans son intégrité : Moreno secoue le joug de toute autorité, y compris celui de l'Eglise ! Mais achevons la citation interrompue : «... pour traiter tout sujet qui ne soit opposé en aucune manière aux saintes vérités de notre auguste religion et aux déterminations du gouvernement toujours digne de notre plus grand respect ² ». Moreno commence sa phrase par une déclamation contre la censure et il la termine par le rétablissement de cette censure. Il est interdit de critiquer le gouvernement ; la littérature, la philosophie, la théologie, la politique, la tribune et la presse, tout est soumis à une censure plus étendue et plus sévère que celle de l'Inquisition.

Et qu'on ne crie pas au paradoxe ! L'Inqui-

1. José P. Otero : *La révolution argentine*, p. 186.

2. Œuvres rééditées par la « Biblioteca argentina » (1916) sous le titre de *Doctrina democrática*, p. 118.

sition veillait au maintien de la pureté de la foi ; mais, sous son régime, les laïques et les moines espagnols ont pu écrire contre le gouvernement royal et en faveur des droits du peuple des traités auprès desquels les audaces des encyclopédistes sont bien pâles, et cela sans être inquiétés en rien par l'Inquisition ni par le roi ; ils ont même pu faire l'apologie du gouvernement républicain démocratique.

Mariano Moreno, passant de la théorie à la pratique, censure lui-même son auteur de prédilection : il expurge Rousseau en le traduisant ; il ne veut pas qu'on lise ses pages anticatholiques et il écrit dans la préface de sa traduction du *Contrat social* : « Comme l'auteur a eu le malheur de délirer en matières religieuses, je supprime le chapitre et les principaux passages où il a traité de ces matières. » En somme, le révolutionnaire de Buenos-Aires ne retient du citoyen de Genève que ce qui était déjà dans la tradition espagnole et américaine, c'est-à-dire dans les œuvres des légistes de sa race et de sa langue, au sujet des droits du peuple. Pour le reste, pour l'essentiel, il se retourne contre lui ; il le supprime sans discussion.

Les exemples de la révolution française sont à peu près absents des écrits de ce grand patriote et ardent polémiste ; ils le sont aussi des articles de journaux, discours et œuvres diver-

ses de Bernardo Monteagudo et des autres théoriciens et hommes politiques influents de l'émancipation hispano-américaine. On y voit les noms, — que nos « philosophes » et révolutionnaires avaient mis à la mode, — de Minos, Lycurgue, Phocion, Cicéron, Washington ; Miranda évoque, dans ses proclamations, les glorieux souvenirs de Pélopidas et du prince d'Orange ¹ ; mais jamais on n'écrit ni ne prononce les noms de Camille Desmoulins, Danton, Marat et Robespierre. Il y a un parti pris évident : ces écrivains et hommes d'action se livrent parfois à de vrais tours de force pour faire le silence sur les hommes et les événements de notre révolution. L'admiration véritable et sincère que professent pour la France la majorité des patriotes hispano-américains qui ont réalisé l'indépendance de leur pays ne va pas au delà du 13 juillet 1789. Nombreux sont ceux qui, comme Moreno, considèrent que la journée du 20 juin 1789 est la plus glorieuse de l'histoire de France et que tout s'est gâté avant la fin de la même année ². Ce qu'ils reprochent le plus à notre révolution, outre le régime de la terreur et de la persécution religieuse dont ils préfèrent ne pas parler,

1. *Archives des Indes* : Est. 133, c. 4, leg. 9.

2. Ouv. cité, p. 259.

est d'avoir abouti à l'Empire : « *La République nous appelle* chantait l'enthousiasme français aux jours de sa révolution, et il se préparait déjà à entonner des hymnes pour l'exaltation d'un tyran ¹. » Leur attitude à l'égard de Napoléon est donc le contraire de celle des conservateurs et des catholiques français de la même époque. Il semble, au premier abord, que par leur haine contre le « tyran », les révolutionnaires américains rejoignent ceux d'Europe. Il n'en est rien ; ils haïssent en lui, à tort ou à raison mais avec autant de violence que de sincérité, le triomphe des principes destructeurs de la morale et de la religion ; ils haïssent le conquérant étranger, le tyran qui a détrôné le Bourbon roi des Indes occidentales.

*
* *

Cela nous ramène aux événements de 1808 dont nous nous étions écarté pour suivre le développement et la faillite en Amérique, au commencement du dix-neuvième siècle, des idées révolutionnaires d'importation européenne.

Napoléon ayant pris la famille royale dans la souricière de Bayonne et nommé son frère

1. Montegudo : *Œuvres*, rééditées par la « Biblioteca argentina » (1916) sous le titre de *Obras políticas*, p. 56.

Joseph roi d'Espagne, une grande partie des fonctionnaires, des nobles, des gens riches ou aisés étaient disposés à accepter le fait accompli. Mais le peuple tout entier fut secoué d'une formidable colère patriotique en même temps que d'une exaltation religieuse, car on était convaincu qu'avec l'usurpateur c'était l'impunité qui allait occuper le trône des rois catholiques. Au milieu de la plus grande confusion, des juntas provinciales ou municipales s'organisent, indépendantes les unes des autres, puis une junta suprême est formée pour coordonner les mouvements de résistance ; enfin un Conseil de Régence gouverne, au nom de Ferdinand VII captif, dans les provinces qui ne sont pas au pouvoir des armées impériales.

Les mêmes phénomènes se produisent en Amérique. Là aussi, la plupart des gouverneurs sont disposés à reconnaître le nouveau roi, ou, tout au moins, ils sont hésitants ; mais de menaçantes manifestations populaires, des démarches impératives des municipalités les obligent de proclamer Ferdinand VII roi des Indes. Cependant, les partisans de l'indépendance et les rares « intellectuels » déjà républicains sont à l'affût d'événements qui les mettront en mesure de canaliser le mouvement de loyalisme du peuple et de le faire servir à leurs fins. De Londres, Miranda leur adresse des

conseils et des instructions ; il leur trace des plans de conduite et les engage à s'emparer des municipalités ¹. Il voyait juste : ce sont les municipalités qui feront la révolution.

En s'établissant en Amérique, les Espagnols y avaient transporté, pour le gouvernement et l'administration des nouveaux domaines de la Couronne, les institutions en vigueur dans la métropole à la fin du quinzième siècle. Ils y avaient, par conséquent, établi le régime municipal qui avait fait de tant de villes et communautés espagnoles de véritables républiques et même des démocraties, si l'on comprend par ce dernier mot (car il faut s'entendre sur le sens des mots dont on use à tort et à travers) le gouvernement de la cité par une assemblée de citoyens notables. Au seizième siècle, c'est-à-dire à l'époque où nos historiens placent, en Amérique, le règne par excellence de la tyrannie et de l'absolutisme, les municipalités américaines (*cabildos*) étaient de vrais petits parlements investis, dans bien des cas, de pouvoirs souverains, et disposant de la force publique. Leur souveraineté est telle sur ce point que Hernán Cortés, chef d'une troupe d'héroïques révoltés, ne trouve pas d'autre moyen de se mettre en règle avec

1. *Archives des Indes* : Pap. de Estado, Buenos-Aires, leg. 4.

la loi que de fonder une ville, Veracruz, faire élire une municipalité par les soldats redevenus citoyens, et se mettre à son service : légalement, la fabuleuse conquête du Mexique est l'œuvre de l'armée d'un conseil municipal.

Dans certaines provinces, les ordres des vice-rois, ceux même qui venaient de Madrid, ne pouvaient être exécutés qu'après approbation par les *cabildos*. La sanglante révolte du Pérou eut pour cause des ordonnances royales déclarées nulles parce que les conquistadors et les autres citoyens ne les avaient pas approuvées. Peu à peu, la centralisation restreint les libertés municipales, mais, au début du dix-neuvième siècle, les *cabildos* ont encore plus de droits et participent davantage au gouvernement de la cité que nos conseils municipaux contemporains. On a conservé surtout ce legs précieux des libertés du moyen âge qu'on appelait en France « assemblée des citoyens de tout état » et en Amérique *cabildo abierto* (conseil ou chapitre ouvert). Lorsqu'une question d'une gravité exceptionnelle se présente, lorsque des intérêts importants de la communauté sont en jeu, le *cabildo* convoque les habitants notables et les fonctionnaires ; les trois groupes forment une assemblée unique, une grande « municipalité ouverte » ou élargie qui délibère, en toute liberté, sur les mesures à prendre.

C'est sur ces *cabildos* et *cabildos abiertos* que Miranda compte pour émanciper l'Amérique.

En 1809 et 1810, lorsque Napoléon est maître de l'Espagne presque tout entière, les Américains qui ne veulent pas suivre le sort de la métropole soumise au roi intrus, organisent à leur tour, dans de nombreuses provinces, des juntas qui s'emparent du pouvoir et expulsent les autorités espagnoles. Ces juntas sont formées par des citoyens hardis, ou par des *cabildos* et *cabildos abiertos*. La révolution se fait partout au cri de : « Vive le roi ! » Rien de plus caractéristique, par exemple, que celle de Quito accomplie par la noblesse du pays avec plusieurs marquis à sa tête. Ceux-ci mettent le gouverneur en état d'arrestation dans son propre palais en employant les formes de la plus exquise courtoisie, et constituent, toujours au nom du roi, une junta de gouvernement. Il faut lire le récit de cet événement dans les Mémoires d'un témoin oculaire ¹ ; c'est tout à fait charmant et vraiment seigneurial. Jean-Jacques Rousseau, qui passe pour avoir inspiré les premiers révolutionnaires sud-américains, eût été stupéfait s'il avait vécu et si ce récit était par-

1. W. B. Stevenson : *Voyage en Araucanie, au Chili, au Pérou et dans la Colombie, ou relation d'un séjour de vingt ans dans l'Amérique du Sud*, traduite de l'anglais par Sétier. (Paris, 1828, t. III, chap. 17.)

venu jusqu'à lui. L'heure de Jean-Jacques viendra, mais plus tard.

En même temps qu'elles prennent le pouvoir, les juntas réclament la liberté du commerce, le droit pour les Américains de se gouverner eux-mêmes sous l'autorité suprême du roi, en un mot, l'autonomie. La junta suprême d'Espagne, puis le Conseil de Régence les traitent en rebelles, et aussitôt commence une guerre farouche qui durera près de quinze ans.

Avant que la guerre ne fût engagée, le mouvement patriotique américain était nettement anti-espagnol, ce qui ne l'empêcha pas, du moins pendant quelques années, et au Mexique jusqu'en 1822, d'être loyaliste à l'égard de la personne de Ferdinand VII respecté comme souverain légitime des Indes occidentales. L'immense majorité du peuple, les créoles comme les métis et les Indiens, les savants, les lettrés, les légistes sont et se disent vassaux de la Couronne de Castille. Ils sont sujets de Philippe V et de ses successeurs, non parce que ces Bourbons sont rois d'Espagne, mais parce qu'ils sont les héritiers légitimes d'Isabelle la Catholique, reine de Castille, au nom et pour le compte de qui l'Amérique a été découverte et divisée en provinces dépendant de sa couronne au même titre que les provinces européennes.

Si l'on ne comprend pas une pareille situa-

tion, c'est que l'histoire de cette époque, comme celle des siècles antérieurs, est falsifiée dans la plupart des ouvrages de vulgarisation et d'enseignement universitaire, qu'on applique à l'étude du passé les idées, les préjugés, les passions et les coutumes du présent. Pour ne citer qu'un exemple, au moyen âge, Valence, Majorque et la Catalogne ne sont pas des pays dépendant de l'Aragon comme on le croit communément, mais des Etats absolument indépendants bien que gouvernés par les mêmes souverains, lesquels, d'ailleurs, étaient Catalans d'origine et non Aragonais. Ces Etats ne sont même pas unis par le lien fédéral. Au seizième siècle, sous le règne de Charles-Quint et de Philippe II, la distinction subsiste, les anciens Etats sont encore indépendants en droit et en fait. En Catalogne, le tout-puissant empereur n'est que comte de Barcelone et le conseil général, plus puissant que lui, lui impose une humiliation pour faire respecter le principe de l'égalité de tous devant la loi. Les emplois publics sont réservés aux Catalans. En Biscaye les Espagnols de tous les autres pays sont également exclus des administrations. Un soldat castillan, c'est-à-dire étranger, ne pouvait entrer sur les territoires de la Biscaye, de l'Aragon et de la Catalogne.

A la fin du quinzième siècle, à l'époque de la

découverte de l'Amérique, les Aragonais sont, légalement, des étrangers dans les Etats de la reine de Castille bien que leur roi soit le mari de cette reine. Ils sont aussi des étrangers en Amérique, et pour y être admis ils doivent se soumettre, comme tous les autres étrangers) à des formalités.

Dans le courant du siècle suivant, l'unité espagnole se fait au bénéfice de la Couronne de Castille. Dans le même temps, le nombre des Espagnols établis aux Indes occidentales s'est accru. Ils ont fait souche. Leurs descendants de pure race blanche, les créoles, fidèles à une tradition qui n'a jamais été abolie légalement pour eux et dans laquelle ils trouvent leur intérêt, regardent comme des étrangers, — et des étrangers qui usurpent des privilèges, — les Espagnols d'Europe, les péninsulaires. Si les Américains ne sont pas sujets de l'Espagne, ils ne sont pas tenus d'obéir à une junte qui n'émane pas directement du roi puisque celui-ci, captif, ne peut donner des ordres. C'est ce qu'explique très bien, en quelques mots, le président Paez dans ses Mémoires lorsque, censurant l'attitude de la junte d'Espagne à l'égard de celle de Caracas, il dit : « Ce langage équivalait à une déclaration de guerre, car il venait d'une assemblée d'individus, et non du souverain dont les peuples étaient accou-

tumés à respecter l'autorité et les décrets sans appel ¹. » Si la maison royale disparaît, soit parce qu'il n'existe plus de prince du sang d'Isabelle, soit parce que le roi a été détrôné, tous les liens entre le suzerain et les vassaux, entre le roi et ses sujets sont rompus puisqu'il n'y a plus de suzerain ni de roi ; les Américains sont libres de choisir le gouvernement qu'ils voudront. En l'espèce, le détronement n'est pas définitif puisque ses partisans font la guerre en Espagne à l'usurpateur. Donc, les sujets réserveront les droits du roi, et en attendant que celui-ci puisse gouverner, son autorité passera entre les mains non d'un comité ou d'un Parlement espagnol, — c'est-à-dire étranger, — mais en celles des représentants désignés par les sujets eux-mêmes ; les municipalités, asiles des libertés traditionnelles, prendront, avec les droits de la souveraineté, le titre d'Altesse.

Ce raisonnement des premiers révolutionnaires est logique, inattaquable, au point de vue du droit féodal. Ils prirent et exercèrent des prérogatives reconnues légales par les *Sept Parties*, le code rédigé, au treizième siècle, par le roi Alphonse le Savant. Ils n'avaient pas be-

1. *Autobiografía* (Ed. de la « Biblioteca Ayacucho »), p. 42.

soin des leçons des encyclopédistes, le moyen âge leur ouvre les portes de la liberté : d'après les *Sept Parties*, lorsque la famille royale est éteinte, le nouveau souverain doit être élu au suffrage universel ; le Roi Savant ne dit pas « par les Cortès » ni « par la noblesse », mais « par un accord de tous les habitants du royaume qui le choisissent pour seigneur ¹ ». Alphonse X fait, en outre, une distinction entre les empereurs, rois et barons féodaux, d'une part, et les personnages à seigneurie limitée, d'autre part. Ces derniers, dit-il, sont ceux qu'on appelle en Italie « catanes et valvasores », et en Espagne « infanzones » ; « ils ne peuvent ni ne doivent user du pouvoir de seigneurie sur les terres qu'ils ont, à moins que ce pouvoir ne leur ait été conféré par les privilèges des empereurs et rois ² ».

Les membres des juntes espagnoles, du Conseil de Régence et leurs émissaires, les députés aux Cortès ne sont même pas des infanzones nommés par le roi ; on ne leur doit donc pas l'obéissance. On ne la doit plus aux vice-rois et capitaines généraux nommés antérieurement par lui mais qui sont dans l'impossibilité de recevoir des ordres de lui. C'est ce que dit Cor-

1. Part. II, tit. I, l. IX.

2. Part. II, tit. I, l. XIII.

nelio Saavedra au vice-roi Cisneros, en 1810, quand arrive à Buenos-Aires la nouvelle que les armées impériales sont maîtresses de l'Espagne entière et que le gouvernement de la Régence est réduit à la possession de Cadix et de l'île de Léon. L'usurpation est un fait accompli ; le roi, le seigneur légitime, est dépouillé pour toujours ou, du moins, on le croit :

« Est-ce que, — dit le tribun au vice-roi
 « dont, peu auparavant, il était le secrétaire, —
 « est-ce que cet immense territoire, ses millions
 « d'habitants, doivent reconnaître la souverai-
 « neté des commerçants de Cadix et des pé-
 « cheurs de l'île de Léon ? Les droits de la
 « Couronne de Castille à laquelle les Amériques
 « furent incorporées seraient-ils passés, par
 « hasard, à Cadix et à l'île de Léon qui font
 « partie de l'Andalousie ? Non, seigneur, nous
 « ne voulons pas suivre le sort de l'Espagne ni
 « être dominés par les Français. Nous avons
 « résolu de reprendre l'exercice de nos droits
 « et de nous sauvegarder nous-mêmes. Celui
 « qui a donné à Votre Excellence autorité pour
 « nous commander a cessé d'exister, et par
 « conséquent les forces sur lesquelles s'ap-
 « puyait cette autorité n'existent pas non
 « plus ¹. »

1. Fragment d'un mémoire de Saavedra, publié par

Ces forces étaient les milices ; elles continuent d'exister, mais au service de la cause de l'émancipation, et c'est en leur nom que Saavedra, leur colonel, parle ainsi au vice-roi qui est obligé de se démettre. Dans toute l'Amérique espagnole, les partisans de l'autonomie ou de l'indépendance poussent les mêmes cris : « Nous n'appartenons pas à l'Espagne, nous appartenons au roi de Castille ; lui disparu, nous avons le droit de choisir un autre gouvernement. »

Ces sentiments et ces idées sont tellement ancrés dans les cœurs et les esprits qu'on les trouve, en 1812, sous la plume des rares écrivains qui sont décidés à lutter contre Ferdinand VII lui-même s'il reprend la couronne. L'audacieux abbé Henriquez parle parfois du contrat social ; il raisonne, sur ce sujet, comme Rousseau ou, ce qui revient au même, comme le Père Las Casas, ancêtre spirituel du citoyen de Genève ; mais il invoque le droit canon et les docteurs de l'Eglise pour établir que « les contractants doivent être dans la possibilité de remplir leurs devoirs respectifs, et les choses doivent demeurer en le même état où elles se trouvaient au moment du serment ». Puis, il

Carlos Calvo dans son ouvrage *Anales historicos de la revolucion de la America latina*, t. I, p. 180.

applique son raisonnement au cas de Ferdinand VII : « Quelles lois, quelles réformes pourra-t-il nous envoyer du château de Valençay ? » On ne sait même pas si le roi vit encore : « Ah ! si, par aventure, ce malheureux jeune homme est mort, quelle ne sera pas notre honte lorsque nous nous apercevrons que nous nous sommes conduits au nom d'un être imaginaire et sans existence ¹ ! » Et qu'on ne parle pas à l'abbé, ni à ses lecteurs, des juntes, de la Régence et des Cortès d'Espagne ; pour eux elles sont encore plus inexistantes que le roi. Leur pays n'est pas, et n'a jamais été, une colonie.

On voit, par ces courts extraits de longues dissertations, à quoi tend Henriquez : à l'indépendance, quitte à passer un nouveau contrat avec Ferdinand VII lorsqu'il sera remonté sur le trône et si le peuple y consent. Henriquez est une exception, et l'on voit de quelles habiletés il use pour faire passer ses propositions. Il ne sort pas de la légalité. La masse reste fidèle au roi sans restriction ni condition aucune.

*
* *

On se trompe étrangement lorsqu'on se figure qu'au cours des trois siècles précédents les His-

1. Journal *la Aurora de Chile*, n^{os} des 13 février et 5 novembre 1812.

pano-Américains n'avaient pas évolué, que, courbés sous le joug par les vice-rois et le clergé, ils avaient cessé de vouloir et de penser et que leur profond respect pour l'autorité royale datait, sans modification aucune, de la fin du moyen âge et des conquistadors. Ils avaient évolué, mais dans un sens absolument contraire à celui qu'on pourrait s'imaginer d'après nos auteurs contemporains. Le culte pour le roi s'était formé peu à peu en Amérique. S'ils avaient eu les mêmes sentiments et idées que leurs ancêtres, les révolutionnaires de 1810 n'auraient pas été embarrassés, comme ils le furent, par des scrupules.

Ces révolutionnaires auraient paru bien timides aux rudes conquistadors en révolte dont aucun n'aurait tenu le raisonnement, que nous avons cité plus haut, de Paez, général de la guerre de l'indépendance et président de république, sur le respect dû à l'autorité royale et à ses jugements sans appel. Que l'on songe à un Pizarre se révoltant contre le roi au nom de ses droits de conquistador et soulevant une guerre civile, à Carvajal brûlant l'étendard royal, à Fernando de Guzman proclamé roi par ses troupes, et à tant d'autres qui mettaient leurs droits au-dessus de tout ! Pendant un siècle, il n'est guère question que de droits : droits de conquérants, droits de citoyens qu'on oppose

aux droits du roi et aux droits des indigènes soutenus par l'Église et par la royauté. Il y a une effervescence républicaine telle que, si on racontait certains épisodes sans en donner la date, de nombreux lecteurs y verraient une influence directe de la révolution française.

Pas un seul des initiateurs de la révolution libératrice, même parmi les républicains, n'aurait eu l'audace, en 1810, d'écrire au roi d'Espagne une lettre pareille à celle que Lope de Aguirre adressa à Philippe II en 1561 :

« Je t'avise, roi espagnol (dit-il au souverain en le tutoyant), que tes royaumes des Indes ont besoin de justice et d'équité pour tant de bons vassaux qui s'y trouvent. Quant à moi et à mes compagnons, ne pouvant plus souffrir les cruautés de tes auditeurs, vice-rois et gouverneurs, nous sommes sortis, de fait, de ton obéissance et nous nous sommes dénaturalisés de notre terre qui est l'Espagne, pour te faire ici la guerre la plus cruelle que nos forces pourront soutenir. » Ce sera une guerre sans merci, ils ne se rendront jamais, car, ajoute Aguirre : « Sur ces terres nous accordons encore moins de crédit à tes pardons qu'aux livres de Martin Luther. »

Le rebelle est bon catholique ; pour lui, le mot *luthérien* est la suprême injure, mais cela ne l'empêche point de poursuivre sa lettre par

de violentes attaques contre le clergé. Il attaque aussi non seulement Philippe II mais encore la royauté, tous les rois : « Je ne fais aucun cas de vous tous... Vous êtes des enfants mineurs. » La lettre se termine par ces mots : « Moi, fils de fidèles vassaux de la couronne en terre basque, je serai rebelle jusqu'à la mort à cause de ton ingratitude ¹. »

Quel argument en faveur de la mythologie qui a remplacé l'histoire si cette lettre était datée de la fin du dix-huitième siècle ! Mais elle est de 1561. Il y a, en outre, aux Archives de Séville, des lettres écrites aux rois par des fonctionnaires corrects et fidèles, sur un tel ton, avec une « franchise républicaine » et une « rudesse démocratique » telles qu'elles pourraient servir de preuves du « progrès des idées » si elles dataient du commencement du dix-neuvième siècle. Mais elles sont du seizième.

Le respect de l'autorité royale ne commence à se généraliser qu'au commencement du dix-huitième siècle. Ce fait historique coïncide avec l'avènement au trône espagnol du petit-fils de Louis XIV. On sait que Philippe V dut conquérir son royaume car une partie de ses sujets lui opposa un prétendant autrichien. Les turbulents Américains avaient là une excellente

1. Cf. S. DE ISPIZUA : *Los Vascos en América*, t. V.

occasion de se soulever ; or pas un ne bougea, le prétendant n'eut point de partisans dans les Indes occidentales. Ce phénomène ne nous paraît guère explicable que par le prestige dont s'auréolait la royauté des fleurs de lys dans le monde entier. Ce prestige est à son apogée à la fin du même siècle, tant dans l'Amérique anglo-saxonne que dans l'espagnole. Pendant la révolution française les Etats-Unis refusèrent d'exécuter le traité d'alliance conclu entre leur gouvernement et celui de Louis XVI. Il y eut même une période de guerre entre les Etats-Unis et la France. Les républicains d'Amérique considéraient comme des ennemis les républicains français qui avaient guillotiné un Bourbon. Est-il besoin d'ajouter que nos histoires officielles à l'usage de la jeunesse passent sous silence cet épisode des guerres de la Révolution ?

Le prestige est le même en 1909 à la veille de la guerre d'émancipation. C'est pourquoi les républicains eux-mêmes font la révolution au nom du souverain et non contre lui, et s'efforcent de lui conserver un caractère légal. L'illégalité, — toujours au point de vue du même droit féodal, — commença avec la Restauration.

CHAPITRE II

LE PARLEMENTARISME ET LE LIBÉRALISME QUI PERDENT UN EMPIRE

Les historiens espagnols inféodés au libéralisme et, à leur suite, ceux des autres pays d'Europe insinuent ou affirment que Ferdinand VII est le seul responsable de la perte de l'empire d'outre-mer. Il aurait pu, disent-ils, rétablir son autorité avec un peu d'habileté politique ; il lui suffisait d'accorder à l'Amérique espagnole la liberté commerciale.

Ferdinand VII fut, sous plusieurs aspects, un mauvais souverain, mais ce n'est pas un motif pour le charger des péchés d'un comité et d'un parlement. Il ne pouvait faire preuve d'habileté politique lorsqu'il était à Valençay prisonnier de Napoléon et que des juntas agissaient en son nom mais sans pouvoir le consulter. Pendant les quarante dernières années du siècle précédent de nombreuses libertés commerciales avaient été accordées aux Américains et l'administration réformée faisait

l'admiration de l'observateur impartial, mais plutôt sévère, que fut Alexandre de Humboldt. Cueillons, au hasard, quelques-unes de ses constatations :

« C'est le roi Charles III surtout qui, par des mesures aussi sages qu'énergiques, est devenu le bienfaiteur des indigènes...

« Parmi les douze (hauts fonctionnaires) qui administraient le pays en 1804, il n'y en avait pas un seul que le public accusât de corruption ou d'un manque d'intégrité...

« Nulle part le bas peuple ne jouit plus parfaitement du fruit de ses fatigues que dans les mines du Mexique. Aucune loi ne force l'Indien de choisir ce genre de travail ou de préférer telle exploitation à telle autre ¹...

Il y a, en outre, dans le grand ouvrage d'Humboldt, des chapitres entiers sur le commerce et l'industrie, accompagnés de tableaux de statistiques, sur les règlements du travail dans les manufactures ayant pour but de protéger les ouvriers contre la rapacité des patrons (d'où plaintes de ceux-ci qui trouvaient des échos chez nos « philosophes ») (sur l'instruction publique et le progrès des sciences. Il y aurait de quoi faire rougir de honte nos auteurs contem-

1. *Essai politique sur le royaume de la Nouvelle Espagne*, t. I, p. 389, 390, 399.

porains qui s'obstinent à écrire exactement le contraire de la vérité.

Il semble vraiment que le régime républicain serait mis en péril en France si l'on racontait aux adolescents de nos collèges la vérité sur l'ancien régime espagnol en Amérique. On n'a pas de pareilles préoccupations en Angleterre ni aux Etats-Unis. On ne les avait pas, non plus, en France, au temps de la première République : des représentants diplomatiques de la France à cette époque ont écrit de franches apologies de ce régime. Voici, par exemple, une des pages du citoyen Bourgoing, ambassadeur à Madrid, sur cette question des libertés commerciales qui, nous dit-on, étaient obstinément refusées par les rois absolus à leurs sujets d'outre-mer : après avoir montré, par des chiffres, à quel haut degré de prospérité l'Amérique s'est élevée en peu d'années, et donné des preuves du développement industriel et commercial de Cuba, il fait le tableau suivant de l'île de la Trinité :

« La cour de Madrid a pris à son égard dans ces derniers temps un parti courageux dont elle n'a qu'à s'applaudir. *Elle a accordé à cette colonie une liberté telle qu'il n'y en a peut-être pas un second exemple sur le globe.* Il y a vingt ans qu'elle était presque déserte et par conséquent en friche. Le gouvernement espagnol a ouvert

ses ports à tous les étrangers sans distinction. Il les a invités à venir s'y établir avec leurs fonds, leur industrie, leurs nègres. Il a exempté de droits tout ce que les Espagnols exportent soit de cette colonie même, soit de la côte voisine de Terre-Ferme, et n'a soumis qu'à des droits très modiques ce que les étrangers embarquent pour des ports qui ne sont pas espagnols. Il a fait mieux encore. Il a confié le gouvernement de la Trinité à un homme aussi éclairé que bienfaisant, don Joachim Chacon.

« De là une prospérité aussi rapide que brillante... Il y a peu d'années qu'on y eût trouvé à peine vingt sucreries. On en compte en ce moment plus de trois cent soixante. Des diverses îles des Antilles, des nôtres surtout, les mécontents sont venus se réfugier à la Trinité en emmenant avec eux tous les nègres qui ont voulu les suivre. On n'exagère rien en évaluant déjà à 60.000 le nombre de ses colons, Espagnols en petite quantité, Américains des Etats-Unis et surtout Français, soit émigrés, soit patriotes ¹. »

1. *Tableau de l'Espagne moderne* (3 vol., Paris, 1797), t. III, p. 238-239.

Remarquons bien ceci : pendant la révolution française des révolutionnaires français (« patriotes ») « se réfugient » dans une île américaine appartenant au roi absolu d'Espagne, à un « tyran », pour y fonder des industries.

Rien ne permet d'affirmer que s'il eût été sur le trône de 1808 à 1813, Ferdinand VII aurait rompu avec la tradition des autres Bourbons, ses ancêtres. Pendant qu'il est prisonnier et que ses peuples se soulèvent en sa faveur, les Américains qui forment des juntas pour défendre ses droits — et, en immense majorité, ils sont sincères — sont traités comme des rebelles par les juntas espagnoles et la Régence. Ils ne font pourtant que suivre le mouvement de la métropole. On leur objectait qu'ils devaient se soumettre à la junta d'Espagne. D'abord le cas n'avait pas été prévu et nul texte de loi ne les y obligeait. Et puis, à quelle junta obéir, au début, lorsqu'il en surgissait dans toutes les provinces et que chacune prétendait à la souveraineté ? Il y eut, alors, dans le gouvernement et l'administration de l'Espagne envahie une anarchie dont les effets se répercutaient en Amérique. Ainsi,

prospères. Mais nos historiens affirment que toutes les industries étaient interdites en Amérique et que le séjour du Nouveau Monde était interdit aux étrangers.

Le citoyen Bourgoing était un bon républicain, un « philosophe » imbu de préjugés et d'erreurs. Mais c'était un honnête homme : aussi, quand, au cours de ses missions diplomatiques et de ses études il se trouvait en présence de vérités de fait indéniables, il les disait et les écrivait. Aujourd'hui, on l'accuserait de compromettre la démocratie.

à la fin de 1808, alors que Liniers, vice-roi de Buenos-Aires, n'était ni démissionnaire ni révoqué, la municipalité apprend, par une lettre de son représentant en Espagne, qu'un autre vice-roi a été nommé par la junte de Galice et un troisième par la junte de Grenade, chacune se disant souveraine.

De 1810 au début de 1814, le pouvoir est exercé par les Cortès qui siègent à Cadix ou dans l'île de Léon quand l'Andalousie presque entière est soumise au roi intrus. Pendant plus de quatre ans, elles travaillent à démolir l'ancien régime. C'est une des plus tristes ironies de l'histoire : pendant que le peuple espagnol lutte — et avec quel héroïsme exaspéré ! — contre le libéralisme révolutionnaire et anticatholique représenté par le roi Joseph Bonaparte, ses prétendus députés, libéraux et démocrates, emplissent le palais des Cortès de leurs déclamations humanitaires et philosophiques et votent une Constitution et des lois basées sur des principes révolutionnaires.

Le 22 janvier 1809, la junte centrale avait décrété que les domaines des Indes auraient une représentation nationale directe et immédiate aux Cortès. Le nombre des députés accordés aux Américains était insuffisant ; un grand progrès n'en était pas moins accompli. Ils pouvaient désormais faire entendre leur

voix, saisir l'opinion publique, discuter avec les représentants du peuple espagnol, réclamer des lois nouvelles, les faire voter. Malheureusement, ils n'obtinrent presque rien. Charles III, souverain absolu, avait accompli, au siècle précédent, de meilleures et plus profondes réformes que n'en fit le Parlement libéral.

On est sous le règne de la stérile phraséologie. Les députés espagnols sont presque tous dans une ignorance à peu près complète de l'Amérique, de son histoire, de ses mœurs, de l'état exact de son agriculture, de son industrie et de son commerce. Ils sont sous l'impression des erreurs et des calomnies qu'ils ont lues dans des pamphlets anglais, français et espagnols. Ils feuilletent les *Incas* de Marmonel. Les ombres des abbés « philosophes » Raynal, Mably et Genty planent sur l'assemblée et dirigent les débats. On s'attendrit naïvement sur le sort des Indiens innocents, enfants de la Nature, croupissant dans l'ignorance et la misère, abrutis par les vice-rois. On fait leur apologie, on multiplie les promesses. Un Indien, député du Pérou, en est bientôt fatigué : « Nous vous remercions bien, dit-il à ses collègues, mais c'est la justice que nous vous demandons et non des flatteries ». La seule présence de cet Indien est une preuve que la plupart des accusations portées contre l'ancien

régime, aussi bien par lui que par les autres, sont fausses, car c'est un des hommes les plus instruits, un des meilleurs orateurs de l'assemblée, — et il est lieutenant-colonel de dragons.

Croyant satisfaire les Indiens, on décrète solennellement qu'ils ont les mêmes droits que les Espagnols et qu'ils peuvent aspirer à toutes les dignités de l'Eglise et de l'Etat, aussi bien en Espagne que chez eux ; mais cette phrase ne persuade pas le lieutenant-colonel qu'il pourra devenir capitaine-général de Madrid, ni qu'un de ses compatriotes sera archevêque de Tolède. On abolit le « tribut odieux » qui « pesait » sur les Indiens et on n'abolit qu'un mot. Certes, les indigènes seraient enchantés s'ils n'avaient plus de taxes à payer au fisc ; mais le tribut sera forcément remplacé par des impôts. La grande réforme — qui n'est qu'une phrase trompeuse de plus, et qui venait d'être effectuée aussi par les juntes et Congrès d'Amérique — produit si peu d'effets qu'en 1828 les Indiens citoyens de la République de Colombie réclameront le rétablissement du tribut.

Mais il y a pire que cela encore. Quelques députés américains profitent de l'ignorance de leurs collègues espagnols pour donner libre cours à leur manie de déclamer contre le passé

en se livrant à de véritables mystifications. Il y a chez eux du pince-sans-rire. Un député du Mexique, un prêtre, ramasse dans l'ouvrage de Raynal des accusations et des plaintes qu'il sait fausses et qu'il développe en un long réquisitoire. Les créoles eux-mêmes, dit-il, sont asservis ; on les écarte systématiquement des administrations et des honneurs ; toutes les places, tous les emplois sont pour les Espagnols de la métropole. Et pas un député ne lui réplique que les créoles chefs du mouvement révolutionnaire sont en majorité des fonctionnaires ou des officiers de l'armée espagnole, ni que sur la cinquantaine de représentants et de députés-suppléants d'Amérique, plus de la moitié sont des officiers, de hauts fonctionnaires, des chanoines, des curés, et le reste des avocats, des professeurs de l'université, de grands propriétaires, — et que l'orateur plaignant est le riche curé d'une paroisse très importante.

Le même député s'indigne contre l'interdiction de planter la vigne et l'olivier en Amérique et de faire du vin et de l'huile. Nul député ne lui réplique. Mais il y a, à Cadix, un journaliste qui revient du Mexique et c'est lui qui répond, dans le *Telegrafo americano*, que cette interdiction n'existe pas, que la vigne et l'olivier sont en pleine prospérité dans les pays d'outre mer : il cite des noms de grands pro-

ducteurs, il donne ceux des rues de Mexico où il y a des magasins de vins du pays, et il révèle ce fait que l'orateur qui réclame si fougueusement le droit de planter l'olivier est un des nombreux propriétaires de champs d'oliviers et de moulins à huile de la région de Tacubaya ¹. Les moines-légistes du xvi^e siècle qui censuraient âprement les abus du pouvoir royal et des nobles avaient une probité intellectuelle et morale qui se fit bien rare à la fin du dix-huitième siècle et au début du dix-neuvième.

Mais enfin, il faut aboutir, c'est-à-dire qu'il faut voter quelque chose pour contenter un peuple soulevé. Alors, toujours solennellement, les Cortès décrètent que désormais, sous le régime de la Liberté qu'elles viennent de pro-

1. Ce député, curé et fabricant d'huile, pensait que son réquisitoire franchirait les Pyrénées et serait répandu par la presse dans les autres pays d'Europe. Dans leurs lettres et manifestes, les hommes d'Etat et journalistes américains reproduisent souvent les accusations fausses et les déclamations lancées contre l'Espagne par Raynal et autres « philosophes ». Ils espèrent attirer ainsi sur leur cause la sympathie des gouvernements et de l'opinion publique d'Europe. C'était peut-être de la bonne guerre ; mais ce n'est pas un motif pour qu'un siècle après, l'histoire continue de se faire complice d'une énorme mystification, alors surtout que, le but ayant été atteint, les Américains eux-mêmes ont reconnu que leurs pères avaient exagéré.

clamer, les Américains auront le droit de planter la vigne et l'olivier, de faire leur vin et leur huile. Leur vote ne fera pousser, au Mexique et au Pérou, ni une grappe de raisin ni une poignée d'olives de plus. On vote ainsi d'autres lois qui ne font que confirmer des lois ou des coutumes antérieures ou ne sont que de la vaine phraséologie. On n'est d'accord, entre Américains et Espagnols, que lorsqu'on discute sur des inutilités et des abstractions, comme le reconnaît un des chefs du parti libéral :

« En ce qui concerne les principes et les résolutions générales qui favorisaient la liberté d'une manière abstraite, les députés libéraux d'outre-mer ne se séparaient pas de ceux d'Europe¹. »

Mais lorsque du domaine de l'abstraction on veut passer dans celui des réalités concrètes, on ne s'entend plus. L'Amérique demande une représentation plus nombreuse au Parlement, de plus grandes libertés commerciales et d'autres réformes. On les lui refuse ou on décide que ces questions seront examinées par de futures Cortès : « Les Cortès avaient fait une déclaration des droits des sujets américains, et aussitôt après, elles renvoyèrent aux

1. Agustin de Argüelles : *Examen historico de la reforma constitucional* (Londres, 1835), t. I, p.32.

calendes grecques pour l'application de ces mêmes droits ¹. » Un immense empire, fidèle à son souverain prisonnier, va s'effondrer dans le sang; les bavards de la démocratie essaient de le sauver par des discours.

Les Cortès siègent à Cadix et les négociants exportateurs de cette ville, riches, puissants et libéraux ou démocrates, exercent une pression sur l'assemblée. Ils ne veulent pas qu'on passe de la théorie et de la déclamation à la pratique et à la réalisation.

Ils protestent, ils crient que ce serait la fin de tout. Ce serait la fin d'un régime de privilèges qui faisait leur fortune et auquel Charles III a déjà porté de rudes coups. Leur libéralisme de ploutocrates ne va pas jusqu'à permettre que leur Parlement souverain complète l'œuvre d'intelligence et de progrès commencée par le meilleur de leurs rois.

Enfin, les députés espagnols refusent, presque à l'unanimité, le rétablissement en Amérique de l'ordre des jésuites que les Américains sont unanimes à réclamer. On supprime l'Inquisition, ou plutôt, après de longs débats où l'ignorance et la mauvaise foi se donnent libre cours, on l'affuble d'un autre nom et, comme

1. Rafael Comenge : *Antologia de las Cortes de Cadiz*, t. I, p. 537.

nous le verrons plus loin, on en fait un danger public.

Pendant qu'on perd du temps en discours, qu'on proclame par décrets la liberté, l'égalité et la fraternité théoriques et qu'on irrite les députés américains en leur refusant les preuves concrètes qu'ils demandent, l'insurrection s'étend. En 1814, Ferdinand VII remonte sur le trône, abolit la Constitution des « philosophes » et ferme les Cortès. Mais il était trop tard pour agir selon les règles d'une tradition tragiquement interrompue. L'irréparable était accompli, la guerre de l'émancipation durait depuis plusieurs années, des atrocités avaient été perpétrées de part et d'autre. Les partisans de l'indépendance absolue, puis de la République profitèrent des erreurs et des fautes du Parlement. D'ailleurs le roi n'est plus le maître ; le libéralisme fait son œuvre, le ver est dans le fruit. La franc-maçonnerie espagnole, à laquelle le sentiment patriotique fait défaut, étend ses ramifications dans la noblesse, la bourgeoisie et le corps des officiers supérieurs. En 1820 elle redevient maîtresse du pays. Le roi est obligé de rétablir la Constitution et d'appeler les libéraux au pouvoir. Dès leur retour, il n'y a plus de doute : par leur faute, l'empire américain est perdu pour la Couronne de Castille.

CHAPITRE III

LA GUERRE POUR L'ÉMANCIPATION EST UNE GUERRE CIVILE ENTRE AMÉRICAINS

Rien de plus complexe que la révolution émancipatrice de l'Amérique espagnole, rien de plus varié que les personnages et les groupements qui y prennent part avec des sentiments divers, antagonistes, mais tendant au même but. On ne peut la résumer en une formule et il serait faux de prétendre qu'elle a été faite par le peuple qui voulait secouer le joug de la tyrannie ; il est également faux qu'elle soit fille de la révolution française, car la question religieuse, sur laquelle nous reviendrons, suffirait, sans compter les autres raisons, à mettre un abîme entre les deux. Quels furent donc les personnages, les classes de la société, les influences nationales ou étrangères qui intervinrent avec plus ou moins d'efficacité dans cet immense drame historique ?

1° *L'aristocratie.* La révolution, royaliste à

ses débuts, et anti-espagnole, est mise en branle dans une partie du continent par une aristocratie de descendants des conquistadors, de nobles et de grands propriétaires fonciers de plus en plus irrités d'être gouvernés par des vice-rois, capitaines généraux et présidents d'audiences venus d'Espagne. Cette aristocratie riche, instruite, ambitieuse, veut prendre le pouvoir dont les héritiers des conquistadors ont été dépossédés en sa personne. Non seulement elle s'oppose à ce que les Espagnols d'Europe restent les maîtres, mais elle affirme aussi qu'elle a des droits séculaires, ceux des conquérants, à exercer sur les indigènes. Bolivar, le gentilhomme qui portera les coups les plus terribles et les plus décisifs à la puissance espagnole, l'écrit formellement en 1815 ¹. Et cela n'a rien de commun avec les principes révolutionnaires européens, bien que Bolivar, sincère mais illogique, sacrifie aux idoles du forum. D'après ces principes, ce seraient les Indiens qui auraient tous les droits, d'abord parce qu'ils sont les vrais dépossédés, ensuite parce qu'ils sont la majorité. Mais l'aristocratie ne réalisera pas son rêve ; avant même que les guerres de l'indé-

1. *Cartas de Bolivar*, 1799 à 1822, annotées par R. Blanco-Fombona, p. 139.

pendance ne soient terminées, elle sera décimée, ruinée, submergée dans les luttes intestines, par la démagogie et l'anarchie.

2° *Le haut commerce*, tout-puissant à Buenos-Aires où la noblesse, par contre, n'était guère représentée. Pendant plus d'un siècle et demi le grand port de la Plata avait été sacrifié et, pour ainsi dire, fermé au trafic. Brusquement, dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, il est ouvert et profite des libertés qui lui sont octroyées en même temps qu'à d'autres. Il prend aussitôt un essor extraordinaire, des fortunes s'édifient, et l'on ne tarde pas à prévoir que la plus pauvre des capitales sud-américaines est destinée à devenir la plus riche. De nombreux étrangers, Français et Italiens pour la plupart, viennent s'y établir, se font naturaliser et quelques-uns y acquièrent vite, par leur intelligence et leur travail, une situation prépondérante. Plus on accorde de libertés aux habitants de la Plata, plus ils en réclament ; ils sont impatientés par la sagesse du gouvernement de Madrid qui poursuit sa marche dans la voie des réformes, d'une manière d'autant plus sûre qu'elle est à la fois méthodique et lente. Et l'on en arrive tout naturellement à désirer l'indépendance politique afin d'avoir le droit de commercer avec le monde entier. La révolution de Bue-

nos-Aires est essentiellement pratique, utilitaire, réaliste. Les idées des « philosophes », la littérature mystico-révolutionnaire d'importation étrangère ne sont que des façades vernissées. La question des droits de douane prime celle des Droits de l'homme chez les exportateurs de la Plata.

Mais l'idée d'indépendance n'est pas accompagnée de celle de république. Buenos-Aires veut un roi, un Bourbon avant tout. La première candidature fut celle de l'infante Charlotte, présentée par Belgrano ; la dernière fut celle du prince de Lucques. Il fut question aussi d'un prince portugais et de Louis-Philippe, le futur roi des Français. On aurait préféré un Bourbon d'Espagne, mais Ferdinand VII opposa un refus formel à toute tentative de négociation. D'autre part, le gouvernement anglais déclara qu'il n'accepterait pas qu'un prince non espagnol fût roi d'un des nouveaux Etats. Il ne restait plus que la république, mais il fallut plus de dix ans de complications, de démarches et d'échecs auprès des chancelleries européennes pour que les hommes d'Etat de Buenos-Aires se décidassent à a proclamer.

3° *Leclergé*. Les « nouveaux riches » de la Plata envoient leurs fils à l'Université. Là, il se trouve que la majorité des professeurs ont les

mêmes idées d'émancipation. Or, ces maîtres, ces éducateurs des fondateurs de l'Argentine sont des prêtres qui vont jouer un très grand rôle dans l'œuvre de libération de l'Amérique espagnole. Nous consacrerons un chapitre à cette influence du clergé.

4^o *Les jésuites*. Leur action ne se confond pas avec celle du clergé régulier ou séculier, car ils n'en faisaient pas partie. Ils avaient été expulsés des domaines d'outre-mer en même temps que de l'Espagne en 1767. Si paradoxal que cela puisse paraître, leur expulsion est une des causes de la révolution : « La dispersion de cet ordre fit autant pour l'indépendance de l'Amérique du Sud que l'exemple des États-Unis, la propagande de la révolution française et les encouragements de l'Angleterre ¹. » Elle fit même davantage. Depuis leur départ les créoles et les Indiens aimaient moins la mère-patrie ; ils étaient à la fois blessés dans leurs sentiments religieux, atteints dans leurs intérêts matériels et spirituels, frappés au cœur, frappés à l'esprit. Les jésuites avaient su se faire aimer de tous. La plus grande partie de ce qui avait été accompli de bon et d'utile pour la civilisation de l'Amérique, le

1. Albert Sorel : *L'Europe et la révolution française*, t. I, p. 372.

développement de l'instruction primaire et supérieure, les progrès de l'agriculture, était leur œuvre. En un mot, la prospérité matérielle et morale de l'Amérique avait été préparée de longue date par les jésuites¹. Ils avaient toujours agi avec autant de douceur que d'habileté, et des historiens, non suspects de partialité en leur faveur et qui leur seraient plutôt hostiles, reconnaissent que, dès leur départ, il y eut une rétrogradation d'une partie de la population indienne vers l'ancienne barbarie.

Rentrés en Europe, les jésuites furent, à la fin du dix-huitième siècle et au commencement du dix-neuvième, des agents actifs de la cause de l'indépendance. En 1789, Pitt, sur les conseils de Miranda, les attire en Angleterre où quelques-uns, qui étaient Américains d'origine, commencent bientôt une campagne de presse contre l'Espagne et en faveur de l'Amérique libre. Miranda savait quel élément décisif pour le triomphe de la révolution émancipatrice pouvait être la grande popularité des jésuites ; aussi, n'hésita-t-il pas à s'associer avec eux pour donner à leur action commune une direction catholique et conservatrice. Il est l'homme d'une idée fixe, d'une

1. J. Mancini : *Bolívar et l'émancipation des colonies espagnoles*, p. 64.

grande idée, celle de l'émancipation de l'Amérique, et tout franc-maçon qu'il est, il ne néglige aucun des éléments qui peuvent aider à la réaliser.

5° *Les francs-maçons.* La franc-maçonnerie ne pouvait agir puissamment, ni surtout directement, dans les premières années qui furent décisives, sur un pays si fervemment catholique ; elle ne le pouvait pas non plus parce que son action était essentiellement antibourbonienne. Elle n'en travailla pas moins en Europe en faveur des indépendants et elle attira à elle quelques-uns de leurs futurs chefs. Miranda fonda une loge américaine à Londres ; il y avait un second centre de conspiration hispano-américaine à Cadix. L'un des deux grands libérateurs, San Martin, était initié : il créa une loge à Buenos-Aires en 1812 ; l'autre, Bolivar, fut initié vers l'âge de vingt ans, mais il trouva les francs-maçons à la fois ridicules et dangereux ¹, et il ne tarda pas à se séparer d'eux. En 1828, il les considère comme des auteurs de l'anarchie qui met en péril l'existence des jeunes républiques, et il ferme leur loge de Bogota. L'action de la franc-maçonnerie n'est pas partout uniforme, car l'indépendance n'est pas pour elle un but, mais un moyen.

1. Peru de Lacroix : ouv. cité, p. 94.

Les loges ne sont même pas d'accord les unes avec les autres. Bien plus, en 1821, au Mexique, quand la cause de l'indépendance est sur le point de triompher, la franc-maçonnerie se prononce en faveur du régime espagnol et interdit à ses membres, sous peine de mort, de servir dans les rangs des libérateurs.

6° *Les Etats-Unis du Nord et l'Angleterre.* C'est au Vénézuéla, où la première république hispano-américaine fut proclamée prématurément, que les idées révolutionnaires françaises sont le plus en faveur, — non dans le peuple qui leur est hostile, mais chez les nobles et les riches. Pourtant, là comme sur tout le continent, c'est aux Anglo-Saxons de l'Europe et de l'Amérique du Nord qu'on ne cesse de demander des leçons, tandis qu'aux Français on n'emprunte guère qu'un vocabulaire. Cela se voit à l'empressement de maladroit doctrinaire qu'on met à adopter le régime fédéral et à copier la Constitution des Etats-Unis puis à imiter celle de l'Angleterre. Bolivar, le grand organisateur républicain de la première heure, est un admirateur des institutions britanniques. Il cherche, et vainement d'ailleurs, à faire passer dans la Constitution colombienne ce qu'il trouve de meilleur dans ces institutions ; dans ses projets de réforme, il ne cesse de présenter à ses compatriotes le parle-

mentarisme anglais comme un modèle, et il s'évertue à démontrer que la monarchie anglaise est la meilleure des républiques. Il eût été d'accord avec les Constituants de 1791, mais Robespierre l'aurait fait guillotiner.

L'écrivain européen qui a exercé l'influence la plus profonde dans l'Amérique du Sud n'est ni Montesquieu, ni Voltaire, ni Rousseau, mais, — qui le croirait aujourd'hui? — Bentham. Il est en correspondance avec de nombreux chefs d'États et des hommes politiques importants, tels que Bolivar, Rivadavia, J. del Valle; les constitutions, les lois, les discours de la période d'organisation sont imprégnés de ses doctrines. Pour peu qu'il s'intéressât à l'étude des questions politiques, tout Américain le lisait. En peu d'années, une maison d'édition vendit, dans l'Amérique du Sud, quarante mille volumes d'une traduction française de Bentham. Ce simple détail montre, soit dit en passant, que le gouvernement espagnol ne séquestrait pas les Américains et ne les maintenait pas dans une ignorance crasse, car enfin ces nombreux lecteurs d'ouvrages graves publiés en français étaient nés et avaient été éduqués sous l'ancien régime. Et leurs éducateurs avaient été des moines.

7° *La révolution française.* Aux considérations développées plus haut nous ajouterons, pour

conclure, que, lorsque la révolution hispano-américaine commence, Napoléon est empereur des Français et qu'elle se termine, par le triomphe, sous le règne d'un frère de Louis XVI. Les esprits réfléchis, en Amérique et en Europe, sont fondés à croire que la révolution française n'a été qu'un échec ou un sanglant entr'acte et qu'il ne subsistera d'elle que ce qui se trouvait déjà dans Montesquieu et était, bien avant 89, dans la Constitution de l'Angleterre, de « cette grande nation, modèle *unique* que les temps modernes présentent aux peuples qui veulent être libres ¹ ». Modèle unique ! C'est un des fondateurs de la République Argentine qui s'exprime ainsi. Dans une séance secrète du Congrès de Tucuman, un autre, Belgrano, fit remarquer qu'il s'était produit un changement complet d'idées en Europe au sujet de la forme de gouvernement. Dans les années précédentes, dit-il, on voulait tout républicaniser ; maintenant, tout est à la monarchie. Dès lors, pourquoi l'Amérique adopterait-elle une forme de gouvernement dont l'Europe ne veut plus ² ?

Les libérateurs sud-américains ne pouvaient pas, entre 1810 et 1816, prévoir les événements

1. M. Moreno : ouv. cité, p. 25.

2. Cf. Carlos Calvo : ouv. cité, t. II, p. 321.

européens de 1830 et 1848. Le tort de quelques écrivains est de conter leur histoire comme s'ils les avaient prévus, connus, et même comme s'ils avaient été influencés par eux. L'influence des idées de la révolution française dans l'Amérique latine est considérable, mais elle est postérieure aux temps héroïques et troubles de l'émancipation.

**

Jusqu'à maintenant nous n'avons guère vu le « peuple »; ce peuple par qui et au bénéfice de qui sont faites, dit-on, toute les révolutions. Dans l'Amérique espagnole, le peuple est composé d'agriculteurs, d'ouvriers, d'employés, de petits commerçants de race blanche, originaires d'Espagne, et d'indigènes indiens, de métis, de nègres. Les gens du peuple, de race blanche, sont, au début, indifférents ou opposés à la cause de l'émancipation complète. En 1813, par exemple, Bolivar, vainqueur des troupes espagnoles, fait une entrée triomphale à Caracas, mais le peuple est hostile à ses libérateurs et acclame les Espagnols lorsque ceux-ci reprennent la ville.

La véritable plèbe, celle qui, par le nombre, peut jouer un rôle décisif, est constituée par les gens de couleur, qui forment l'immense majo-

rité de la population totale. Lorsqu'ils abordent ce sujet, certains historiens deviennent lyriques, ils s'exaltent et font intervenir Dieu. Car voici le moment venu, pour les « victimes de l'effroyable cruauté des Espagnols », de prendre leur revanche et de venger les lois divines et humaines outragées : « Est-ce donc pour rien que l'Espagne est devenue un morne squelette au milieu des nations en vie et une leçon pour le monde ? L'humanité n'aurait-elle point le droit de crier : il n'y a pas de récompense, il n'y a pas de Dieu ! si l'Espagne n'avait point reçu son châtement ¹ ? » Ainsi parle J. W. Draper comme dans un temple, ce même puritain Draper qui prétend que, malgré l'anthropophagie et les sacrifices humains sur les autels de leurs dieux monstrueux, malgré tous leurs vices de sauvages, les Indiens étaient moralement et intellectuellement supérieurs aux Européens.

César Cantu, qui ne manque pas de finesse latine, est moins désordonné, mais comme il a pris l'histoire falsifiée par les ennemis du catholicisme et de l'Espagne pour la vraie, il croit, lui aussi, à une révolution populaire et vengeresse faite, au nom du droit et de la

1. J.-W. Draper : *Histoire du développement intellectuel de l'Europe*, t. III, p. 91.

justice, par les descendants de ceux des malheureux Indiens qui avaient échappé aux massacres. En Nouvelle-Grenade, dit-il, « le peu d'indigènes qui survécurent, se réfugièrent dans les Cordillères où ne purent les atteindre ni les hommes ni les chiens, et où ils se maintinrent plusieurs siècles jusqu'au moment, — moment que la Providence fait naître tôt ou tard, — où les opprimés purent demander compte aux oppresseurs ¹ ». Après avoir écrit cette belle phrase, Cantu l'oublie et, dans un autre volume, il donne des chiffres qui la contredisent. En Nouvelle-Grenade, dit-il, il y avait, au commencement du dix-neuvième siècle, 930.000 Indiens dont 210.000 sauvages, et le nombre des créoles était de 642.000, ce qui paraît déjà bien surprenant si l'on se reporte au paragraphe que nous avons transcrit textuellement. Cantu veut nous faire croire que 930.000 indigènes, descendants du petit nombre de ceux qui avaient échappé aux massacres, sont tous réfugiés dans des montagnes inaccessibleles afin de ne pas tomber à leur tour entre les mains des massacreurs et que 720.000

1. *Histoire Universelle* (traduction française), t. XIII, p. 210. Nous citons Cantu parce que ses chapitres sur l'Amérique sont des tissus d'erreurs stupéfiantes et d'incohérences dans lesquels nos auteurs contemporains puisent sans sourciller.

s'y seraient civilisés tout seuls, dans les cavernes et les bois. Mais nous ne pouvons le croire, car, complétant sa statistique, il nous apprend que, dans la même province, le nombre des métis s'élevait à 1.250.000¹. Or les métis étaient nés de mariages entre Espagnols et Indiens : ceux-ci ne s'étaient donc pas cachés dans les Cordillères. Les Indiens opprimés se levant, sous l'impulsion de la Providence, pour demander des comptes à leurs bourreaux et contribuant à prouver l'existence du Dieu des puritains, cela peut transporter de joie les amateurs de mythes et d'histoires romantico-anticatholiques ; mais l'histoire affirme et prouve que la vérité est bien différente.

Dans l'histoire des trois siècles de domination espagnole, les émeutes locales d'Indiens ne sont pas rares : ils se révoltent, non pas au nom d'une idée abstraite, ni même pour secouer le « joug étranger », mais parce qu'un collecteur d'impôts est trop exigeant, parce qu'un de leurs propres caciques les exploite, parce qu'un curé abuse de son autorité spirituelle et leur soutire de l'argent, parce qu'on expulse les jésuites, leurs éducateurs et bienfaiteurs. Toutes les révoltes se font aux cris classiques de « Vive le roi ! Mort au mauvais gouvernants ! »

1. Ouv. cité, t. XVIII, p. 210.

Le grand soulèvement des Indiens du Pérou (1780), qui prit une extension considérable sous la direction de Tupac-Amara, n'eut pas d'autre commencement. Le chef lui-même, le « dernier des Incas » qui voulait rétablir à son profit la monarchie nationale, recrute, au début, des partisans en poussant le cri de fidélité au monarque espagnol, que nul ne songe à rendre responsable des fautes ou des crimes de quelques gouverneurs. Nous disons « quelques », car l'administration espagnole, dans son ensemble, fut, à tous les points de vue, un bienfait pour les indigènes américains.

Le roi, — ce roi invisible, lointain, qui n'a jamais mis les pieds sur leur terre, — emprunte aux yeux des Indiens quelque chose de la Majesté divine. Le mot *respect* est insuffisant : les Bourbons rois des Indes occidentales sont l'objet d'un véritable culte ; ils sont ce que le roi-législateur du moyen âge voulait que fussent les souverains : « l'âme et la vie du peuple ¹ ». Le roi est le protecteur naturel des indigènes contre les mauvais fonctionnaires et les mauvais prêtres, contre ceux des nobles espagnols et créoles qui commettent des abus de pouvoir, et aussi contre les nobles indiens plus durs, à l'égard des pauvres, que les blancs.

1. *Las Siete Partidas*, part. II, tit. X, l. II.

Les nouvelles sont lentes à venir et beaucoup restent ignorées, mais, tout de même, on sait que les sentences du Conseil des Indes sont toutes équitables¹ et on apprend, de temps en temps, que des plaintes justifiées ont eu pour conséquence la punition, par le roi, d'un président d'audience ou d'un vice-roi. En fait d'abus, — lorsque abus il y a, — ce peuple

1. « On remarque, dans les lois qui forment le code des possessions espagnoles, une grande prévoyance, une profonde sagesse. Les moyens qu'on emploie pour y maintenir la souveraineté nationale dans toute son intégrité et à prévenir les abus d'autorité auxquels la grande distance de la métropole pourrait encourager, sont si ingénieusement combinés qu'on peut les regarder comme le chef-d'œuvre de la législation des colonies modernes quant à leurs rapports avec la mère patrie.

« L'Europe ne fournit pas l'exemple d'un tribunal dont les décisions aient été, pendant trois cents ans, aussi lumineuses, aussi sages que l'ont été et que le sont encore celles du Conseil des Indes. Durant ce long exercice, la calomnie même n'a pas osé lui reprocher le moindre acte entaché de prévention, d'ignorance ou de faveur ».

F. Depons : *Voyage à la partie orientale de la Terre-Ferme dans l'Amérique méridionale, fait pendant les années 1801, 1802, 1803, 1804* (Paris, 1806, 3 vol.), t. I, pp. 38-39.

Depons était, comme Bourgoing, un agent du gouvernement français. Mais il ne se croyait pas obligé, pour défendre les « conquêtes de la Révolution », de calomnier le plus noble, le plus humain des gouvernements étrangers. Depuis, la calomnie a osé. MM. Lavisse, Seignobos, Driault, Monod, Deberle, etc., ont une autre méthode historique.

ne connaît que ceux des grands propriétaires, des grands industriels, des nobles et des fonctionnaires qui désobéissent aux instructions royales et violent les sages *Lois des Indes*. Il ne peut donc avoir que de l'aversion, ou tout au moins de la méfiance, pour une révolution commencée par ces privilégiés.

En 1809, il est tout à fait indifférent aux indigènes que les exportateurs de peaux de Buenos-Aires fassent fortune sous un régime de liberté politique et commerciale. Il leur est également indifférent d'être gouvernés par un marquis de la Concordia né en Espagne ou par un comte de la Conquista né en Amérique. Mais si l'un des deux nobles manque de soumission à l'autorité royale, ils prendront parti contre lui. Si l'on veut faire une révolution au nom du roi menacé, ils en sont, mais si la révolution tend à l'indépendance ils deviennent contre-révolutionnaires. Ils sont partisans des juntes quand elles se constituent pour défendre les droits du roi captif. Quand les juntes travaillent pour l'indépendance complète, nombreux sont les Indiens qui ne s'en aperçoivent pas ; l'étiquette royale qui subsiste leur suffit. Ils n'entendent rien aux subtilités, aux habiletés et aux trahisons de la politique. Dans ce cas, ils servent la cause de la révolution en croyant la combattre. Ils crient : « Vive le roi ! »

quand un vice-roi est expulsé. Et c'est le Roi qui s'en va.

Ce sont des enfants qu'on peut aisément tromper, des enfants un peu sauvages. Comme tels, ils sont à la merci de toute influence assez forte ou assez habile pour s'imposer à eux. Un homme de race blanche, Hidalgo, fera d'eux des bandits en réveillant et excitant leurs primitifs instincts d'anarchie et de sang. Une fois l'impulsion donnée, ils ne connaissent plus que la volupté de piller et la rage de tuer. Quand ils sont bien encadrés et maintenus par des officiers espagnols ou créoles, ils sont, dans un camp comme dans l'autre, de braves soldats. Bolivar fera d'eux des combattants héroïques ; ils adoreront ce chef au regard fascinateur

Les métis, zambos, mulâtres et autres Américains nés du mélange des races ne diffèrent guère d'eux sur ce point. Au début, ils sont, en majorité, partisans de l'ancien régime et leurs soldats s'enrôlent sous sa bannière. Peu à peu, ils se rallient au nouveau parce que c'est lui qui triomphe, parce qu'on les grise de promesses, et qu'ils subissent des influences dont les principales sont celles des chefs auréolés par la victoire, des curés et des moines patriotes. L'exemple le plus caractéristique est fourni par les *llaneros* de l'Orénoque, frères des *gauchos*

de la Plata. Ces dompteurs de taureaux, ces merveilleux centaures qui étaient les plus redoutables lanciers du monde, sont ralliés à la cause espagnole par un contrebandier condamné à la prison, qui est royaliste et hait les créoles parce qu'il a des rancunes contre quelques-uns d'eux. Boves, un des hommes les plus monstrueux de l'histoire, parcourt le Vénézuéla à la tête de 20.000 *llaneros* avec la puissance dévastatrice de plusieurs fléaux déchainés à la fois : vols, pillages, incendies, assassinat de la population des villages où il y a des républicains et qui se trouvent sur son passage, sans que les femmes et les enfants soient épargnés. C'est l'ivresse sadique du sang dans toute son horreur.

Boves meurt dans un combat. Peu après les *llaneros* qui estiment qu'on ne les a pas assez récompensés pour leurs services subissent l'ascendant d'un autre conducteur. José-Antonio Paez est un vrai chef de guerre. Il se bat pour un idéal respectable ; il est patriote et républicain ; il deviendra même président de la République. Aussitôt, les *llaneros* reprennent la campagne au nom de la république, et s'ils ne commettent alors pas autant de crimes qu'au nom du roi, c'est que leur général n'est pas un bandit. Paez est le maître dur qui sait les dominer et les faire servir. Doué d'une vigueur herculéenne, il exécute lui-

même avec ses poings terribles les sentences qu'il prononce contre des soldats pris en faute. Par sa rude beauté et par le prestige qu'il doit à sa force physique, il donne l'idée de ce que devaient être les chefs des peuplades guerrières de la préhistoire.

Quant aux nègres, ils sont, encore plus que les Indiens et les métis, des instruments. Il n'y a pas, dans l'Amérique du Sud continentale, de soulèvements d'esclaves, pour la conquête de la liberté et du pouvoir, comparables, en intensité et en résultat, à ceux des Antilles. A l'imitation de ce qui se passait à Saint-Domingue, il y a, dans plusieurs provinces, des émeutes de nègres et même une tentative d'établir, au Vénézuéla, une république d'esclaves libérés ; mais ces mouvements sont vite réprimés. En 1810, les nègres sont à peu près indifférents aux querelles des gens qui ne sont pas de leur couleur, mais ils se jettent, quand même, dans la mêlée générale. Les indépendants leur disent que tous les hommes sont des frères et que l'esclavage va être aboli ; Bolivar, le plus généreux de tous, n'attend pas qu'une loi soit votée pour donner la liberté à ceux de ses domaines. Les esclaves s'arment contre les bienfaiteurs qui leur tendent les bras et ils les assassinent. Il y a aussi des nègres dans les troupes de l'indépendance, mais c'est parce que les maîtres

qui les enrégimentent savent se faire obéir ; ils marchent insoucieux des Droits de l'homme, — leurs droits, — comme les autres le sont des Droits du roi ; comme ceux-ci, ils ne prennent du plaisir qu'à tuer des Indiens et des blancs.

*
*
*

Les opérations de la guerre entre l'Espagne et les domaines américains de la Couronne de Castille commencent en 1810 par la déclaration, que fait la Régence, du blocus des côtes vénézuéliennes, la révolution de Caracas, la sanglante répression de la révolution en dentelles de Quito, et le soulèvement des Indiens du Mexique ; ce dernier mouvement est, comme nous le verrons, absolument distinct, comme causes et caractères généraux, de ceux de l'Amérique du Sud. L'usurpation napoléonienne a tout déclenché, mais ce n'est pas contre la France que se fait cette guerre. Napoléon, comprenant qu'il ne pouvait ni soumettre les Hispano-Américains par la force ni les gagner par la persuasion, ne tenta rien contre eux. Bien au contraire ! Un précieux encouragement leur vint de lui. Le 12 décembre 1809, il déclara, dans l'exposé de la situation de l'empire présenté au Corps législatif, que « l'indépendance des nations américaines est dans l'ordre nécessaire des

événements », qu'il ne s'y opposera jamais, et il rappelle que c'est la France qui a établi l'indépendance des Etats-Unis du Nord. Peu après, des volontaires français, suivant l'exemple de La Fayette, vont se mettre, dans l'Amérique du Sud, au service de la cause de la liberté des peuples. En 1811, quatre officiers français organisent et instruisent la cavalerie vénézuélienne et font partie de l'état-major de Miranda.

Pendant les quatre premières années de la guerre, l'Espagne entière lutte contre les armées de Napoléon ; durant quelque temps, la cause nationale parut perdue lorsque la Régence fut réduite à la possession d'un port et d'un îlot. Comment peut-elle combattre les insurrections qui se propagent sur tout le continent depuis le rio de la Plata jusqu'aux provinces mexicaines qui font aujourd'hui partie des Etats-Unis ? Où trouve-t-elle les ressources suffisantes en hommes et en argent pour résister aux organisateurs de la future Argentine soutenus par un clergé tout-puissant, au génie militaire de Bolivar et aux 80.000 fanatiques d'Hidalgo ? « Le gouvernement espagnol désorganisé par l'occupation française, écrit M. Seignobos, n'avait rien pu faire pour empêcher les colonies de s'insurger¹. » Et alors ? C'est bien simple, car tout

1. *Histoire contemporaine depuis 1815*, pp. 595-596.

est simple pour qui pose des principes faux et y soumet les événements historiques en les déformant d'une manière plus ou moins consciente, afin que les faits ne soient pas en contradiction avec les principes. Le gouvernement espagnol ne pouvant rien faire, toutes les colonies espagnoles deviennent aisément indépendantes; — à l'exception toutefois du Mexique et du Pérou où il y avait des régiments espagnols, concède M. Seignobos... En 1814, tout change : « Mais, ajoute notre historien, dès que Ferdinand VII eut été restauré en Espagne, il envoya des troupes pour rétablir son autorité en Amérique. *Alors commença la guerre d'indépendance américaine.* » Et c'est alors seulement, à cette date de 1814, que M. Seignobos se décide à écrire ce titre : « *Guerre de l'indépendance.* » Or c'est erroné, comme est erroné tout ce qui précède cette époque et erroné tout ce qui la suit dans l'histoire de l'Amérique telle qu'on l'enseigne à nos collégiens.

De 1810 à 1814, une guerre formidable ensanglante des régions immenses sur tout un continent ; des pays plus grands que la France sont, littéralement, des champs de carnage et de boucherie tels qu'aux époques d'invasion de barbares l'Europe occidentale ne vit rien de pire. Et il se trouve des historiens qui ignorent cette guerre, ou la laissent ignorer de leurs

lecteurs parce qu'elle ne se déroule pas conformément aux règles de la révolution-type ! D'autre part, le gouvernement impuissant d'une métropole lointaine, entièrement occupée par de victorieux ennemis, fait face à toutes les nécessités de cette guerre, et si bien qu'à la veille de la Restauration il est redevenu le maître dans plus de la moitié des provinces rebelles, et en une excellente situation dans celles où l'on se bat encore. Et pourtant, même après la restauration de Ferdinand VII, l'Espagne était dans l'impossibilité matérielle d'envoyer un nombre suffisant de troupes dans les vice-royaumes d'Amérique, — nous ne dirons pas pour les conquérir, — mais pour y soutenir une longue guerre. Or, la guerre a duré une quinzaine d'années, elle a été, de part et d'autre, acharnée, cruelle, héroïque. Pourquoi ? Pour répondre à cette question, il manque, dans beaucoup de livres d'histoire, la petite phrase suivante qui explique tout : *La guerre hispano-américaine est une guerre civile entre Américains qui veulent, les uns la continuation du régime espagnol, — les autres l'indépendance avec Ferdinand VII ou un de ses parents pour roi, ou sous un régime républicain* ¹.

1. Pendant les années antérieures à la Restauration, l'Espagne ne put envoyer en Amérique que 15.625 soldats,

L'Espagne, occupée par les armées de Napoléon et luttant contre elles, a trouvé le moyen de vaincre les insurrections qui éclataient de toutes parts dans son vaste et lointain empire ; puis, après la Restauration, de poursuivre la lutte avec honneur et gloire jusqu'en 1824, parce qu'elle y a trouvé, pour défendre sa cause, des armées de volontaires, des officiers, des

au total et en plusieurs expéditions. L'expédition la plus considérable, après la Restauration, est celle de Morillo (en 1815) qui comprenait 10.500 hommes. En 1821, il n'y avait, au Mexique, que 8.448 hommes de troupes espagnoles régulières. Un nombre insignifiant de soldats espagnols prit part à la bataille d'Ayacucho qui mit fin à la guerre de l'indépendance.

Ceux de nos historiens qui puisent dans l'*Histoire* de Gervinus des jugements méprisants contre les Espagnols et les Hispano-Américains, devraient bien lui emprunter quelques constatations et faits exacts. Il écrit, par exemple, qu'au Mexique, « jusqu'en 1821, les régiments créoles et les officiers restèrent les meilleurs appuis de la cause espagnole ». (Ouv. cité, t. VI, p. 134.) Il sera intéressant d'étudier pourquoi ces régiments si longtemps fidèles passèrent tout à coup dans le camp de la révolution-réaction.

Cantu, qui a collectionné presque toutes les erreurs, écrit : « Si l'Angleterre, ne put avec seize millions d'habitants, des ressources maritimes énormes, venir à bout de deux millions et demi de Nord-Américains, comment l'Espagne pouvait-elle prétendre comprimer tout un continent ? » (Ouv. cité, t. XVIII, p. 495.) — Eh ! oui, elle eut cette prétention, et la guerre de l'Amérique espagnole fut plus longue, plus difficile, plus sanglante que celle de l'Amérique anglaise. Et Cantu ne voit pas pourquoi...

généraux, dans toutes les classes de la société, depuis le grand seigneur jusqu'au pauvre indigène, parmi ces créoles et ces Indiens qui, nous dit-on, gémissaient sous le joug odieux de ses vice-rois et de ses évêques et n'avaient jamais eu une occasion si sûre de le secouer. Telle est la vérité que l'on cache parce que, avec tous les événements qui en découlent, et jointe à d'autres vérités non moins certaines, elle contribuerait à détruire les odieuses légendes inventées contre l'Espagne et sa prétendue complice l'Eglise au sujet du prétendu martyr de l'Amérique.

Pendant les longues années de luttes pour l'indépendance, les hommes d'Etat et les littérateurs américains propagèrent ces légendes. Ils estimaient que c'était nécessaire pour entretenir la flamme de la résistance et gagner à la cause de l'émancipation les sympathies de l'ancien continent. Une fois l'indépendance conquise, après 1830, leurs successeurs continuèrent, par habitude, par ignorance, et aussi parce que la maladie du romantisme politique européen avait envahi l'Amérique : la tyrannie de l'ancien régime et la liberté du nouveau, les ténèbres du passé théocratique et les lumières du présent laïque donnaient lieu à de si faciles antithèses et à des développements lyriques si abondants et si grandiloquents !

Peu à peu, vers la fin du dix-neuvième siècle, les intellectuels hispano-américains reviennent à la vérité et à la santé. Dans toutes les capitales, des érudits étudient l'histoire à ses sources ; ils passent l'Océan pour aller recueillir aux Archives de Séville leurs titres de noblesse qui sont ceux de leurs ancêtres espagnols. L'opinion actuelle de l'Amérique latine sur l'Espagne sa mère est résumée par ces paroles de Juan Montalvo, l'un des meilleurs écrivains du Nouveau Monde : « Espagne ! Espagne ! Ce qu'il y a de pur dans notre sang, de noble en notre cœur, de clair dans notre entendement, c'est de toi que nous le tenons, c'est à toi que nous le devons. »

CHAPITRE IV

LE ROLE DU CLERGÉ

Les écrivains qui raisonnent sur l'histoire des révolutions de tous les temps et de tous les pays d'après les règles d'une révolution-type, fondées pour une part sur des fables et pour l'autre sur les événements de la Terreur, ne manquent pas d'affirmer que la révolution libératrice de l'Amérique espagnole eut pour ennemis la noblesse et le clergé. C'est, ajoutent-ils, sur ces deux classes privilégiées que le gouvernement espagnol s'appuya pour résister au mouvement d'émancipation. Nous avons vu qu'au contraire le sentiment populaire était opposé à cette révolution et qu'elle fut mise en branle par les nobles qui furent, avec les grands propriétaires, les riches commerçants et les intellectuels, ses premiers hommes d'Etat et ses chefs d'armée. La vérité, en ce qui concerne le rôle du clergé, a été aussi déformée. Elle l'est même, aujourd'hui, plus que jamais, en dépit de milliers de faits et de documents irré-

futables, en dépit de l'histoire qu'on peut nier, falsifier pour les besoins d'une cause, mais qu'on ne pourra pas détruire tant qu'on n'aura pas brûlé toutes les archives d'Espagne et d'Amérique, ainsi que les bibliothèques publiques et privées contenant des livres qui reproduisent une partie de ces documents.

Si la vérité sur le rôle du clergé est encore plus déformée que les autres, c'est que les passions antireligieuses de notre temps interviennent. Au début du vingtième siècle, la guerre au catholicisme est plus âpre que jamais dans la plupart des républiques hispano-américaines. Un des moyens employés pour nuire au clergé contemporain et le faire détester du peuple, consiste à attaquer celui du premier quart du dix-neuvième siècle et à lui prêter un rôle, — qualifié d'infâme, — dans la grande tragédie historique de 1809 à 1824, dont les Américains ont le droit d'être fiers. On remonte même aux siècles antérieurs et l'on fait de l'Amérique espagnole la proie d'innombrables légions de moines complices des pouvoirs civils dans l'œuvre d'asservissement et de martyre des indigènes et des créoles. Avant de passer à l'objet principal du présent chapitre et pour rendre notre exposé plus clair, il convient de dire quelques mots sur cette dernière question,

bien qu'un long travail soit nécessaire si l'on veut l'éclaircir complètement.

Loin d'être exagéré, le nombre des religieux en Amérique, sous l'ancien régime, est tellement réduit et insuffisant, sauf dans les grandes villes, que les intérêts de l'Eglise et ceux de la civilisation dont ils sont les pionniers, sont négligés. Prenons, par exemple, le Mexique, la plus « cléricalisée » des vice-royautés, à la veille de la révolution. La population totale y était de 6.122.354 habitants. Le nombre des curés, vicaires, desservants, était de 4.229, répartis en 1.072 paroisses dont certaines plus étendues qu'un arrondissement français. On y comptait 208 couvents et 165 missions comprenant un total de 3.112 moines ; le nombre des religieuses s'élevait à 2.098, dans 56 couvents. Pendant les siècles antérieurs, la situation avait été à peu près la même ; c'est ainsi qu'en 1544 l'évêque de Guaxaca se plaint, par une lettre au roi, que dans son évêché, si vaste que trois évêques ne suffiraient point à le gouverner, il n'y a que deux couvents habités par huit dominicains¹. Guaxaca n'est pas une exception unique. Il ressort d'une enquête sur toutes sortes

1. *Colección de documentos inéditos relativos al descubrimiento, conquista y colonización de las posesiones españolas*, t. VII, p. 543.

de questions d'ordre civil et religieux, effectuée en 1610, que le nombre des ecclésiastiques est presque partout insuffisant et que nombreux sont les couvents habités par moins d'une demi-douzaine de moines ¹. D'autre part, si l'on considère que l'Église donnait à l'Amérique des professeurs aussi bien pour les humbles écoles de villages que pour les collèges et les universités, des défricheurs de terres, des planteurs de ceps de vigne (quoi qu'en dise la fausse légende sur l'interdiction de cette culture), on reconnaîtra aisément, chiffres en mains, que les religieux voués aux soins du culte dans les églises paroissiales ou purement contemplatifs dans des monastères furent moins nombreux sous l'ancien régime américain que dans l'Espagne et la France de la même époque, — et même de la nôtre.

La légende, propagée par des milliers de livres d'histoire et de pamphlets, qui présente le clergé comme au service des rois d'Espagne et comme complice des vice-rois et gouverneurs, est aussi radicalement fautive. La conquête de l'Amérique s'est heurtée, dès le début, à une violente opposition essentiellement cléricale (bien que la Papauté n'y fût pour rien), car elle fut menée presque exclusivement par des

1. *Ibid.*, t. IX, p. 58 à 503.

religieux. Ils ne formaient ni la totalité, ni même la majorité du clergé espagnol, mais ils étaient singulièrement actifs et audacieux ; c'étaient les antimilitaristes et anticoloniaux d'alors. Le plus célèbre est le P. Las Casas ; nous ne mettons certes pas en doute sa bonne foi et ses excellentes intentions évangéliques, mais le moins que nous puissions dire de lui est qu'il fut un dangereux illuminé qui compromit l'œuvre de civilisation de l'Espagne. Las Casas et ses disciples allaient jusqu'à condamner, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, toute conquête, toute colonisation chez les sauvages. En temps de guerre, ils pénétraient dans les camps et menaçaient de l'enfer les soldats qui ne déserteraient pas.

Lorsque la conquête est à peu près achevée et que l'administration civile et religieuse est bien établie, il n'y a pas plus d'entente entre les deux pouvoirs pour une œuvre d'oppression, d'abord pour la raison péremptoire que la domination espagnole fut très paternelle, ensuite parce que, pendant les trois siècles que dura cette domination, les deux pouvoirs ne cessèrent guère d'être en conflit. En vertu des bulles pontificales le patronat royal donnait aux rois d'Espagne, dans les questions d'ordre religieux, plus de pouvoirs qu'ils n'en

avaient dans leurs domaines d'Europe. En Espagne, sous l'ancien régime, les conflits entre l'autorité royale et Rome ne sont pas rares. Ils sont beaucoup plus fréquents, en Amérique, entre les représentants du souverain et les évêques et autres ecclésiastiques pour de multiples raisons dont nous citerons les deux principales qui sont d'ordre général : 1° l'éloignement, la lenteur et la difficulté des communications qui, dans beaucoup de cas, rendaient impossible ou illusoire le recours au roi ou au pape ; 2° pendant tout le seizième siècle, l'état de fermentation civique, et parfois anarchique, dans de nombreuses régions, qui fait qu'on proclame et qu'on met en pratique avec une stupéfiante audace des principes de gouvernement que les Européens croiront inventer deux siècles plus tard. Dans ces cas, l'autorité émanant du roi est ébranlée, supprimée même ; les autorités religieuses se rangent alors du côté où les inclinent leurs intérêts matériels ou spirituels, et ce n'est pas toujours du côté des gouverneurs et des vice-rois.

La querelle entre les deux pouvoirs prend, parfois, un caractère de violence dont nous ne pouvons nous faire une idée qu'en étudiant les pièces des archives. On voit des gouverneurs embarquer des moines pour l'Espagne et em-

prisonner des évêques. On voit des évêques excommunier des gouverneurs. On voit un vice-roi cité devant le tribunal du Saint-Office se faire suivre d'une compagnie de soldats et de quelques canons, et mettre les inquisiteurs en fuite, en les menaçant de démolir leur palais. Car beaucoup de vice-rois furent des ennemis de l'Inquisition ¹, non que celle-ci fût sanguinaire (elle prononça moins de sentences capitales pendant deux siècles et demi sur toute l'étendue de l'Amérique que maint parlement laïque de province en Europe pour une seule ville et en une seule semaine); non ! il s'agissait simplement de questions d'administration de biens, d'hôpitaux et autres établissements. Les évêques étaient également hostiles, en général, à l'Inquisition. Dans ces luttes entre le pouvoir civil et le religieux, lequel avait raison ? Tantôt l'un, tantôt l'autre. Chaque affaire devrait être examinée à part; il s'agit de faits et non de doctrine ni de dogme.

Cette mésentente entre les deux pouvoirs

1. Tel le marquis de la Concordia qui, en 1815, écrit au roi une longue lettre de plaintes contre les inquisiteurs (*Archives des Indes* : est. 110, c. 7, leg. 9). Il traite l'un d'*imbécile* et un autre d'*ami des nouveautés*. Mais nos anticléricaux seraient déçus par la lecture des documents de ce genre. Il n'y est pas question de « crimes monstrueux » qui n'existaient pas.

ayant duré trois cents ans, il serait surprenant qu'elle cessât soudain et qu'une harmonie parfaite s'établît brusquement en 1809 sur des questions graves, compliquées, qui divisaient les Américains en deux camps, mais où les dogmes catholiques, — lesquels, seuls, auraient pu faire l'union, — n'étaient pas en cause. L'opposition va continuer, le clergé hispano-américain ne s'entendra bien avec le pouvoir civil que lorsque celui-ci sera national, indépendant. Cruelle ironie de l'histoire vraie ! L'Espagne passe pour avoir été asservie par l'Eglise ou bien, — selon la fantaisie ou l'erreur de tant d'écrivains, — pour avoir fait du clergé l'instrument d'un règne sanguinaire. Or il s'en fallut de peu que la conquête n'échouât en une formidable catastrophe par suite de l'opposition d'une partie du clergé : et, trois siècles plus tard, l'Espagne est chassée de l'Amérique grâce, en grande partie, au concours actif que le clergé prête aux patriotes de l'indépendance !

* * *

Dès le début du mouvement émancipateur, un problème se pose devant la conscience des prêtres nés Américains : où est leur devoir, c'est-à-dire où sont les intérêts de l'Eglise unis à ceux de la patrie ? La question reli-

gieuse, qui aurait pu les faire hésiter, est aussitôt écartée, — sauf, pendant une courte période, au Vénézuéla, — car les dogmes, la hiérarchie catholique, les cérémonies du culte ne sont menacés nulle part. Partout, à Caracas même, les nouveaux gouvernements décrètent que le catholicisme est la religion de l'Etat à l'exclusion de toute autre ; ils prêtent, et font prêter par leurs fonctionnaires et par des masses de citoyens rassemblés sur les places publiques, le serment solennel « de conserver pure et sans tache la sainte religion catholique, romaine et apostolique et de défendre le mystère de l'Immaculée Conception de la Vierge Marie notre Dame ». La formule est à peu près la même partout ; il est rare qu'on oublie l'Immaculée Conception qui était passée, en fait, à l'état de dogme dans toute l'Amérique espagnole, au cours du dix-septième siècle. Et voilà, dès les premiers jours, le plus profond des abîmes entre la révolution d'Amérique et celle de France sa prétendue mère. Ces prêtres n'eurent donc, en somme, qu'à se demander quels étaient leurs devoirs de citoyens.

La réponse est facile aujourd'hui, plus d'un siècle après que les événements ont été accomplis, lorsqu'un des deux partis a obtenu un triomphe définitif que personne ne conteste

ni ne contestera jamais. Mais elle ne l'était pas alors, puisque l'Amérique espagnole tout entière se divisa en deux camps ennemis et qu'il y eut, dans chacun d'eux, des hommes de bonne foi, des patriotes sincères et désintéressés, des héros. Elle ne l'était même pas, comme on pourrait le croire, pour les Espagnols résidant en Amérique, fonctionnaires, religieux ou simples particuliers, dont la patrie était l'Espagne. A cette époque de bouleversements inouïs dans les institutions et de troubles dans les idées, un Espagnol pouvait être convaincu qu'il ne commettait pas un crime de trahison en secondant un mouvement dont les promoteurs ne demandaient pas autre chose qu'une complète autonomie administrative et le droit pour les Américains de se gouverner eux-mêmes, et défendaient en même temps les droits du Roi et ceux de l'Eglise. En agissant ainsi, il pouvait même croire, au moment où l'Espagne entière était entre les mains de Napoléon, qu'il accomplissait un devoir patriotique en contribuant à conserver au roi légitime son empire d'outre-mer. Le drame étant terminé, nous savons que le mouvement loyaliste a abouti à la constitution de républiques indépendantes et que le raisonnement était faux ; en 1809, on ne pouvait pas le savoir. Mais les Espagnols, religieux ou

civils, qui se laissent séduire par ce raisonnement sont peu nombreux.

L'élément religieux se trouve donc divisé, au commencement de la révolution émancipatrice, pour de nombreuses raisons ; son attitude dépend souvent de celle des nouveaux maîtres dont quelques-uns, très rares, — au Vénézuéla, par exemple, où l'on brûle les étapes, — sont des incroyants. Il y a des curés qui obéissent aux instructions de leurs évêques, et d'autres qui n'en tiennent aucun compte. Or les évêques sont tous Espagnols. Ils partagent donc, en majorité, l'opinion de l'évêque de Popayan qui écrit, en août 1810, au gouvernement de la Régence, que si les habitants de son diocèse se révoltent, il ne les suivra pas : il aimera mieux mourir pauvre et fidèle à la patrie que de vivre évêque avec infamie¹. Qui oserait blâmer un pareil langage ? Mais comment blâmer ceux qui, dans les circonstances exceptionnelles que nous avons exposées, prennent une détermination contraire ? L'histoire des premières années de la révolution est pleine d'imprévu et de contradictions. L'évêque de Quito est compromis dans la révolte de cette ville² ; il est vrai qu'elle

1. *Archives des Indes*, est. 117, c. 6, leg. 14.

2. *Ibid.* : est. 110, c. 7, leg. 9.

est l'œuvre de l'élément aristocratique. Mais, en 1814, au Cuzco, un soulèvement a lieu qui, tout en étant opéré comme partout par une minorité, a un caractère populaire et, contrairement aux autres, est hostile au roi : cette révolution est encouragée, bénie et subventionnée par l'évêché¹.

Le ralliement général du haut clergé tout entier à la cause de l'indépendance s'opérera naturellement à mesure que les évêques espagnols seront remplacés par des américains ; mais la guerre se prolongeant au delà de toutes prévisions, la situation du clergé et des fidèles devient, au point de vue religieux, des plus pénibles, par suite des privilèges du patronat royal, qui n'est pas et ne peut pas être encore aboli ; les nouveaux gouvernements, si foncièrement catholiques, sont dans l'impossibilité de se mettre en communication directe avec Rome. Par nécessité on revient parfois aux coutumes de l'Eglise primitive. Il y eut même ce cas extraordinaire : un évêque espagnol déposé par une assemblée de curés et de moines patriotes américains qui élisent son successeur².

En 1813, le gouvernement de la Régence,

1. *Archives des Indes* : est. 116, c. 4, leg. 11.

2. *Ibid.* : est. 117, c. 6, leg. 16.

comprenant que la cause de l'Espagne est perdue si elle n'a pas l'appui du clergé, envoie aux archevêques et évêques d'Amérique une circulaire sollicitant leur coopération et celle de leurs curés pour pacifier les provinces soulevées :

« La Régence du Royaume, dit-elle, qui
 « désire vivement mettre fin par tous les
 « moyens imaginables aux calamités qui affli-
 « gent les plus opulentes provinces de votre dio-
 « cèse, estime de la plus grande importance
 « l'influence que doivent avoir les exhortations
 « pastorales de Votre Seigneurie, et celle des
 « curés sur leurs paroissiens... La haute dignité
 « de Votre Seigneurie, le caractère sacré des
 « curés et autres ecclésiastiques et la force mo-
 « rale de leurs discours basés sur les vérités
 « irrésistibles du Saint Évangile, produiront
 « plus d'effets solides et durables que ceux de la
 « reddition et soumission par les armes victo-
 « rieuses de la juste cause ¹. »

La Régence avait raison : l'action du clergé était plus puissante alors que celle d'une armée victorieuse. Malheureusement pour elle, cet appel ne produisit pas plus d'effet que ceux qui l'avaient précédé et que d'autres qui suivirent. Des masses de documents d'archives

1. *Archives des Indes* : est. 112, c. 3, leg. 6.

encore inédits établissent que l'hostilité ne fait que grandir. Dans tous les pays hispano-américains, les vice-rois et gouverneurs, quand ils sont encore les maîtres ou le redeviennent, procèdent à des révocations de curés, forcent des évêques suspects ou compromis à accepter des coadjuteurs, et expédient en Espagne, pour y être jugés, les plus dévoués à la cause nationale ¹. Enfin, le pape, qui aurait pu agir puissamment en faveur de Sa Majesté Catholique, indispose le gouvernement de Madrid par sa neutralité bienveillante à l'égard des insurgés. Après 1820, le Vatican reçoit les délégués des jeunes républiques, longtemps avant que l'Espagne n'ait reconnu leur indépendance, et traite avec eux les questions religieuses de l'Amérique ². En fait, le patronat royal était comme une lettre morte à une époque où Ferdinand VII n'avait renoncé à aucun de ses droits.

Afin de mieux préciser, par les faits, ce que fut l'action du clergé, nous allons l'examiner dans les deux grands foyers de l'émancipation sud-américaine : la vice-royauté de la Plata et la capitainerie générale de Vénézuéla, laquelle, érigée de bonne heure en république, forme,

1. Les dossiers relatifs à ces affaires sont très nombreux aux Archives de Séville. Cf., par exemple, est. 90, c. 1, leg. 1 ; est. 131, c. 1, leg. 21 et 23.

2. *Archives des Indes* : America en gen., leg. 20.

par son union avec la Nouvelle Grenade, la grande et éphémère Colombie. La comparaison sera d'autant plus intéressante qu'il y a des divergences considérables au début, Buenos-Aires étant essentiellement conservatrice, et Caracas la plus influencée des capitales américaines par les idées de la révolution française.

*
* *

En mai 1810, les patriotes de la Plata accueillent avec joie le récit des triomphes de Napoléon en Espagne, qui vont leur permettre de parvenir à leur but : l'autonomie ou l'indépendance. Ils réclament à grands cris, sur la place publique, la convocation d'un *cabildo abierto*. Une partie du peuple se joint à eux. La majorité des créoles sont unis contre un vice-roi qui ne représente plus rien à leurs yeux puisqu'on est persuadé que le roi est dans l'impossibilité de reconquérir son trône. Le 21, la municipalité demande au vice-roi Cisneros « l'autorisation de convoquer un Congrès de la principale et plus saine partie de la population pour délibérer et prendre les mesures qui conviennent en présence des événements de la péninsule ». L'autorisation est donnée et le *cabildo abierto* se réunit le lendemain. A la suite d'une discussion orageuse au cours de laquelle le fougueux

révolutionnaire Castelli soutient que l'Amérique est une propriété de Ferdinand VII et non une colonie de l'Espagne, Cisneros est déposé, et son autorité passe entre les mains de la municipalité, en attendant la réunion d'un Congrès général. Sur 450 citoyens notables convoqués à cette assemblée, 246 avaient répondu à l'appel, parmi lesquels l'évêque et 26 ecclésiastiques, — chanoines, curés et moines. L'évêque, qui était Espagnol, vota pour le maintien du vice-roi, c'est-à-dire pour la thèse d'après laquelle l'Amérique aurait été une colonie de l'Espagne. Cinq ecclésiastiques seulement votèrent avec leur évêque. Tous les autres furent de l'avis contraire et eurent le courage civique de donner, à haute voix, les raisons d'un vote qui, en cas d'échec du mouvement émancipateur, aurait pu être leur condamnation à l'exil ou à la mort. Les deux jours suivants, la municipalité, où les Espagnols sont en majorité, rend au vice-roi ses pouvoirs sans consulter le *cabildo abierto*. Une effervescence extraordinaire s'empare de la population. Quatre tribuns ardents, parmi lesquels le moine dominicain Ignacio Grela, recrutent, groupent des manifestants et les conduisent, le 25, devant la municipalité qui, intimidée, demande au vice-roi sa démission. Le même jour, elle s'effondre elle-même et cède

le pouvoir à une junta de gouvernement irrégulièrement élue par acclamations, qui prête et fait prêter serment d'obéissance et de respect au souverain bien-aimé don Ferdinand et à ses successeurs. Malgré cette formule, — dont la sincérité ne fait pas de doute chez les révolutionnaires de la Plata, sauf une petite minorité, — l'ancien régime meurt en cette journée du 25 mai 1810, et Buenos-Aires est libre en fait.

Elle l'est et elle le restera malgré de terribles vicissitudes, malgré l'opposition de la majorité des provinces soulevées en faveur de cet ancien régime, malgré la démagogie et l'anarchie qui ruinèrent, plus tard, le pays pour longtemps. Elle le restera grâce, en grande partie, au dévouement et à l'abnégation du clergé presque tout entier. Quelques mois après, la junta décide de créer une bibliothèque publique. A qui vont s'adresser ces révolutionnaires américains, — qu'on représente comme des imitateurs des Conventionnels de 1793, — pour choisir les livres, organiser et diriger cette bibliothèque ? Au clergé. Un moine franciscain, le R. P. Cayetano Rodriguez, qui est un des agents les plus actifs de l'émancipation, est nommé bibliothécaire. Il adresse aussitôt un appel aux riches, aux ecclésiastiques, à tous ceux qui possèdent des bibliothèques privées et leur demande des livres ou de l'argent pour en acheter.

Le clergé répond avec empressement. Mais, dira-t-on, avec les préjugés qu'on nous a inculqués au sujet de ce clergé, il dut profiter de la confiance mise en lui pour emplir la bibliothèque de livres de piété, d'ouvrages tendancieux en faveur de l'Eglise, sans utilité pour les jeunes étudiants ni pour ceux qui ne cherchent dans la lecture qu'un agréable passe-temps. Il est aisé de répondre d'une manière précise, car des listes d'ouvrages donnés étaient publiées par la gazette officielle au fur et à mesure de leur réception. Nous y relevons les titres de quelques-uns des livres offerts par des curés et des moines :

« *Histoire universelle*, écrite par une société
« de littérateurs anglais (traduction française
« en 43 volumes).

« *Œuvres d'Ammien Marcellin* (traduction
« française).

« *Histoire naturelle* de Pline.

« *Histoire naturelle*, par un membre de l'A-
« cadémie des sciences de Londres (traduction
« espagnole).

« *La vie des philosophes illustres* de Diogène
« Laërce (édition gréco-latine).

« *Dictionnaire abrégé des antiquités* (en fran-
« çais).

« *Histoire des ordres monastiques* (en français).

« *Navigation pratique* de Seller (en anglais).

- « *Portraits des rois de France* (en français).
- « *Œuvres complètes de Locke* (en anglais).
- « *Dictionnaire de l'Académie française*.
- « *Dictionnaire universel de physique*¹ de Brisson (édition espagnole)¹. »

Tels étaient les livres qu'on trouvait, sous l'ancien régime espagnol, dans les bibliothèques des moines professeurs des universités et des curés de lointains villages. Si nous ne possédions pas des milliers de documents qui réfutent les erreurs et les calomnies, ces vieux numéros de la *Gaceta* ne suffiraient-ils pas pour démontrer qu'au dix-huitième siècle les Hispano-Américains n'étaient pas maintenus dans une ignorance crasse par un clergé également ignorant et fanatique ? Les premiers révolutionnaires de la Plata, hommes d'une haute intelligence et très instruits, avaient été élevés par ces moines sur les bancs de leurs écoles et dans leurs bibliothèques. A peine parvenus au pouvoir, ils se souviennent de leurs maîtres, ils en font leurs collaborateurs et restent leurs disciples.

Le plus illustre et le plus vénérable des éducateurs de cette génération qui va créer l'Argentine est Funes, doyen de la cathédrale et gou-

1. Cf. Agustín Piaggio : *Influencia del clero en la independencia argentina*, p. 175 à 198.

verneur de l'évêché de Cordoba, recteur de l'Université de cette ville. On lui doit une réforme des programmes d'enseignement qu'il effectua sous l'ancien régime et qui fut adoptée dans toute l'Amérique, et la création, à ses propres frais, à l'Université de Cordoba, de plusieurs chaires dont une de musique et une de français. La réputation de ce recteur, — qui se ruinait pour faire de son Université la première d'Amérique, était un savant, un patriote et un irréprochable religieux, — attira à Cordoba des jeunes gens d'illustres ou riches familles des autres vice-royaumes. Le doyen Funes avait été, bien avant les événements de 1809, partisan des libertés économiques et de l'autonomie administrative de son pays. Il fut un des premiers à désirer l'émancipation complète et à travailler pour elle. Cependant aussitôt qu'il devint évident, au lendemain de la journée du 15 mai 1810, que Buenos-Aires voulait l'indépendance absolue, et la voulait à son profit, Cordoba manifesta sa volonté de rester fidèle au gouvernement de la Régence et devint un foyer de réaction. Une guerre civile était imminente entre les deux villes ; elle fut évitée grâce à la haute autorité du doyen Funes, et Cordoba accepta le fait accompli à Buenos-Aires.

Il n'en fut pas de même à Montevideo. Ce port, bâti en face de celui de Buenos-Aires, et

son rival, devient le bastion de la défense espagnole à la Plata. L'unanimité en faveur de l'Espagne est complète, tant parmi le peuple et les patriciens que chez les autorités. Le 5 et le 12 juin 1810, le commandant militaire et le commandant de marine de Montevideo écrivent à leur gouvernement que les perturbateurs de Buenos-Aires marchent ouvertement vers l'indépendance. Le 7, la municipalité l'avise qu'une junta provisoire, établie à Buenos-Aires, a demandé que Montevideo reconnût son autorité et s'y fit représenter par un député ; que Montevideo s'y est refusée et que le peuple, par acclamation, a reconnu l'autorité de la Régence. La guerre éclate entre les deux villes. Montevideo, assiégée deux fois, est prise, et n'en continue pas moins son opposition. Nous avons déjà dit, et on ne saurait trop répéter que la guerre de l'indépendance hispano-américaine est une guerre civile.

Il n'est pas tout à fait exact d'affirmer, comme nous venons de le faire, qu'à Montevideo l'unanimité des habitants était pour la cause espagnole. Il y eut des exceptions, dans les couvents. En mai 1811, Elio, gouverneur de Montevideo, fait forcer par des soldats la porte du couvent de Saint-François ; neuf religieux sont arrêtés brutalement ; on les conduit à la citadelle sans leur laisser le temps de prendre

leur bréviaire ou un peu de linge, puis on les pousse hors de la ville en leur criant : « Allez donc rejoindre vos amis les gauchos ! » Plus que tous les autres ordres, celui de Saint-François fait partout de la propagande en faveur de l'émancipation. Le parti de l'indépendance s'accroît chaque jour, écrit en janvier 1811 le commandant de marine de Montevideo, avec la protection des Anglais et d'autres étrangers, et ceux qui se distinguent le plus en faveur de la junte, ce sont les couvents de mercenaires, de dominicains et, plus encore, les franciscains ¹.

Cependant, Buenos Aires a à faire face à d'autres dangers si grands que la cause de l'émancipation paraît perdue ; ils ne lui viennent pas d'Espagne, car pendant les années que dure la guerre de l'indépendance, il n'y a jamais plus de deux mille soldats espagnols sur toute l'étendue de l'immense vice-royauté de la Plata. Ce sont les provinces qui, à l'exemple de Montevideo, se lèvent en armes pour la défense de la cause espagnole, et veulent obéir à la Régence. Le délégué de celle-ci, Goyenèche, est Américain ; Américain aussi le général Pio Tristan, commandant les troupes américaines fidèles. Mais alors le clergé se jette dans la mêlée et, par son action directe, par son in-

1. *Archives des Indes* : est. 123, c. 2, leg. 4.

fluence énorme sur les populations qu'il entraîne, il sauve la patrie naissante menacée de mort. Les curés et les moines se multiplient, paient de leur argent, paient de leur personne, se livrent à une propagande incessante, acharnée. Les chaires se convertissent en tribunes et, sur la façade des couvents, les annonces religieuses sont remplacées par des proclamations appelant le peuple à la défense de la patrie et de la liberté. Les communiqués officiels de l'époque sont remplis de citations de curés qui ont rendu des services signalés à la cause patriotique et d'aumôniers militaires qui sont de purs héros ¹.

A la fin de décembre 1810, Castelli, commandant des troupes de l'indépendance, entre à Chuquisaca après avoir remporté la victoire de Suipacha. Il est reçu par l'archevêque, suivi de tout son clergé et des professeurs, — des moines, — de l'Université ; quelques jours après, une messe solennelle d'actions de grâces est chantée, et l'archevêque lui-même officie. On comprend aisément l'influence décisive qu'avait sur un peuple pieux une pareille adhésion. L'archevêque n'aurait eu que quelques

1. Dans son excellent ouvrage, Mgr Piaggio donne un grand nombre de ces citations et d'autres documents officiels fort intéressants.

mots à dire pour que ce peuple se soulevât contre les troupes de Buenos-Aires. Mais Castelli est une rare et triste exception. Débauché, impie, anticléric, il ne sait même pas, comme l'intérêt patriotique et le plus élémentaire sentiment des convenances le lui ordonnent, mener en temps de guerre, lui le chef, une vie digne, ni respecter un clergé qui est son plus utile auxiliaire. Ses débauches, son impiété publiquement manifestée irritent le peuple ; elles sont exploitées par les partisans de l'Espagne, et contribuent à faire perdre du terrain à la cause de l'indépendance. Bien différente est la conduite de Belgrano, qui dirige les opérations en 1812. Il n'a, d'ailleurs, pas besoin de feindre ; c'est un fervent catholique. Il remporte quelques victoires sur Pio Tristan, mais le sort des armes lui étant devenu défavorable, il donne sa démission et est remplacé par San Martin, qui se prépare aussitôt à porter la guerre sur le territoire chilien, d'où les partisans de l'Espagne recevaient des renforts. Une lettre de Belgrano à son successeur montre quels étaient les sentiments et l'état d'esprit du peuple, des soldats et de leurs chefs. En voici une partie :

« ... Vous ne devez pas vous laisser influencer
« par des opinions exotiques, ni par des hom-
« mes qui ne connaissent pas le pays où ils
« passent. En outre, par ce moyen (en s'ap-

« puyant sur les vertus chrétiennes), vous par-
 « viendrez à avoir une armée bien subordonnée,
 « car enfin cette armée est composée d'hommes
 « élevés dans la religion catholique que nous
 « professons, et rien n'est plus propice que ses
 « maximes au maintien de l'ordre... J'ajoute
 « qu'il faut conserver le drapeau que je vous ai
 « laissé. Arborez-le quand l'armée se forme en
 « bataille ; ne manquez pas d'implorer Notre-
 « Dame de la Merci et de la nommer toujours
 « votre générale ; n'oubliez pas les scapulaires
 « pour la troupe. S'il y a des gens qui rient,
 « laissez-les ! Les effets vous dédommageront
 « du rire des imbéciles qui regardent les choses
 « de haut. Souvenez-vous que vous êtes un
 « général chrétien, apostolique et romain. Veillez
 « à ce qu'en aucun cas, même dans les con-
 « versations les plus triviales, on ne manque
 « au respect dû à tout ce qui touche à notre
 « sainte religion. Ayez présents à l'esprit non
 « seulement les généraux du peuple d'Israël,
 « mais aussi ceux des Gentils, et le grand Jules
 « César qui ne manqua jamais d'invoquer les
 « dieux immortels et pour les victoires duquel
 « on décrétait des prières à Rome ¹. »

Des chefs chrétiens, apostoliques et ro-

1. Mitre : *Historia de San Martin*, t. Ier, p. 584. — Cf. A. Piaggio : *Ouvr. cité*, p. 159.

mains... La Sainte Vierge proclamée générale de leur armée... Des distributions de scapulaires aux soldats... Nous ne voyons pas le rapport qu'il peut y avoir entre ces révolutionnaires et ceux de la France de 1793, ni quel rapport de cause à effet il y a entre les idées révolutionnaires françaises et le grand acte d'émancipation voté par les « Conventionnels » de la Plata en 1816. Le 24 mars de cette année, est installé à Tucuman un Congrès élu par les régions non occupées par l'ennemi.

« A 11 heures du matin, lit-on dans le procès-verbal officiel, les députés se réunirent dans la maison du Congrès, et de là, ils se dirigèrent en corps vers le temple de Saint-François, où ils assistèrent à la messe du Saint-Esprit qui fut chantée pour implorer ses divines lumières et son secours. Ensuite on retourna à la maison du Congrès, où le citoyen président, le docteur Pedro Medrano... reçut le serment que firent tous les députés de conserver et défendre la religion catholique, apostolique et romaine, de promouvoir tous les moyens de conserver intègre le territoire des Provinces Unies contre toute invasion ennemie, et de s'acquitter de tous les autres devoirs de leur charge. »

Le lendemain, « jour que notre Mère l'Eglise consacre à la mémoire de l'adorable mystère

de l'Incarnation du Fils de Dieu », les députés vont, en corps, en grande cérémonie, accompagnés de toutes les autorités civiles et militaires, entendre de nouveau la messe qui est suivie d'un *Te Deum*. Le même jour, le Congrès commence ses travaux ; le 9 juillet, il proclame solennellement l'indépendance des Provinces Unies de la Plata.

Le nombre des votants, tous signataires de l'acte de l'Indépendance, est de vingt-neuf, dont seize curés et moines. La plupart des historiens cachent ce détail, et comme ils font précéder, selon l'usage espagnol et américain, les noms des seize du mot *docteur*, le lecteur non prévenu se demande pourquoi il y avait tant de médecins dans cette assemblée. La majorité des députés étaient docteurs... en théologie : le peuple avait élu un Congrès de théologiens. La proclamation du vote fut suivie de cérémonies religieuses. L'acte de l'indépendance avait été rédigé par l'illustre augustin Cayetano Rodriguez, directeur de la Bibliothèque populaire ¹.

1. M. Gustave Hubbard écrit : « Un Congrès général, réuni à Tucuman, établit de nouvelles bases d'organisation propres à sauvegarder tous les intérêts et à rétablir la concorde. » (*Histoire contemporaine de l'Espagne*, t. I^{er}, p. 321.) Et c'est tout ! M. Hubbard, qui connaissait sans doute la composition du Congrès de Tucuman, ne

Et voilà le grand fait historique qui, depuis plus d'un siècle, gêne singulièrement les anti-cléricaux d'Amérique et d'Europe : la proclamation de l'indépendance d'un peuple faite, au milieu des pompes de la religion, par une majorité de prêtres et une minorité de laïques catholiques pratiquants, tous élus par ce peuple. Aussi, dit Mgr Piaggio, qui a publié les documents les plus importants relatifs à ce Congrès, « on a fait la guerre du silence et du mensonge. Pendant que les historiens n'indiquent pas l'état sacerdotal de la majorité des députés de Tucumán, la peinture et la gravure se chargent de tromper le peuple ». Dans les tableaux et dessins, répandus à profusion, qui représentent la scène solennelle, on ne voit jamais plus de quatre ou cinq religieux qui ont l'air honteux de se trouver là. Mais voici qui est pire : « En un bas-relief,

veut pas qu'il ait proclamé l'indépendance ; aussi il l'avance de trois ans et la fait proclamer en 1813 à Buenos-Aires. La plupart de nos auteurs contemporains de Manuels copient cette erreur ; et ils suppriment le Congrès de Tucumán, ce qui est encore plus simple.

Il est lamentable de constater que l'*Histoire* de M. Hubbard, qui fourmille d'erreurs, fait autorité et est citée partout, et plus lamentable encore de voir que ce livre, qui est un violent pamphlet contre l'Eglise, est recommandé aux étudiants dans un Manuel édité par une librairie catholique et dont l'auteur n'a sans doute pas lu Hubbard ; mais alors, pourquoi le recommande-t-il ?

placé, il n'y a pas longtemps, dans l'historique Maison du Congrès, on ne voit que deux moines. Cela motiva un érudit article du vicaire général de Salta, le D^r Toscano, qui dit : « Il est regrettable que l'on corrompe
« l'histoire, quelle que soit l'importance des
« détails, et qu'il n'y ait pas eu de protestation.
« L'histoire est l'histoire ; personne n'a le droit
« de l'altérer, d'y ajouter ou d'en retrancher
« des choses au gré d'une esthétique conven-
« tionnelle, et encore moins de supprimer les
« personnages qui intervinrent en première
« ligne dans un acte aussi transcendant que
« celui de l'Indépendance Argentine ; acte ac-
« compli par une majorité de députés ecclé-
« siastiques qui donnèrent un véritable relief à
« l'idée républicaine comme forme de gouver-
« nement et furent, par conséquent, l'âme de
« cet acte auguste qui dressa une nation souve-
« raine et libre devant la face de la terre¹. »

L'idée républicaine ne triompha pas au Congrès de Tucuman ; presque tous les députés étaient royalistes. Il étaient sur le point de proclamer la monarchie et d'appeler au trône un prince de la famille des Bourbons ou, — étrange anachronisme ! — un indigène d'une origine royale plus ou moins authentique ;

1. A. Piaggio : Ouv. cité, p. 236.

mais l'opposition d'un seul membre (encore un moine !) les en empêcha :

« Le P. Oro, dit le journal officiel de l'assemblée, prit la parole et exposa que, pour céder à la déclaration de la forme du gouvernement, il fallait d'abord consulter le peuple, et qu'on ne pouvait, pour le moment, que faire un règlement provisoire. Il ajouta que si on procédait, sans remplir cette condition, à l'adoption du système monarchique constitutionnel auquel il voyait les représentants prêts à donner leur vote, il demandait la permission de se retirer du Congrès, et était décidé à donner sa démission. »

On se borna à nommer un gouvernement provisoire et à réserver pour plus tard le choix entre la monarchie et la république. Plusieurs années se passeront encore avant que le régime républicain soit définitivement adopté. En 1816, six ans après la rupture avec le gouvernement espagnol, tous les chefs civils et militaires de la révolution de la Plata, que tant d'historiens exaltent comme des héros républicains, sont de fervents royalistes ; ils le seront encore dix ans après cette rupture, et ils ne deviendront républicains que lorsqu'ils se verront dans l'impossibilité d'obtenir de l'Europe un roi. Parmi les très rares républicains, simples particuliers et députés, se trouvent des

moines. C'est un moine qui, en 1816, empêche le Congrès de voter une Constitution monarchique. Encore une des vérités qu'on se plaît à ensevelir sous le silence, afin de faire de l'Histoire déformée et passionnée l'instrument d'un parti, contre un clergé auquel la République Argentine doit son indépendance autant qu'à ses soldats et à ses généraux, comme ceux-ci l'ont eux-mêmes affirmé et prouvé.

*
* *

La révolution vénézuélienne commence à peu près comme celle de Buenos-Aires. Le 19 avril 1810, le capitaine général Emparan, qui était accusé d'être partisan de Joseph Bonaparte et dont la conduite autorise tous les soupçons ¹, est déposé par la municipalité de Caracas qui s'empare du pouvoir, se constitue en « Junte conservatrice des Droits de Ferdinand VII », prête serment de fidélité au roi légitime et à la religion catholique. Le succès de la journée est dû principalement au chanoine Madariaga, « le prédicateur favori du peuple ² », qui entraîne une partie de la population par son

1. *Archives des Indes* : est. 133, c. 2, leg. 6 ; est. 133, c. 3, leg. 12.

2. J. Mancini : *Bolívar et l'émancipation des colonies espagnoles*, p. 282.

éloquence enflammée, pénètre dans le *cabildo*, et, au nom du clergé, demande la déchéance d'un capitaine général déconsidéré, représentant d'une Régence impuissante et sans mandat, et l'établissement d'un gouvernement uniquement composé d'Américains. L'année suivante, un Congrès proclame l'indépendance absolue. En ce jour, — 7 juillet 1811, — naît la première République hispano-américaine ; cependant l'*Acte de l'Indépendance du Vénézuéla* ne contient pas le mot de *république*, tant on éprouvait, à cette date, de répulsion ou de crainte pour ce mot qui évoquait les excès de la Terreur, la guerre au catholicisme et l'exécution d'un Bourbon.

La guerre contre l'Espagne ou, plus exactement, la guerre civile entre les indépendants et les sujets fidèles au gouvernement espagnol, avait commencé l'année précédente. Il n'entre pas dans le plan de notre étude de raconter ce que fut cette lutte fratricide, une des plus longues et des plus sanglantes de l'histoire. Nous bornant à l'examen du rôle du clergé, nous remarquons d'abord que l'attitude des religieux du Vénézuéla fut, au début, bien différente de celle du clergé de la Plata à la même époque. En très grande majorité, ils se mirent au service de la cause espagnole et prêchèrent la guerre contre les impies de Caracas.

L'anticléricisme avait pénétré, — déjà ! — dans la capitale du Vénézuéla. L'indépendance avait été proclamée sous la pression d'un club fondé par quelques exaltés à l'instar de celui des Jacobins de Paris ; on y avait réclamé les Droits de l'homme, la tolérance religieuse (et l'on savait ce que cela voulait dire) ; et les journaux, la gazette officielle même, avaient publié des articles inquiétants pour les bons catholiques, c'est-à-dire pour les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de la population. Mais cette effervescence, qui est l'œuvre d'une infime minorité, se calme, tombe bientôt, et, peu à peu, on voit grossir le nombre des curés patriotes. Dès 1813 les autorités espagnoles arrêtent et emprisonnent des prêtres, et des paroisses restent sans pasteur ¹. L'union de l'Etat et de l'Eglise est scellée l'année suivante lorsque Bolivar, porté au pouvoir par la victoire, encore incroyant peut-être (il est difficile de préciser la date de sa conversion), mais respectueux de la religion, convoque une assemblée d'ecclésiastiques, comme chef d'un Etat chrétien.

Mais ces prêtres et leurs ouailles, ces

1. 1. Cf. le discours du président de la municipalité de Mérida (1^{er} juin 1813), cité par J. D. Monsalve : *El ideal político del Libertador Simon Bolivar* (2^e éd.), t. 1^{er}, p. 83.

moines de couvents et d'universités auront beaucoup plus à souffrir, au double point de vue spirituel et matériel, que ceux de la Plata, car c'est contre ces rudes républicains que l'Espagne concentre ses plus grands efforts, aussitôt que Ferdinand VII est remonté sur son trône ; contre le Vénézuéla et la Nouvelle-Grenade unis en un seul Etat, la Grande-Colombie ; contre le génie de Bolivar fondateur ou libérateur de cinq des Républiques actuelles, libérateur. pourrait-on dire, de l'Amérique du Sud tout entière.

En 1815, le général Morillo, un des vainqueurs des armées napoléoniennes, débarque sur la côte de Vénézuéla avec un corps de 10.500 soldats espagnols. A peine arrivé, il se trouve en présence d'une grave affaire de conseil de guerre entamée par le gouvernement intérimaire et qu'il lui appartient de résoudre. Sixante-quatre ecclésiastiques vénézuéliens, coupables des crimes d'adhésion au gouvernement de la République et de propagande en faveur de l'indépendance, sont l'objet d'une instruction judiciaire, mais sont laissés encore en liberté. Après avoir étudié l'affaire, Morillo écrit, le 29 mai 1815, au gouverneur une lettre dont voici le début :

« J'ai vu le dossier et la décision du Conseil
« permanent ; les délits qui s'y trouvent indi-

« qués sont d'une très haute importance ; il
« semble donc qu'il faudrait arrêter les auteurs
« et les juger pour les frapper de peines légales
« qui serviraient d'exemple aux autres. Mais
« une partie de la Côte-Ferme reste encore à
« soumettre et, malheureusement, les méchants
« prêts à les imiter ne doivent pas y manquer ;
« ils s'enfuiraient dans les montagnes et les
« déserts si on arrêtait ceux qui sont déjà
« inculpés, et il en résulterait toutes les consé-
« quences funestes, qu'on s'imagine aisément,
« provenant de leur influence sur les localités
« où ils exercent leur sacerdoce. »

Morillo craint une fuite en masse du clergé vénézuélien devant les persécutions royalistes et espagnoles ! On ne peut rêver une situation plus radicalement opposée à celle du clergé français en 1793. Quelle décision va-t-il donc prendre ? Il faut, dit-il, « suspendre, pour le moment, cette affaire et toutes celles de la même nature » et charger la police de surveiller les inculpés. Quand tout le pays aura été soumis, on reprendra l'instruction, mais secrètement ; des mandats d'arrestation seront décernés, en secret, mis sous plis cachetés ; on les ouvrira tous le même soir pour que tous les prêtres coupables soient emprisonnés à la même heure ¹ !

1. *Archives des Indes* : est. 151, c. 1, leg. 22.

Morillo constate, par sa propre expérience, cette vérité que son gouvernement connaissait déjà : l'action du clergé en faveur de l'indépendance est aussi considérable, aussi décisive, — sinon davantage, — que celle d'un corps d'armée sans cesse renouvelé qui se multiplierait sur tous les points du territoire. Le sort des armes lui est d'abord favorable, mais il n'est jamais en cette possession totale du territoire qu'il attend pour procéder à des arrestations en masse de curés. Et comme la plupart de ces curés continuent de travailler pour la cause patriotique, il sévit contre eux, et souvent avec brutalité. Dans ses rapports au ministre de la guerre, il ne cesse de signaler les couvents et les cures du Vénézuéla et de la Nouvelle-Grenade comme des foyers de la propagande anti-espagnole. Il demande qu'on lui envoie, pour endoctriner la population, des prêtres d'Europe dont il a presque autant besoin que de soldats.

« Partout, écrit-il; où le curé a été pour nous
« le peuple l'a imité. La plupart des curés ont
« été les fomentateurs des idées nouvelles; et
« je dois dire à V. E. qu'avec les troupes du
« Roi je vaincrai dans toute l'Amérique, mais
« que la conviction et l'obéissance au souverain
« sont l'œuvre des ecclésiastiques gouvernés
« par de bons prélats. Or, de Cumaná à Quito,

« nous n'avons que l'archevêque de Quito et
« le nouvel évêque de Maracaybo (31 mai
« 1816).

« Il faudrait, au moins, renvoyer en Es-
« pagne les religieux de Saint-Dominique et
« les y disperser dans des couvents (31 août
« 1816).

« De Maracaybo se sont enfuis six des ecclé-
« siastiques destinés à être renvoyés en Espa-
« gne. Si les autres, déjà transportés, revien-
« nent dans ce pays, V. E. peut être certaine que
« la guerre sera éternelle et qu'il n'y aura pas
« de point où la tranquillité ne soit précaire. Je
« l'ai déjà écrit à V. E. et, quoique avec regret,
« j'ai de nouveau la franchise de lui dire que les
« provinces du Vénézuéla tomberont au pou-
« voir des rebelles si, au manque de renforts
« pour les anéantir, s'ajoute le retour de leurs
« meilleurs agents pour faire de nouvelles
« révolutions (13 septembre 1817).

« Dans les circonstances actuelles où le
« mal s'accroît et où les besoins augmentent,
« je n'hésite pas à affirmer à V. E. que quarante
« ou cinquante religieux, et un nombre égal
« d'ecclésiastiques séculiers, pour exercer les
« fonctions de curé, feraient plus d'effet sur
« l'opinion publique, et contribueraient davan-
« tage à la pacification de ces pays qu'une
« bonne division de troupes choisies... Pres-

« que tous les villages sont actuellement sans curés et quand on en rencontre un par hasard, d'une capacité moyenne, il a à sa charge une paroisse immense à laquelle il ne peut suffire » (20 septembre 1818).

Puis, il accuse les révolutionnaires d'avoir détruit les établissements pieux et exterminé les prêtres : affirmation contredite par ses autres rapports et documents si nombreux, et qui a vraisemblablement pour but d'exciter le zèle et l'indignation de la centaine de missionnaires d'Espagne qu'il appelle à son secours. Comment les indépendants extermineraient-ils les prêtres qui sont leurs plus précieux auxiliaires, qui accompagnent leurs troupes en qualité d'aumôniers ! Le même Morillo, dans une autre lettre, a la satisfaction d'annoncer à son ministre qu'il vient de faire prisonnier le chapelain de Bolivar ¹.

Et c'est lui qui, en multipliant les emprisonnements, les expulsions et les actes de brutalité, est le principal responsable de la douloureuse situation de vastes paroisses privées d'offices religieux, de sacrements, où l'on ne baptise plus les enfants, où l'on ne célèbre

1. La correspondance de Morillo a été publiée par M. Rodriguez Villa dans son ouvrage : *Et teniente general Don Pablo Morillo, primer conde de Cartagena* (4 vol. dont 3 de lettres et autres documents).

plus de mariages. D'ailleurs Morillo est voltairien, comme la plupart des officiers généraux royalistes de cette époque, et s'il ne cesse de demander l'envoi en Amérique de prêtres espagnols, c'est par politique, par nécessité. Quelle différence avec Bolivar, qui fait tout ce qui est humainement possible pour pacifier les esprits sur le terrain religieux et respecte le caractère sacré du sacerdoce jusque chez ses ennemis ! Un prêtre royaliste, Francisco Javier Guerra, gouverneur de l'évêché de Santa Fe de Bogota, avait été obligé de renoncer à sa charge. A peine entré dans la ville, après la victoire de Boyaca, Bolivar le réinstalle dans ses fonctions. En 1822, l'évêque de Popayan, espagnol et un des plus fougueux agents de l'ancien régime, voyant sa cause perdue, sollicite du vainqueur un passeport pour retourner en Espagne. Morillo vainqueur n'aurait pas attendu une pareille demande d'un évêque républicain désireux de partir pour l'étranger ; il l'aurait fait arrêter et embarquer, prisonnier, pour l'Europe. Mais Bolivar écrit à l'évêque ennemi la plus respectueuse, la plus émouvante des lettres pour le supplier de rester dans son diocèse :

« ...Je suppose que Votre Seigneurie s'appuie sur de fermes et puissantes raisons pour
« laisser orphelins ses tendres agneaux de

« Popayan ; mais je ne crois pas que Votre
« Seigneurie puisse rester sourde à l'appel de
« ces brebis affligées, ni à la voix du gouverne-
« ment de Colombie qui supplie Votre Seigneu-
« rie d'être un de ses guides vers le chemin du
« ciel. Votre Seigneurie doit penser au nombre
« considérable de fidèles chrétiens, d'enfants
« innocents qui, par sa faute, ne pourront
« recevoir le sacrement de la confirmation ;
« au nombre de jeunes séminaristes qui ne
« pourront recevoir l'auguste caractère de
« ministres du Créateur parce que Votre Sei-
« gneurie ne consacrerà pas leur vocation à
« l'autel et à la profession de la vérité sacrée.
« Votre Seigneurie sait que les villes et villages
« de Colombie ont besoin de curateurs, puis-
« que la guerre les a privés de ces divins
« secours par suite du manque de prêtres. Tant
« que Sa Sainteté ne reconnaîtra pas l'existence
« politique et religieuse de la nation colom-
« bienne, notre Eglise ne pourra se passer des
« évêques qui, maintenant, la consolent de cet
« orphelinat en remédiant, dans la mesure du
« possible, à cette mortelle carence. Sache Votre
« Seigneurie qu'une séparation aussi violente
« dans cet hémisphère ne peut que diminuer
« l'universalité de l'Eglise romaine et que la
« responsabilité de cette terrible séparation
« retombera tout particulièrement sur ceux qui,

« pouvant maintenir l'unité de l'Eglise de
 « Rome, auront contribué par leur conduite
 « négative à accélérer le plus grand des maux,
 « qui est la ruine de l'Eglise et la mort des
 « esprits dans l'éternité. J'ose espérer que Votre
 « Seigneurie, considérant ce que je viens d'ex-
 « poser, daignera condescendre à mon ardente
 « sollicitation et qu'Elle aura la bonté d'accepter
 « les sentiments cordiaux de vénération que
 « professe pour Elle son très obéissant servi-
 « teur, BOLIVAR. »

Remarquons que le tout-puissant président Bolivar ne pose aucune condition à l'évêque du parti vaincu, et qu'il ne lui demande même pas une adhésion publique au nouveau régime. Il ne se préoccupe que de l'intérêt de l'Eglise confondu avec celui de la patrie. Naturellement la plupart des historiens passent sous silence cet épisode et beaucoup d'autres aussi caractéristiques, dans lesquels le plus haut génie militaire de l'Amérique se révèle profond politique et bon chrétien. L'historien Groot, qui a tiré cette lettre de l'oubli¹, la fait suivre d'un commentaire dont nous traduisons ces lignes :

1. *Historia ecclesiastica y civil de Nueva Granada*, t. IV, p. 252.

Groot ajoute que l'évêque, touché par la lettre de Bolivar, resta et devint l'un des meilleurs amis et plus fervents admirateurs du président.

« Grande fut la politique du Libérateur en
« cette occasion ; mais il ne faut pas attribuer
« à la politique seule la démarche faite
« auprès de l'évêque, car le langage de la
« politique en certaines occasions est bien diffé-
« rent de celui qu'on trouve dans cet immortel
« document qui honorera à jamais la mémoire
« de ce grand homme et que nos écrivains ont
« considéré comme d'un si minime intérêt
« que, bien que publié dans la *Gazette*, n° 40
« du 21 juillet 1822, il est, aujourd'hui,
« complètement ignoré du public... Tout ce
« qui concerne l'histoire ecclésiastique de notre
« pays dans ses relations avec la politique a
« été regardé avec mépris par nos écrivains
« politiques, comme si l'élément religieux
« de ces peuples n'était pas d'une influence
« telle qu'il devrait être la base prin-
« cipale des opinions. Ces écrivains se sont
« bornés, lorsque l'occasion se présentait, à
« nous parler du fanatisme des prédicateurs
« contre les loges, des prières publiques et des
« processions en temps de guerre. En intro-
« duisant dans notre histoire la partie qu'ils
« ont omise, on verra clairement les véritables
« causes de nos bouleversements et peut-être
« de la ruine du pays. »

Alors que la République colombienne est déjà organisée mais n'existe pas encore au

point de vue du droit international, Bolivar cherche, avec l'appui du clergé, à entrer en relations avec le pape pour le supplier de prendre les mesures urgentes que réclament le salut spirituel de la population et l'intérêt de la religion professée par la République. Le jour vient enfin, avant même que l'Espagne eût reconnu l'indépendance des anciens domaines de la Couronne de Castille, où il peut agir en successeur des rois dans les droits, devoirs et privilèges du patronat et présenter au Saint-Siège des candidatures aux évêchés vacants. Le 28 septembre 1827, il réunit quelques prélats à sa table et prononce cette allocution :

« La cause la plus grande nous réunit aujourd'hui : le bien de l'Eglise et le bien de la Colombie. Une chaîne plus solide et plus brillante que les astres du firmament nous lie de nouveau à l'Eglise de Rome, qui est la fontaine du ciel. Les descendants de saint Pierre ont toujours été nos pères, mais la guerre nous avait laissés orphelins comme l'agneau qui bêle en vain vers la mère qu'il a perdue. La tendre mère l'a cherché et l'a ramené au bercail ; elle nous a donné des pasteurs dignes d'elle et dignes de la République. Ces illustres princes et pères du troupeau de Colombie sont nos liens sacrés avec le ciel et avec la terre. Ils seront nos maîtres,

« les modèles de la religion et des vertus politiques. *L'union de l'encensoir avec l'épée de la loi est la véritable arche de l'alliance.* »

Voilà formulé, pour la première fois croyons-nous en une image concrète et concise, — par un président de république qui fut un des plus grands hommes de guerre de l'histoire, — un des principes d'ordre et de gouvernement dont l'abandon a causé tant de malheurs en Amérique comme en Europe.

Le 7 novembre 1828, le président Bolivar adresse au Souverain Pontife, qui vient de nommer de nouveaux évêques en Colombie, une lettre qu'on a laissée inédite jusqu'en 1910, malgré son importance capitale, sinon à causé même de cette importance.

« Que Votre Sainteté, écrit-il à Léon XII, « reçoive l'expression de notre gratitude, et du « peuple de cette République les plus sincères « affirmations de son adhésion au Siège apostolique et à la tête visible de l'Église militante. « Restent encore vacants en Colombie quelques « évêchés. Pour ceux de Quito et de Guyane, « nous avons déjà proposé à Votre Sainteté les « ecclésiastiques que, pour leurs vertus, savoir « et mérites, nous avons cru dignes de les occuper... Prochainement, nous adresserons à « Votre Sainteté nos prières et nos propositions « pour les autres évêchés. Conformément à la

« discipline qui régit ces églises depuis leur
« fondation, et afin de les protéger plus effi-
« cacement, le gouvernement de Colombie se
« déclara en exercice du droit de patronat qui
« avait appartenu aux rois d'Espagne. Cet
« acte fut inspiré par les besoins de ces mêmes
« églises où il y avait péril que la juridiction
« ecclésiastique vînt à manquer faute de pré-
« bendés, par l'accomplissement des canons
« qui ne permettaient pas de longs intérim
« dans les bénéfices, et par l'intérêt de la reli-
« gion qui, défendue par le gouvernement, de
« toutes ses forces, ne serait pas attaquée.
« Nous avons le grand espoir que Votre Sain-
« teté aura égard à de si justes raisons et rati-
« fiera les mesures que nous avons prises... Votre
« Sainteté peut compter sur notre volonté déci-
« dée de soutenir le catholicisme dans cette
« République. Le président de la République
« attend pour lui et pour le peuple de la Répu-
« blique la bénédiction apostolique du Père
« des croyants ¹. »

Le libérateur Bolivar a la ferme volonté de soutenir le catholicisme pour obéir à la pure foi qui l'anime, aux règles de la raison, à l'intérêt de l'Etat, en même temps qu'aux vœux

1. *El Hogar catolico*, juillet 1910, et Monsalve : Ouvrage cité, t. II, p. 398.

de l'immense majorité de son peuple. Mais la jeune Colombie est menacée de tous les malheurs qu'apportent une démagogie et une anarchie produites par une guerre d'une durée de quinze ans, atroce et glorieuse, qui a décimé la population, surtout celle de race blanche, et plongé les survivants dans la plus grande misère ; produites aussi par les haines de races, par les ambitions des nouvelles républiques jalouses les unes des autres, par le particularisme local et régional et par les plus vils professionnels de la politique. Un véritable cataclysme paraît imminent. Tous les éléments de désordre et de mort se coalisent contre le Libérateur dont le prestige est la haute citadelle qu'il faut démolir. Bolivar fait, de plus en plus, appel à la collaboration du clergé. Evêques et curés se serrent de plus en plus autour de lui pour la défense de la patrie et d'une république qui ne soit pas une démagogie sanguinaire et grotesque. En 1828, il prend des mesures à la fois hardies et sages pour arrêter le torrent dévastateur. C'est ce que les historiens appellent sa période réactionnaire.

Les écrivains américains enthousiastes de Bolivar jettent un voile pudique sur cette période¹. Ils plaident les circonstances atté-

1. Nous ne connaissons qu'une exception : l'ouvrage de

nuantes. Leurs raisonnements peuvent se résumer ainsi : « Bolivar commit des fautes, c'est certain, mais il était exaspéré par les manœuvres de ses ennemis et par la tentative d'assassinat dont il venait d'être victime. Et puis, il était malade ; c'était un homme fini. » Ces appréciations, sous la plume d'historiens de bonne foi, — car en ce moment nous ne parlons pas des autres, — prouvent leur ignorance et leur manque complet de sens politique. Ils se confondent en excuses alors qu'il faut écrire une franche et complète apologie. Tout s'écroule. Les lois constitutionnelles se succèdent sans qu'aucune soit stable. Un Parlement, sur qui l'on comptait pour établir un ordre définitif, vient de se dissoudre de lui-même dans la plus grande confusion. Il ne reste debout qu'une autorité, — qui ne fait qu'une avec celle du clergé, — l'autorité du Libérateur qui résiste encore à l'ouragan. Il est dans l'impossibilité d'improviser, d'inven-

Monsalve, et encore présente-t-il des lacunes regrettables sur ce point. Combien d'autres déforment, falsifient l'histoire de leur héros pour faire de lui un républicain de l'école de Robespierre ! Ils suppriment, entre autres choses, la partie du testament de Bolivar, qui est une profession de foi catholique ! Quelque jour, — *si Dios quiere*, — nous écrirons cette magnifique *Vie*, pour laquelle nous avons déjà réuni de nombreux documents dont quelques-uns encore inédits.

ter, lui tout seul, et de faire accepter l'arsenal complet des lois et règlements nécessaires. Et pourtant il faut vivre aujourd'hui et demain. Alors, pour que son peuple ne meure point, Bolivar, par une conception hardie de politique positive, — et avant qu'Auguste Comte ne publiât sa *Politique*, — remet ce peuple sous « le noble joug du passé ». Il ressuscite de sages lois de l'ancien régime qui avaient fait leurs preuves ; il puise des règlements militaires dans la législation du dix-huitième siècle ; il renforce l'influence du clergé et son action dans le domaine de l'enseignement ; il fait entrer un évêque au Conseil d'Etat. Il rétablit le tribut que payaient les Indiens sous les rois, et ce sont les Indiens eux-mêmes qui le supplient de le leur imposer de nouveau ; car qu'importe à ces indigènes que le tribut ait été qualifié d'odieux et ait fourni des thèmes de déclamation aux « philosophes » d'Europe, si les impôts qui l'ont remplacé sont plus lourds ! Ils ne veulent pas crever de misère pour la conquête d'un mot. Et quelle revanche pour l'ancienne administration espagnole tant décriée, insultée !

Il rétablit le « noble joug du passé » ; mais, toujours conformément à des principes politiques qu'il applique avant qu'Auguste Comte les ait formulés, — ce joug est provisoire. Il

l'impose afin qu'on ne meure point dans l'attente trop prolongée de l'ordre nouveau auquel il aspire et qu'il veut, de toutes les forces de son intelligence et de son patriotisme, créer avec la collaboration des représentants élus du peuple. Mais cet ordre, il ne le créera pas et ne le verra pas non plus naître du cerveau d'un autre. Le torrent, précipité par une minorité de démagogues, de francs-maçons et de militaires jaloux qui lui devaient pourtant tout, ne peut être endigué. Bolivar est obligé de quitter le pouvoir. Dans son message d'adieu, il adresse au nouveau Congrès cette suprême recommandation : « Vous permettrez que mon dernier acte soit de vous recommander de protéger la Religion sainte que nous professons et qui est la source abondante des bénédictions du ciel. » Peu après, calomnié, traité en ennemi de l'Etat que son génie a fondé, il meurt pauvre, — lui le grand patriote né millionnaire, — entre les bras d'un curé de village et d'un médecin français. La grande anarchie continue. Pendant de longues années on s'applique à faire le silence sur le Libérateur, lorsqu'on ne souille pas sa mémoire.

L'honneur du clergé américain, de 1814 à 1830, fut de collaborer à l'œuvre d'organisation politique et religieuse de Bolivar, de le soute-

nir toujours, de le défendre dans ses deux dernières années de vie qui furent un calvaire. L'honneur et l'intérêt du clergé américain de nos jours, comme de tous les catholiques du Nouveau Monde, est d'être fidèles à l'idéal du Libérateur et de répandre la connaissance des enseignements et des leçons, pour le présent, qui découlent de son histoire. Mais il reste beaucoup à faire pour achever de dissiper le nuage de mensonges historiques qui obscurcit encore cette noble figure.

CHAPITRE V

L'ANARCHIE SANGLANTE ET LA RÉACTION CATHOLIQUE AU MEXIQUE

Il n'est point d'histoire qui, plus que celle de la révolution mexicaine, démontre la fausseté des théories qui font de l'émancipation hispano-américaine une conséquence de la propagande des idées révolutionnaires françaises. Dans l'Amérique du Sud la proclamation des Droits de l'Homme eut, comme nous l'avons vu, une certaine influence sur une infime minorité, mais les excès de quatre-vingt-treize suscitèrent une réprobation unanime chez les partisans de l'indépendance. Au Mexique, il n'y eut même pas cette adhésion de patriotes lettrés, aristocrates ou grands propriétaires aux « immortels principes ». L'influence est absolument nulle. La révolution y débute par un mouvement de sanglante anarchie que suscite un curé indigne, condamné par l'Eglise, lequel n'a d'autre but que d'établir une monstrueuse théocratie déma-

gogique et fait massacrer les blancs par les Indiens en invoquant la Sainte Vierge. Après son échec, l'œuvre de l'émancipation est réalisée, sans que le sang soit versé, à l'aide du haut clergé, par une réaction catholique, contre le Parlement qui gouverne l'Espagne et contre la franc-maçonnerie qui veut imposer au Mexique des lois antireligieuses que celui-ci repousse. C'est le triomphe, — malheureusement de peu de durée, — des principes d'ordre politique dans une société catholique, celui d'un plan d'émancipation élaboré dans la cellule d'un moine, que les révolutionnaires et les francs-maçons ont célébré, comme leur triomphe propre, en septembre 1921. Il serait difficile d'imaginer une interversion plus extraordinaire. Pour qu'elle fût possible, il a fallu que, pendant près de cent ans, on s'appliquât au Mexique à étouffer par tous les moyens possibles la vérité historique. Il a fallu que les inventeurs de fables trouvassent, dans les autres pays du monde, des complices et aussi des écrivains de bonne foi qui prissent l'histoire falsifiée pour la vraie et contribuassent à l'imposer.

*

* * *

L'histoire falsifiée, dont les principaux buts sont d'inspirer de la haine ou du mépris contre

l'ancien régime espagnol et contre l'Eglise, s'aggrave, dans la plupart des manuels, d'un nombre incroyable d'erreurs de fait et de date qui ne sont d'aucune utilité pour la défense de la thèse en question. Je prends, dans l'un de ces livres, la phrase par quoi débute le résumé de l'insurrection mexicaine :

« Au Mexique, deux curés, Hidalgo et Morelos, le jeune Mina, les chefs de guerrillas Bravo, Bustamante, Guerrero chassent le vice-roi espagnol Iturrigaray et proclament l'indépendance du Mexique (1813) ¹. »

Il ne nous paraît guère possible qu'on puisse écrire plus d'erreurs en si peu de mots.

1° L'expulsion d'Iturrigaray eut lieu en 1808 et non en 1813.

2° Aucun des personnages sus-indiqués n'y prit part.

3° La proclamation d'indépendance de 1813 est purement verbale. Les Espagnols sont maîtres de la plus grande partie du pays, de la

1. Jallifier et Vast : *Histoire contemporaine*, p. 747.

MM. Jallifier et Vast ont commis seize erreurs de fait en six pages et demie, MM. Driault et Monod quarante-quatre en quatre pages et demie, et M. Seignobos cinquante-cinq en six pages. Telle est l'Histoire qu'on enseigne dans nos lycées et collèges. Il serait temps que le Conseil supérieur de l'instruction publique prît des mesures pour mettre un peu d'ordre dans ce chaos ou supprimât l'enseignement de l'histoire de l'Amérique.

capitale et ont seuls un véritable gouvernement organisé.

4° L'indépendance ne pouvait être proclamée en 1813 par Mina, qui était alors en Espagne, officier dans l'armée espagnole, et ne viendra au Mexique qu'en 1817, ni par Hidalgo, fusillé en 1811.

5° Iturrigaray ne fut chassé ni par les partisans de l'indépendance ni par ceux des réformes, mais au contraire par le parti des Espagnols péninsulaires, qui le soupçonnaient d'être le complice des patriotes mexicains et de préparer l'indépendance du pays par la convocation d'un Congrès. Accusé de trahison, il fut arrêté et embarqué sur un navire à destination de l'Espagne.

On voit, dans ce dernier paragraphe, une des différences profondes qu'il y a entre la révolution mexicaine et celle des autres pays hispano-américains. Dans l'Amérique du Sud, on expulse les vice-rois et gouverneurs afin d'établir des gouvernements autonomes tout en respectant les droits du roi captif. Le Mexique reste attaché non seulement à la personne du souverain des Indes occidentales, mais encore à l'Espagne. Donc Iturrigaray qui, s'il eût été vice-roi de la Plata ou capitaine général du Vénézuéla, aurait été nommé chef du nouveau gouver-

nement, est expulsé de Mexico par le parti espagnol.

La seconde différence essentielle consiste en ce que, tandis que, dans l'Amérique du Sud, la révolution est mise en mouvement par des patriciens qui veulent la faire à leur profit et ont des buts déterminés, elle est, au Mexique, une explosion de sauvagerie indigène suscitée par un blanc qui, au début du moins, ne sait pas trop où il va.

Le 16 septembre 1810, Hidalgo donne le signal de la révolte, fameux sous le nom de « cri de Dolorès » (*grito de Dolores*), du nom de la petite ville où il fut lancé.

D'après une légende édifiante qui a remplacé la cruelle vérité historique, Hidalgo était un brave homme de curé de campagne, un idyllique, qui occupait ses loisirs à cultiver son jardin. Un jour, il planta des ceps de vigne, puis fit du vin avec ses raisins. C'était un crime, car la culture de la vigne était interdite, comme nul ne l'ignore, dans toute l'Amérique espagnole. Le gouvernement, l'ayant appris, envoya des soldats arracher les ceps. Là-dessus, dit une de nos encyclopédies, « Hidalgo résolut de soulever contre le joug étranger une population depuis longtemps frémissante ». D'autres ajoutent qu'il poussa

un « cri de douleur ¹ » contre les Européens.

Mais la vérité est tout autre. D'abord, la culture de la vigne et la fabrication du vin n'étaient pas interdites dans l'Amérique espagnole. Personne n'empêchait le curé Hidalgo de faire son vin. Il était vraiment viticulteur, — la légende ne se trompe pas sur ce point, — et il se livrait aussi à toutes sortes d'autres travaux agricoles. En outre, il était industriel. Car, contrairement à la légende devenue histoire officielle, aucune industrie n'était interdite au Mexique. Mais tout cela ne nourrissait pas son homme : Hidalgo était un esprit brouillon qui se jetait dans les affaires industrielles et agricoles comme il va se jeter dans la révolution, — au hasard de l'impulsion.

Il n'était pourtant pas dans la misère, malgré

1. On prend un nom propre de ville pour un nom commun. La traduction est erronée et bouffonne. Un certain nombre d'erreurs de nos historiens sont tirées d'auteurs allemands considérés comme infaillibles ; parfois on copie mot à mot. Exemple :

« Alors le curé poussa dans son village le fameux cri de douleur (*grito de dolores*) contre les Européens. » (Gervinus : *Histoire du dix-neuvième siècle, depuis le traité de Vienne*, traduite de l'allemand par J. F. Minssen, t. VI, p. 131.)

« Hidalgo pousse dans son village le célèbre cri de douleur (*grito de dolores*) contre les Européens. » (Gusave Hubbard : *Histoire contemporaine de l'Espagne*, t. I, p. 216.)

ses échecs en affaires. Sa cure lui rapportait une somme annuelle équivalente à une centaine de mille francs environ de notre monnaie (de notre monnaie d'avant-guerre), et ne lui donnait aucun travail ; il s'était déchargé sur un vicaire de toutes œuvres d'église et des soucis spirituels. En somme, un de ces mauvais prêtres qui n'étaient pas rares dans les Indes lointaines à une époque où le maintien de la discipline et la surveillance par les autorités supérieures étaient très difficiles.

C'est ce riche curé qui provoque un soulèvement formidable d'Indiens ; il commence par en recruter une bande dans sa région, en les excitant au massacre des Espagnols, au pillage des propriétés et en leur promettant le partage des terres. Il leur parle aussi de la religion menacée par un empereur étranger, maître de l'Espagne ; il fait peindre sur ses bannières l'image de la Vierge de Guadalupe, patronne du Mexique, et lance le cri classique de toutes les révoltes locales d'indigènes : « Vive le roi et mort aux mauvais gouvernants ! »

La profession de fidélité au roi manquait de sincérité, comme l'invocation à la religion menacée, mais l'une et l'autre étaient nécessaires pour recruter des soldats parmi les Indiens. Au bout de quelque temps, l'effet voulu ayant été atteint, le nom et les images

de Ferdinand VII sont supprimés. Le curé Hidalgo jette sa soutane ; il s'affuble d'un uniforme de général et prend le titre d'Altesse Sérénissime. Il s'entoure d'une véritable cour, établit une étiquette, donne des fêtes, des bals présidés par une femme qui le suit partout et à laquelle on rend des honneurs princiers.

Pour M. Seignobos, qui ne veut pas qu'il y ait eu une véritable guerre entre 1808 et 1814, l'aventure d'Hidalgo se réduit à la marche, vers la capitale, d'une grande foule à peine armée qui est attaquée et mise en déroute devant Mexico par une troupe espagnole. La vérité est bien différente. Hidalgo lève une véritable armée, la plus grande qu'on eût vue jusqu'à lors en Amérique. Elle ne cesse de s'accroître à mesure qu'il avance et finit par dépasser le chiffre, formidable pour l'époque et le pays, de 80.000 hommes. Il s'empare de plusieurs localités de la région de Queretaro où il livre les maisons et les biens des Espagnols au pillage. Il assiège ensuite Guanajuato, la prend, y entre en triomphateur ; ses Indiens font un massacre des Espagnols de cette ville sans respecter l'âge ni le sexe. De triomphe en triomphe, de massacre en massacre, il parvient, en quelques mois, à être le maître des provinces les plus riches et les plus peuplées du Mexique : Guanajuato, Valladolid, Zacatecas, San

Luis, Guadalajara, une partie de la Sonora, et toutes les « provinces internes » de l'Est jusqu'à la frontière des Etats-Unis.

En novembre 1810, il s'approche de Mexico. La ville, où il n'y a que 2.000 soldats pour la défendre contre 80.000 insurgés, est dans l'impossibilité de résister. Hidalgo n'a qu'à y entrer avec ses troupes. Mais brusquement il lève son camp et se retire. Cette retraite a pour cause la crainte d'être pris entre les forces de la garnison et une armée qui accourait de la province.

Si Hidalgo était entré dans la capitale, un épouvantable carnage s'y serait produit, — certains auteurs ont prétendu que c'est pour l'éviter que, pris de peur, il rebroussa chemin, — et l'histoire aurait enregistré ce spectacle inouï : un curé défroqué fondant une monarchie impériale qui eût été un mélange sinistre et grotesque de théocratie et de démagogie, montant sur le trône et faisant asseoir sa maîtresse à son côté. Et cela eût duré le temps d'un carnaval de sang.

Quelques jours après, Hidalgo rencontre à Aculco l'armée espagnole qu'il avait voulu éviter. Il est battu par elle ; ses Indiens sont pris tout à coup d'une panique indicible ; c'est une débandade, une fuite éperdue plutôt qu'une bataille (7 novembre 1810). Les insurgés essuient une nouvelle défaite au pont de Cal-

deron (17 janvier 1811). Hidalgo et son lieutenant Allende, qui lui succède dans le commandement, n'en restent pas moins maîtres d'une grande partie du Mexique. Ils furent faits prisonniers en mars 1811, et fusillés.

Ce n'est qu'à partir de 1823, lorsque les démagogues et les francs-maçons se sont emparés du pouvoir, que se forme la légende d'Hidalgo père de la patrie, père de la République, bienfaiteur du peuple. Mais avant qu'elle ne fût fabriquée et imposée, les contemporains ne s'y étaient pas trompés. Voici ce qu'écrivait un républicain, un an après l'exécution de l'Altesse Sérénissime ; son témoignage est d'autant plus probant qu'il est exempt de passion et qu'il a été publié par un journal soutenant hardiment le cause de l'indépendance hispano-américaine :

« En donnant au sentiment de la compassion
 « la place due, confessons que la révolution
 « a plutôt gagné que perdu avec la mort d'Hi-
 « dalgo. Cethomme n'était pas patriote, il n'était
 « pas républicain, il ne possédait aucune
 « vertu républicaine. Si les talents d'un géné-
 « ral lui manquaient, il n'avait pas non plus
 « le désintéressement ni le zèle pour la cause
 « de la patrie qui font un bon citoyen ¹. »

1. *La Aurora de Chile*, numéro du 17 septembre 1812.

La cause de l'indépendance, comme celle de la république, ne pouvait, en effet, que gagner à la mort d'Hidalgo. Nul idéal généreux n'anime les hordes de 1810 et le chef qui les suit plus qu'il ne les commande; seule, la soif de ravager, de voler et de tuer les excite. Ils ont, parfois, la force aveugle, désordonnée, brutale, mais irrésistible d'un cyclone. Les honnêtes gens, les travailleurs, ceux qui possèdent quelque bien au soleil se détournent, de plus en plus nombreux, du parti de l'émancipation, — bien qu'ils la désirent, — car ils voient qu'on pousse la patrie mexicaine au bord d'un précipice où elle est, à chaque instant, sur le point de s'anéantir.

*
* *

Morelos, autre curé sinistre, en révolte contre l'autorité ecclésiastique, continue l'œuvre d'Hidalgo auquel il est pourtant supérieur à tous les points de vue. Il fait la guerre avec cruauté, mais il n'est pas sanguinaire, et il sait organiser les opérations stratégiques. Ses idées politiques sont également un monstrueux mélange de théocratie, d'inintelligente intolérance, de démagogie et de communisme. Mais il essaie de faire de l'ordre, et il sait donner un caractère légal à la révolution en se mettant au

service d'un Congrès dont il reconnaît l'autorité et qui proclame l'indépendance.

Avec son ami, l'avocat Rayon, président de la Junte révolutionnaire, il élabore la plus étrange des constitutions. Bien qu'ils soient désavoués, condamnés par les évêques, ils veulent installer un gouvernement catholique. L'Inquisition est rétablie par eux, mais ils lui donnent un autre nom, et ils abolissent le tourment. Il y avait d'ailleurs beau temps que le tourment avait été supprimé par l'Inquisition elle-même. En cela, ils ne faisaient qu'imiter le Parlement espagnol. Les Cortès de Cadix avaient aussi aboli l'Inquisition et le tourment. Les écrivains d'aujourd'hui qui célèbrent le caractère « démocratique » du Parlement de 1810 se gardent bien de dire, — ils l'ignorent sans doute, — qu'au fond il ne supprima rien du tout et qu'il y eut seulement une dangereuse réforme politique. L'humanitarisme consista simplement à remplacer le mot *Inquisition* par ceux de *Tribunaux protecteurs de la foi* et à supprimer la charge du grand inquisiteur qui dépendait directement et uniquement de Rome. En faisant dépendre les tribunaux de la foi seulement des évêques, on espérait les soumettre davantage à l'autorité royale grâce au régime du patronat, c'est-à-dire, en l'espèce, au Parlement. On était donc menacé, si le nouveau sys-

tème avait fonctionné et s'était développé, d'une de ces dégradantes rétrogradations qui excitaient le mépris d'Auguste Comte. Il en fut de même au Mexique, et l'on ne peut penser sans frémir à ce que cette inquisition serait devenue entre les mains des anabaptistes, curés-généraux, curés-altesses et curés-dictateurs.

Au dix-huitième siècle, les Bourbons, rois absolus, avaient ouvert peu à peu l'Amérique au commerce de tous les pays et inauguré une période de prospérité. Morelos et Rayon rêvent de la fermer ; ils préparent des lois contre les étrangers afin, disent-ils, de défendre la pureté de la Sainte Vierge (*la pureza de Maria Santísima*) mise en péril. Ils tombent dans les pires des extravagances. Or, par une des plus fantastiques falsifications historiques qu'on puisse concevoir, Rayon et Morelos figurent parmi les pères de la démocratie et de la libre pensée, à la suite d'Hidalgo !

Pendant que Morelos et Rayon font une guerre souvent victorieuse aux troupes du viceroy, des chefs de guerrillas opèrent pour leur propre compte dans la plupart des provinces.

Ils ne prennent même pas la peine d'invoquer des raisons patriotiques ; il n'est plus question de Ferdinand VII, ni du joug étranger, ni des libertés du peuple. Ces chefs s'attaquent aux propriétés et aux personnes des créoles et des

Espagnols, des métis et des Indiens, indistinctement ; ils pillent et tuent partout où ils passent, sans souci de l'origine et des opinions de leurs victimes. Les propriétés rurales se transforment, où il y a possibilité de le faire, en camps retranchés et en forteresses pour résister aux brigands.

Morelos eut le même sort qu'Hidalgo. Il fut pris et fusillé en décembre 1815. Après lui le mouvement révolutionnaire est en décroissance, mais les chefs de bandits, — dont l'histoire a fait aussi des héros, — continuent la guerrilla de pillage et de massacre.

Du tableau des horreurs de cette époque, il faut détacher les noms de quelques Mexicains qui avaient fait la guerre avec Morelos, la poursuivent après sa mort et ne sont pas des personnages grotesques et cruels, mais de sincères patriotes dignes d'estime, tels que le chevaleresque Bravo, Manuel de Mier y Terran, et Guadalupe Victoria, futur président de la République.

Il ne faut pas mêler non plus aux noms des criminels et des démagogues sans foi celui du jeune Mina, officier espagnol de valeur qui s'était illustré dans la guerre contre Napoléon. Poussé par son enthousiasme pour la cause de la liberté des peuples, il débarque au Mexique en 1817 avec un groupe de volontaires parmi

lesquels quelques Français, y crée une petite armée et l'entraîne en une héroïque aventure guerrière qui ne dure que quelques mois. Mina, fait prisonnier, est fusillé le 11 novembre de la même année.

Au commencement de 1818, le Mexique dévasté et ensanglanté est dans un état de tranquillité relative. Le gouvernement espagnol a repris possession de tout le pays ; la révolution est considérée comme définitivement vaincue. Tels sont les résultats de ce que Gervinus et Gustave Hubbard appellent le « cri de douleur » de Son Altesse Sérénissime Hidalgo.

*
* *

Pour que le Mexique puisse conquérir son indépendance, il faudra qu'après l'écrasement de l'anarchie indienne, une élite prenne la tête du mouvement, comme en Amérique du Sud. Au Nord comme au Sud, l'émancipation fut l'œuvre d'officiers disciplinés, de patriciens, de grands propriétaires, de bourgeois et du haut clergé. Le ralliement de l'élite à la cause de l'émancipation se dessine déjà, au Mexique, entre 1811 et 1815 ; il s'accroît en 1817. En 1821, elle réalise le rêve des patriotes honnêtes et découragés de 1810.

Pour expliquer le facile triomphe de 1821,

on se borne généralement à dire que « l'armée, ne recevant plus de recrues d'Espagne, s'était peu à peu remplie de Mexicains, et les officiers ne voulaient plus du gouvernement des Espagnols ¹ ».

C'est toujours l'erreur d'après laquelle les insurrections avaient été vaincues uniquement par des corps d'armée envoyés d'Espagne. Or, après comme avant 1815, après comme avant 1820, la plus grande partie des troupes loyalistes au Mexique et ailleurs sont recrutées dans le pays même. L'arrivée de quelques bataillons d'Espagne, débarquant à des dates espacées, ne modifie guère la situation. Le moment où l'on croit qu'il y a le moins de « recrues d'Espagne » au Mexique est précisément celui où elles étaient le plus nombreuses. Mais nous ne disons pas qu'elles étaient considérables : nous avons déjà vu que leur nombre s'élevait, en 1820, exactement au chiffre de 8.448 hommes.

Les raisons du triomphe du mouvement de 1821 sont autres. L'émancipation est réalisée par une contre-révolution. Le mouvement est une réaction contre le parlementarisme libéral qui est maître de l'Espagne, depuis que, à la suite des révoltes militaires dont Riego a donné

1. Seignobos et Métin : ouvrage cité, p. 598.

le signal, Ferdinand VII a été obligé de rétablir la Constitution de 1812. Les Mexicains sont indignés par les lois qu'ont votées les Cortès et tout particulièrement par l'expulsion des jésuites, décrétée de nouveau. Surtout dans la capitale, on est opposé à la mise en vigueur de la Constitution ; on demande qu'elle soit tenue pour non existante et que la Nouvelle Espagne soit gouvernée selon les vieilles lois des Indes tant que le roi ne reprendra pas la liberté dont il est privé par le Parlement. Les craintes et la colère des Mexicains étaient augmentées par le fait que les quatre cinquièmes au moins des officiers espagnols en garnison au Mexique étaient francs-maçons.

Des réunions de conspirateurs eurent lieu à Mexico. Il y avait parmi eux des personnages influents de la société créole, des membres du haut clergé et de la congrégation de Saint-Philippe de Néri, et l'ex-inquisiteur Tirado. Il s'agissait, en principe, d'examiner les moyens de résister aux Cortès de Madrid et, parmi les conspirateurs, il y en avait qui, au début, étaient opposés au séparatisme ; mais ceux-ci virent bientôt que le seul moyen d'échapper au joug des parlementaires espagnols était de rendre le Mexique indépendant avec Ferdinand VII ou un de ses parents pour roi. L'accord se fit ; on chercha un officier de valeur

à qui confier l'étendard du Mexique libre, et on le trouva en la personne d'Iturbide qui, jusqu'alors, s'était battu contre les indépendants.

Arrivés à cette période de l'histoire de la Nouvelle Espagne, la plupart des écrivains sont complètement déroutés. Que la révolution soit commencée par de « pauvres curés de village », des prolétaires, en somme, qu'on oppose aux chanoines et aux évêques repus, passe encore..., surtout en Amérique. Mais, à partir de 1820, il est tout à fait impossible de faire concorder les événements avec la doctrine. Les auteurs de manuels se tirent d'affaire sans trop de peine : ils n'ont qu'à résumer, en quelques courts paragraphes, des événements qu'au surplus ils ignorent et qu'ils déforment en commettant en moyenne une erreur de fait par phrase. Mais les auteurs d'histoires détaillées sont dans le plus grand embarras. Comment se peut-il que des « réactionnaires », soutenus par le haut clergé, aient émancipé un peuple ? C'est impossible, cela n'est pas. Et l'on finit par trouver cette explication : les réactionnaires ne voulaient pas l'indépendance ; ils furent trahis par Iturbide, leur homme. Écoutons Gustave Hubbard, qui n'a cessé d'être l'autorité officielle en la matière :

« L'ardeur des réactionnaires à Mexico était

« si vive qu'une association vigoureuse, assez
 « semblable à notre Congrégation de Paris sous
 « la Restauration, put s'organiser sous la direc-
 « tion de deux chanoines du couvent de la
 « Profesa avec la seule idée de renverser la
 « Constitution de 1812 ; digne pendant de ces
 « malheureuses sociétés apostoliques qui, par-
 « tout en Europe, faisaient alors une si rude
 « guerre à la liberté. L'association de la Profesa
 « parvint à étendre dans tout le Mexique un
 « vaste réseau de conspiration... ; lorsque cette
 « association eut suffisamment étendu dans le
 « pays ses ramifications, c'est-à-dire vers la
 « fin de 1820, elle crut le moment arrivé de
 « mettre en jeu toutes ses batteries et de déclara-
 « rer solennellement l'abolition au Mexique de
 « la Constitution de 1812... On s'adressa au
 « colonel Iturbide et *on crut* avoir trouvé en lui
 « l'instrument convenable pour frapper le grand
 « coup ¹. »

Mais Iturbide commet une trahison et travaille pour l'indépendance : « Tous ceux qui dans la société de la Profesa appartenaient au parti exclusivement gothique (espagnol) *virent avec douleur la tournure qu'Iturbide avait donnée à leur coup d'Etat.* »

Or la vérité est qu'Iturbide n'était pas seule-

1. Ouvrage cité, t. II, p. 219, 220, 224.

ment le mandataire de la Profesa, qu'il ne cessa, d'ailleurs, d'être d'accord avec elle et qu'elle voulait l'indépendance. Son plan n'a jamais été limité à l'abolition de la Constitution, jamais il n'a voulu rétablir l'absolutisme. Dès le début, il veut faire du Mexique une monarchie constitutionnelle. L'acte de proclamation de l'indépendance, qui est un programme détaillé, fut inspiré, et probablement rédigé en partie, par un avocat, Espinosa de los Monteros, une des plus hautes intelligences de cette époque; dans tous les cas, il fut soumis à son approbation. Or Espinosa de los Monteros était un des membres les plus actifs et les plus influents de la Profesa.

Hubbard ignore peut-être que l'un des deux chanoines directeurs de la Profesa dont il parle était le P. Monteagudo, « inquisiteur honoraire », que les premières réunions des conjurés eurent lieu dans sa chambre, à l'oratoire de Saint-Philippe de Néri, et qu'il était pleinement d'accord avec Iturbide pour travailler à l'émancipation du Mexique. D'autre part, en février 1821, les députés mexicains aux Cortès, se trouvant à Veracruz sur le point de s'embarquer pour l'Espagne, furent convoqués par le supérieur d'un couvent qui leur donna connaissance de l'acte proclamant l'in-

dépendance, lequel n'était pas encore rendu public ¹.

Enfin, tout le haut clergé national était acquis d'avance à cette cause. La prestation du serment, par les officiers et les troupes, de combattre pour l'indépendance fut une solennité religieuse suivie d'une messe d'actions de grâces et d'un *Te Deum*.

Et tout cela prouve qu'Iturbide ne trahit pas les cléricaux et que ceux-ci voulaient bel et bien l'émancipation de leur pays, qui d'ailleurs eût été impossible sans eux.

D'après des témoignages contemporains dignes de foi, en particulier celui de Filisola, général italien au service de l'Espagne, Iturbide était partisan de l'indépendance avant 1820, alors qu'il luttait contre les insurgés ; mais il estimait qu'il fallait d'abord réduire à l'impuissance les bandes de brigands qui faisaient une guerre d'extermination et les derniers imitateurs des curés sanguinaires du début. Ce n'est qu'après avoir atteint ce but qu'on pourrait songer à effectuer un accord national entre une partie des insurgés, anciens combattants pour la patrie et non pour l'anar-

1. Lucas Alaman : ouvrage cité, t. V, p. 61, 87. L'historien L. Alaman était un de ces députés.

chie, et les troupes mexicaines restées fidèles à l'Espagne ¹.

Dès que le plan est arrêté, Iturbide le communique à d'autres officiers, Mexicains comme lui, et les convertit à la cause. Quand le moment sera venu, les officiers entraîneront leurs troupes, également mexicaines. Des Espagnols adhéreront au mouvement ; nous verrons pour quelles raisons.

En février 1821, il a en mains un nombre suffisant d'officiers et de soldats. Il marche alors contre le chef insurgé Guerrero, sous prétexte de lui livrer bataille ; mais il se fait précéder d'émissaires et finit par s'entendre avec lui.

La Proclamation d'indépendance est connue sous le nom de Plan d'Iguala, du nom de la ville où elle eut lieu le 1^{er} mars 1821. L'article 1^{er} déclare que la religion de la Nouvelle Espagne « est et sera la catholique, apostolique et romaine, sans tolérance d'aucune autre » ; le second que « la Nouvelle Espagne est indépendante de l'ancienne » ; le troisième que son gouvernement sera une monarchie constitutionnelle ; le quatrième est ainsi conçu : « Son empereur sera le seigneur don Ferdinand VII et, s'il ne se présente pas dans les

1. L. Alaman : ouvrage cité, t. V, p. 57.

délais fixés par les Cortès, seront appelés à sa place le sérénissime seigneur infant don François de Paule, l'archiduc Charles (d'Autriche) ou tout autre prince de maison régnante que le Congrès choisira ».

L'article douze établit l'égalité de tous les habitants sans distinction d'origine : les Espagnols nés en Europe sont donc des citoyens du pays comme les créoles, les métis et les Indiens. C'est la fin de la guerre fratricide, sauvage, sans pitié même à l'égard des non combattants, commencée onze ans auparavant par les hordes d'Hidalgo. En 1827-1829 la République mexicaine reviendra à la funeste politique du début ; elle ne fera pourtant pas massacrer les Espagnols, mais elle procédera à des expulsions en masse, et ce sera une cause d'affaiblissement de la nation.

Le Plan d'Iguala eut un résultat merveilleux, qui fait honneur à l'intelligence et à l'habileté des membres de la « Congrégation » : le Mexique entier y applaudit, et même de nombreux Espagnols se rallièrent au mouvement, car, après tant d'années de massacres, on leur offrait une paix fraternelle sous le sceptre d'un même souverain.

Pendant une race et un parti firent de l'opposition : 1° les nègres des Terres Chaudes, qui n'avaient jamais cessé d'être fidèles au

gouvernement des vice-rois et qui furent les derniers à déposer les armes ; 2° la franc-maçonnerie, qui se déclara nettement contre l'indépendance. Un officier franc-maçon qui avait embrassé la cause des patriotes reçut l'ordre de quitter le camp d'Iturbide sous peine de mort.

Une congrégation, des évêques, la noblesse, les conservateurs, deux moines inquisiteurs réalisent en quelques mois l'œuvre de l'émancipation d'un peuple à laquelle la démagogie et l'anarchie avaient travaillé vainement, dans le sang, pendant plus de dix ans, et qui semblait perdue. Et la franc-maçonnerie s'oppose à cette émancipation. C'est là une vérité historique que les esclaves de l'apriorisme et des mythes se voient obligés de passer sous silence.

Mais quoi ! les faits sont les faits, et nous ne pouvons pas faire que les vérités ne soient point des vérités.

Gustave Hubbard, qui gaze tant qu'il peut et fait un bizarre mélange de vérités et d'erreurs, résume cependant assez bien l'effet produit par le Plan d'Iguala et ses conséquences :

« Il fut accueilli partout avec un enthousiasme indicible. Dès qu'il en eut connaissance, Guerrero, donnant un généreux exemple de conciliation, vint avec ses vieilles bandes s'unir au nouveau libérateur. Son

« exemple fut suivi par d'autres chefs ; on vit
« reparaître tout à coup, sortant du fond des
« déserts où depuis longtemps on croyait qu'il
« avait désarmé, un des patriotes les plus
« obstinés, Guadalupe Victoria, et son pre-
« mier acte fut de se ranger sous le nouveau
« drapeau. A ces ralliements inespérés, qui
« donnaient tout de suite une grande valeur à
« sa cause, Iturbide put joindre, en peu de
« temps, l'adhésion des éléments essentiellement
« conservateurs ; partout dans les campagnes
« et les villes l'opinion publique se déclarait en
« sa faveur ; dans l'armée, dans le clergé,
« dans l'administration, des hommes impor-
« tants témoignèrent de leur volonté de s'atta-
« cher à son sort. La révolution, sans qu'une
« goutte de sang eût été répandue, se trouva
« effectuée d'un bout à l'autre de la Nouvelle
« Espagne ¹. »

Ajoutons quelques précisions caractéristi-
ques à ce tableau exact. La conquête du Mexi-
que par Iturbide fut une promenade militaire
plutôt qu'une guerre, pour cette bonne raison
qu'il avait réalisé d'avance un accord presque
unanime. La guerre pour l'indépendance est
terminée comme par enchantement aussitôt
que les Mexicains ont fini par s'entendre, ce

1. Ouvrage cité, t. II, p. 223.

qui prouve une fois de plus cette vérité, que tant d'historiens ignorent ou s'obstinent à cacher : ce fut surtout une guerre entre Américains, et l'Espagne aurait été dans l'impossibilité de la soutenir par ses propres ressources.

Dans un rapport au conseil de Régence (7 décembre 1821) Iturbide reconnaît qu'il a triomphé sans efforts et que son armée a marché comme sur des tapis de roses. Il n'a qu'à paraître pour que les portes des villes s'ouvrent ; le clergé, évêque en tête, vient au-devant de lui et le conduit à la cathédrale, où un *Te Deum* est chanté. Les honnêtes gens, délivrés du cauchemar que les criminels de l'anarchie et les capitaines de brigands avaient fait peser si longtemps sur le pays, se livrent en public aux transports d'une joie délirante. Iturbide est obligé, à chaque instant, de paraître au balcon de la maison où il loge, — dans les chefs-lieux de diocèse c'est ordinairement à l'évêché, — et une des premières choses que le peuple lui réclame à grands cris est le rappel des jésuites. A peine le premier Congrès de l'empire mexicain sera-t-il installé (février 1822) que de nombreux députés se lèveront pour demander aussi ce rappel, car, diront-ils, c'est en partie à cause des jésuites que le Mexique s'est séparé de l'Espagne.

Mais pour rendre l'indépendance effective, il fallait s'emparer de la capitale, y établir un gouvernement régulier et y convoquer ce Congrès. Ici, nous devons citer encore une phrase de M. Seignobos qui nous permet de saisir sur le vif une méthode historique et les procédés qui s'y rattachent :

« La garnison de Mexico se souleva et déposa le vice-roi ; un Congrès proclama l'indépendance du Mexique¹. »

M. Seignobos continue d'inventer des faits, qui sont erronés, mais conformes aux lois de la révolution-type. D'après une de ces lois, applicable aux pays hispano-américains, terres de pronunciamientos, les soldats *doivent* se soulever, déposer le vice-roi ou le président, et ensuite un Parlement, légalisant la situation, reconnaît ou proclame le nouveau. Dès lors, à quoi bon perdre son temps en recherches inutiles dans les archives ou dans les œuvres des historiens réputés véridiques ? Les faits ne peuvent pas contredire les dogmes ! Malheureusement pour M. Seignobos, ils les contredisent.

En juillet 1821, le vice-roi Juan Ruiz de Apodaca, comte del Venadito, est déposé par les officiers et les soldats de la garnison de

1. Ouvrage cité, p. 598.

Mexico. M. Seignobos ne s'est donc pas trompé ? Mais si, mais si. Apodaca est déposé non par des révolutionnaires, mais par les troupes loyalistes, à cause de son incapacité, parce qu'il n'a pas su prendre, dit-on, les mesures qu'il fallait pour conserver le Mexique à l'empire espagnol. Sa destitution avait été résolue par la loge franc-maçonnique, et des officiers francs-maçons s'étaient engagés à employer la force en cas de résistance de sa part. Le comte del Venadito était lui-même franc-maçon, — tout se passait donc en famille, — mais pas assez habile, ou pas assez zélé, au gré de ses frères, pour maintenir sous le joug de l'Espagne un peuple qui voulait s'émanciper. La franc-maçonnerie s'opposait donc, les armes à la main, aux revendications de tout un peuple ? Nous l'avons déjà dit. Le vice-roi se laisse persuader et remet ses pouvoirs à Francisco Novella, lequel rédige de belles proclamations, mais ne peut pas davantage empêcher Iturbide de suivre le cours de ses faciles succès.

Le 30 juillet, un nouveau vice-roi, O'Donoju, débarque à Veracruz. On l'appelle vice-roi par habitude et l'histoire lui donne ce titre : mais en réalité, officiellement, il est « chef politique supérieur de la Nouvelle Espagne ». Les agriculteurs, les industriels, les négociants

demandent la liberté du commerce et l'autonomie administrative ; la nation entière, ou du moins l'immense majorité, proteste contre le rétablissement de la Constitution de 1812. Le gouvernement de Madrid estime qu'il faut donner une satisfaction à ce peuple soulevé ; il supprime un mot : *vice-roi*, et le remplace par trois autres : *chef politique supérieur*. La phraséologie est de nouveau souveraine comme au temps des funestes Cortès de Cadix.

Il lui donne cette satisfaction, mais, par contre, O'Donoju est franc-maçon comme son prédécesseur, et tous les officiers qui l'accompagnent sont aussi francs-maçons. Un gouvernement intelligent n'aurait pas agi ainsi à l'égard d'une colonie insurgée pour la défense de la religion autant que pour la conquête de ses libertés et qu'il n'aurait pu réduire par la force : il aurait envoyé un évêque ou un jésuite. C'est ce qu'avait fait Charles-Quint au seizième siècle : un prêtre muni de ses pleins pouvoirs, La Gasca, habile et probe, mais si modeste qu'il refusa, avant de partir pour l'Amérique, le titre d'évêque, délivra alors le Pérou des horreurs de la guerre civile et le sauva de la décomposition. Mais les temps de cette politique humaine et souple étaient passés.

Serait-ce O'Donoju qui aurait été déposé par une garnison ralliée à la révolution ? Cela don-

nerait raison à M. Seignobos, car, restant dans l'imprécision, il ne nomme pas le vice-roi. Mais c'est également erroné. La garnison était demeurée fidèle jusqu'au bout. Elle sortit de Mexico, le 21 septembre, sur l'ordre d'O'Donoju, et Iturbide y entra le même jour.

C'est donc la nouvelle garnison, celle des indépendants, qui dépose le vice-roi ? Non, O'Donoju ne fut déposé ni avant, ni après la prise de Mexico par les indépendants. Décidément, cette histoire est trop décevante pour un écrivain à la rigide métaphysique et aux dogmes impératifs. Mais la vérité nous oblige à dire que le vice-roi ou chef politique supérieur ne pouvait être renversé par les officiers et soldats de l'indépendance, pour une excellente raison : il était avec eux dans leur camp, non pas seulement en pensée, mais réellement « en chair et en os », et il avait accompagné Iturbide dans sa marche sur la capitale. Comprenant que le mouvement était irrésistible, O'Donoju avait voulu, du moins, conserver un trône à la Maison d'Espagne. Par un traité signé à Cordoba, le 24 août 1821, avec Iturbide, il avait adhéré au Plan d'Iguala, c'est-à-dire reconnu l'indépendance du Mexique, sous réserve de quelques modifications de détail et du remplacement de l'archiduc Charles d'Autriche par le prince héritier de Luques, neveu

de Ferdinand VII, sur la liste des candidats au trône mexicain. Le traité de Cordoba ne fut pas ratifié par le gouvernement espagnol ¹.

Enfin l'« Acte de l'indépendance de l'empire mexicain », confirmant le Plan d'Iguala et le traité de Cordoba, est l'œuvre de la junte de gouvernement formée et présidée par Iturbide (28 septembre 1821), et non d'un Congrès alors inexistant. Le Congrès ne fut réuni qu'au commencement de l'année suivante.

*
**

On apprend, dans nos universités, qu'en 1822 Iturbide « se proclama » empereur du Mexique sous le nom d'Augustin I^{er}, après s'être brouillé avec le Congrès et avoir soulevé le peuple, et qu'il fut forcé d'abdiquer, l'année suivante, par une révolte de soldats.

Un général ne « se proclame » pas empereur tout seul ; ces deux mots sont mis pour éviter d'écrire qu'Iturbide fut porté au trône par l'en-

1. O'Donoju mourut de maladie quelques jours après l'entrée à Mexico. En Espagne il fut accusé de trahison. On a dit, d'autre part, qu'il avait des instructions secrètes du roi et qu'il ne fit que les exécuter. Dans ce cas, la politique personnelle de Ferdinand VII, pareille à celle de Jean VI de Portugal, aurait été de conserver dans sa famille la couronne du Mexique. Mais il n'existe pas de documents permettant de résoudre ce problème historique.

thousiasme populaire, ce qui serait conforme à la vérité, mais contraire au mythe révolutionnaire. L'élection fut faite par le Congrès avec lequel il n'était pas brouillé. Il avait bien eu quelques difficultés avec lui, mais ce n'est que plus tard, après l'élection, qu'il y rencontra une opposition de plus en plus forte et qu'il finit par le dissoudre.

La chute rapide de l'empereur eut d'autres causes qu'une simple révolte de soldats dont on ne donne même pas le motif.

1° Des insurgés de la première heure, comme Guerrero et Victoria, disposant de soldats fidèles, s'étaient ralliés à Iturbide avec une louable abnégation patriotique. Ayant adhéré au Plan d'Iguala, ils auraient accepté un prince de Bourbon pour souverain, mais ils ne s'étaient pas soumis au commandement d'Iturbide pour faire de lui un empereur. Ils étaient donc dupés. Le mécontentement était d'autant plus grand qu'il avait manqué d'égards envers la plupart des officiers anciens, allant jusqu'à refuser de les admettre dans ses troupes avec les grades conquis par eux avant 1821 dans une autre armée que la sienne. A peine fut-il élu empereur qu'ils conspirèrent contre lui.

2° Des généraux se posent la question : « Pourquoi lui et non moi ? » Les uns avaient été les camarades, d'autres les supérieurs du

souverain. Ne pouvant ceindre la couronne, ils deviennent républicains et convertissent à leur cause des troupes de soldats obéissants.

3° Iturbide commet des maladroites, notamment envers le Congrès qui lui résiste. D'autre part, le nouvel empereur, grisé par de faciles triomphes, crée une véritable cour qu'il veut rendre l'égale des plus somptueuses de l'Europe ; il se livre à de folles dépenses, incompatibles avec le misérable état du Trésor public ; cet étalage de luxe, cette prodigalité sont exploités pour susciter l'hostilité du peuple.

4° Les royalistes bourbonniens, qui voient irrémédiablement perdues les espérances fondées sur le Plan d'Iguala, se demandent si une bonne république ne serait pas préférable à un empire qui a une pareille origine et qui a tous les inconvénients de la monarchie unis tous ceux du régime républicain.

5° Une fois l'émancipation effectuée, la franc-maçonnerie, qui avait voulu l'empêcher, travaille pour en recueillir les fruits et s'emparer du gouvernement. Elle agit avec la plus grande habileté, elle groupe tous les mécontents, dont beaucoup ne savent même pas d'où émanent réellement les ordres et les suggestions.

Des révoltes éclatent sur plusieurs points du territoire à la fois. La guerre recommence. Auparavant elle avait lieu entre Mexicains parti-

sans de la domination espagnole et Mexicains indépendants; en 1822, elle se fait entre impérialistes et républicains. La cause républicaine progresse pour les raisons que nous venons d'indiquer et, après une courte période de troubles et de combats, Iturbide est forcé d'abdiquer (19 mars 1823).

Sa chute était fatale. En acceptant la couronne, il avait commis une lourde faute qui coûta cher au pays, et il ne pouvait l'ignorer, lui qui, dans le préambule du Plan d'Iguala, avait écrit qu'il importait de choisir un souverain dans une maison régnante et de préférence dans celle de Bourbon, « afin, disait-il, de nous trouver avec un monarque déjà fait et d'éviter les attentats funestes de l'ambition ».

Si, entre 1811 et 1821, un prince de Bourbon se fût trouvé à Mexico dans une situation à peu près semblable à celle d'un Pedro de Bragance à Rio-de-Janeiro, il aurait été sûrement élevé au trône. Le Mexique aurait eu une évolution pareille à celle du Brésil et les malheurs dont il a été accablé pendant un siècle auraient été évités. Ces malheurs étaient prévus, redoutés par les patriotes, y compris de nombreux républicains; ils l'avaient été par Iturbide lui-même, lorsqu'il écrivit dans le manifeste qui accompagne le Plan d'Iguala : « Combien de raisons on pourrait exposer contre la république

révée des Mexicains, et dans quelle erreur sont ceux qui comparent ce qui se nommait la Nouvelle Espagne avec les Etats-Unis d'Amérique ! Les malheurs et le temps diront à mes compatriotes ce qui leur manque. Puissé-je me tromper ! »

Après son abdication, Iturbide part pour l'Europe. Il retourne au Mexique en juin 1824 pour tâcher de reprendre le pouvoir, mais il est fait prisonnier, condamné à mort et fusillé le 19 juillet 1824. Le 4 octobre de la même année, le Congrès proclame la république ; l'un des chefs de l'insurrection, Victoria, est élu président. Une constitution à l'image de celle des Etats-Unis est votée.

*
**

C'est le début de la grande anarchie mexicaine, interrompue, dans la dernière partie du dix-neuvième siècle et le début du vingtième, par la dictature de Porfirio Diaz, mais qui recommence à mettre le malheureux Mexique à feu et à sang vers 1910, l'année même où il fête officiellement le centenaire du bandit de Dolores, du père de l'anarchie sanglante transformé en père de la patrie.

Les Etats-Unis vont s'immiscer de plus en plus, soit directement, soit d'une manière occulte, dans les affaires de la nouvelle républi-

que. Leurs visées sur le Mexique sont, d'ailleurs, antérieures à la chute d'Iturbide et à l'établissement de l'indépendance. Nombreux sont les documents officiels nord-américains, mexicains et espagnols qui montrent que, dès les premières années du dix-neuvième siècle, le gouvernement de Washington avait tout un plan d'expansion dont il a poursuivi la réalisation avec patience, habileté et ténacité pendant cent ans. Ainsi, le ministre d'Espagne, Luis de Onís, écrit de Philadelphie, le 14 février 1812, au vice-roi du Mexique, le résumé d'un entretien, dont il a eu connaissance, entre le secrétaire d'Etat Monroe et le chef insurgé mexicain Bernardo Gutierrez de Lara qui était allé solliciter l'appui du gouvernement nord-américain pour la cause de l'indépendance :

« M. Monroe lui dit que le gouvernement des
 « Etats-Unis appuierait de toute sa force la
 « révolution des provinces mexicaines et que,
 « à cet effet, il la soutiendrait non seulement
 « avec des armes et des munitions, mais aussi
 « avec 27.000 hommes de bonnes troupes qu'il
 « tiendrait prêts ; mais que le colonel Bernardo
 « et les autres chefs de la révolution devaient
 « tâcher d'établir une bonne Constitution pour
 « assurer la félicité de leurs compatriotes. Là-
 « dessus, Monroe vanta beaucoup celle des
 « Etats-Unis, et il lui donna à entendre que le

« gouvernement américain désirait que la
« même Constitution fût adoptée au Mexique ;
« il ajouta qu'alors le Mexique serait admis
« dans la Confédération, laquelle, avec l'an-
« nexion des autres provinces américaines,
« formerait la puissance la plus formidable du
« monde. Le colonel Bernardo, qui jusque-là
« avait écouté le secrétaire d'Etat avec assez de
« sérénité, se leva, furieux, de sa chaise et sortit
« irrité par cette insultante insinuation. »

Peu après, par une lettre du 1^{er} avril 1812, Luis de Onís fait connaître au même vice-roi un plan conçu par le gouvernement de Washington en vue d'annexer aux Etats-Unis près de la moitié du territoire mexicain. Ce plan fut mis à exécution, point par point, par la guerre de 1847.

Les luttes intestines qui ensanglantent les premières années de la République mexicaine sont produites par la rivalité de deux loges maçonniques qui représentent deux systèmes de gouvernement, l'un et l'autre républicains, mais ennemis. La loge qui avait tant contribué à la chute d'Iturbide était du rite écossais. Elle professait le respect de la propriété et des personnes, voulait établir au Mexique un régime de liberté et de modération, aristocratique dans une certaine mesure, et réaliser avec prudence les réformes tentées par les Cortès espagnoles. Comme, après la proclamation de la républi-

que, elle s'abstint de faire la guerre à la religion et prit sous sa protection les propriétaires espagnols contre lesquels les démagogues réclamaient des lois d'exception et de persécution, il n'est pas étonnant que tous les hommes d'ordre se soient groupés autour d'elle. Un parti était né, qu'on nomma « écossais ». Changeant parfois de moyens pour remplir le même objet et profitant des expériences du passé au milieu des vicissitudes des révolutions, il arriva, de degré en degré, à être, au milieu du dix-neuvième siècle, le parti conservateur, mais dégagé de toute organisation maçonnique ¹.

Au parti écossais qui, en somme, ne cessa jamais d'être national, s'oppose le « yorkin » qui subit l'influence de l'étranger et est souvent nettement à son service. En 1825, R. Joel Poinset, ministre des Etats-Unis au Mexique, crée à Mexico, puis dans les autres villes, avec l'appui du président Victoria, des loges du rite d'York, prépondérant aux Etats-Unis. Son but avéré est d'écarter du pouvoir les Ecossais, c'est-à-dire les conservateurs. Les Yorkins ne tardent pas à se rendre populaires en recourant aux moyens de la surenchère démagogique qui réussissent généralement dans les périodes de troubles. Les Ecossais perdent leur influence et

1. Lucas Alaman : ouvrage cité, t. V, p. 712.

essaient vainement de la reprendre par une réaction armée, en 1828.

En cette même année, un jeune officier anglais qui avait été aide de camp de Bolivar et fut plus tard ministre plénipotentiaire d'Angleterre, Bedford H. Wilson, visitait l'Amérique du Nord et écrivait à son ancien chef des lettres qui sont un tableau saisissant d'observations exactes, de sens politique, et où l'on trouve parfois des vues prophétiques sur un avenir alors bien éloigné et qui est, aujourd'hui, le présent. Il écrit, par exemple, le 21 décembre :

« Une faction, la plus inique, nommée les
« Yorkins, dispose à son gré des propriétés, de
« la vie et de la réputation des citoyens. Les
« Ecossais, les royalistes et les gens de bien
« leur ont laissé le champ libre, se sont retirés
« chez eux ou se sont volontairement exilés.
« Le général Victoria est un jouet entre leurs
« mains ; la peur le fait leur obéir comme un
« enfant à son tuteur. Lorsqu'il essaie de se
« débarrasser de cette tutelle, un article du
« *Correo* l'oblige à demander pardon. Il est
« l'espion de son propre cabinet dont il livre
« les secrets les plus sacrés à M. Poinset et par
« lui au Grand Consistoire qui dirige les
« 80 loges disséminées sur tout le territoire. Il
« sacrifie à sa haine ses ministres, ses amis et
« le peu de partisans qu'il a. C'est l'homme le

« plus imbécile, le plus perfide et le plus corrompu qui existe ¹... »

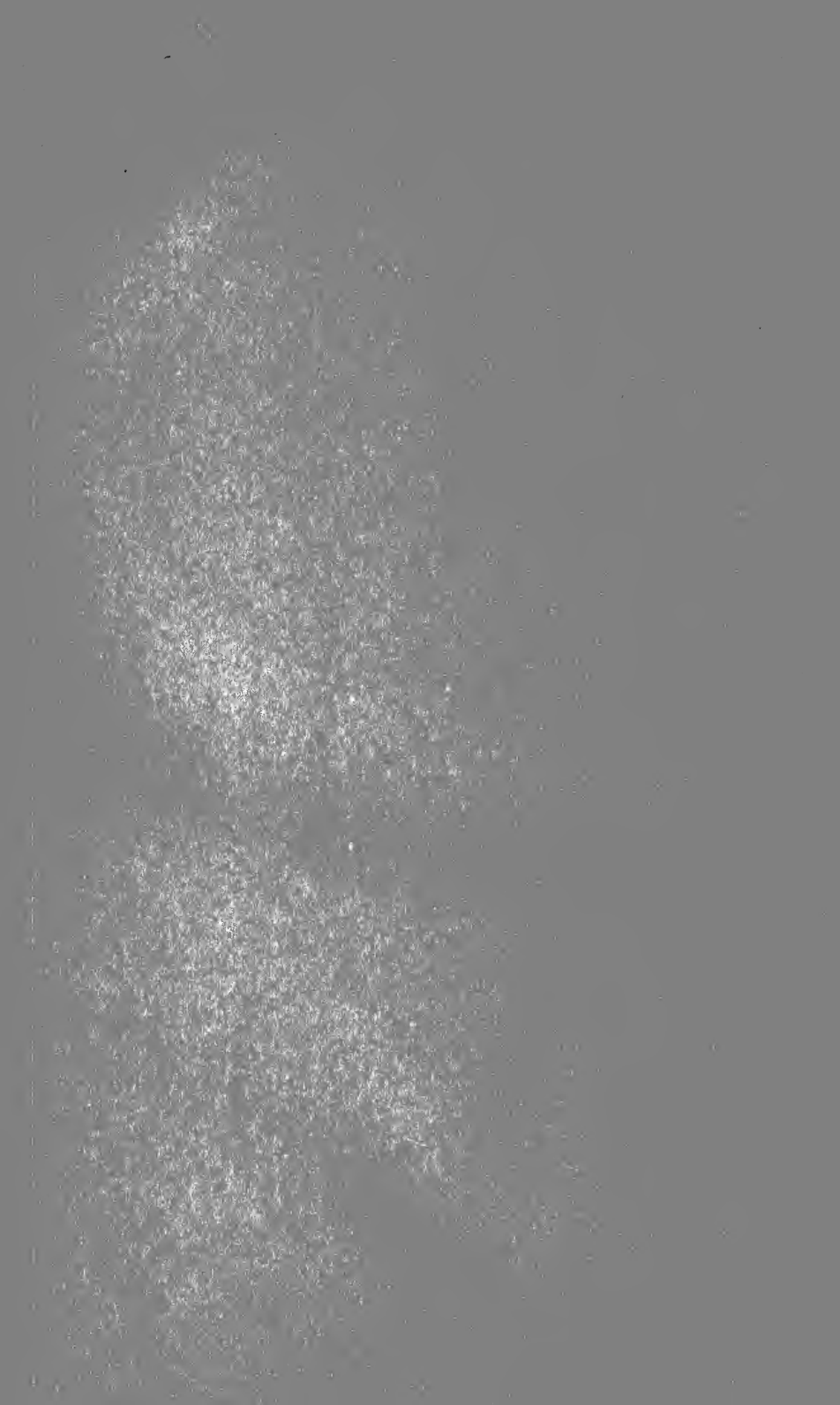
Les traits du tableau du Mexique tracé en 1828 par Bedford H. Wilson caractérisent ceux de l'anarchie indienne suscitée par Hidalgo en 1810 ; on pourrait les appliquer aussi aux années qui ont suivi la fin de la dictature de Porfirio Diaz.

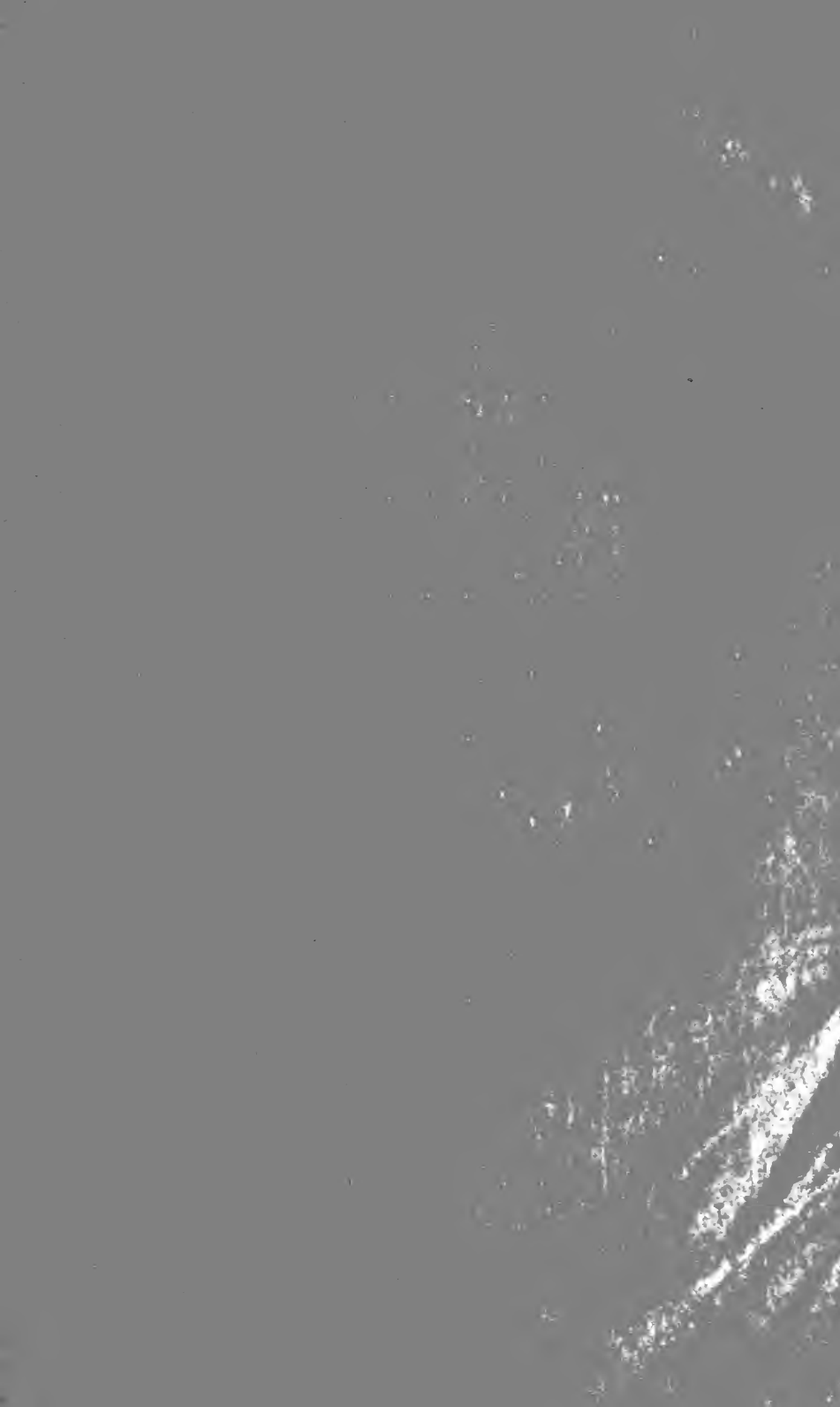
L'œuvre des patriotes de 1821, du clergé, de la noblesse, de la bourgeoisie, des honnêtes gens du peuple qui ont fait l'union sur des principes d'ordre et de fraternité, dans les cadres de l'orthodoxie catholique, qui ont rendu effective et sans verser le sang une indépendance désirée de tous, — cette œuvre est jetée à bas. Il n'en reste plus rien, sinon la liberté, mais la liberté théorique et quelques autres mots abstraits qui sont contredits par les faits. A partir de 1825 on gouverne, ou on essaie de gouverner, en s'appuyant sur des principes opposés à ceux des libérateurs de 1821 et qui portent en eux, — toute l'histoire du Mexique le prouve, — des germes de ruine, de dissolution et de mort.

1. *Correspondencia de extranjeros notables con el Libertador* (Edition de la « Biblioteca Ayacucho »), t. I, p. 108.

TABLE DES MATIÈRES

| | Pages. |
|--|--------|
| PRÉFACE. | 5 |
| CHAPITRE PREMIER. — Causes et caractères de la Révolution hispano-américaine | 31 |
| CHAPITRE II. — Le parlementarisme et le libéra- lisme qui perdent un empire. | 62 |
| CHAPITRE III. — La guerre pour l'émancipation est une guerre civile entre Américains. | 75 |
| CHAPITRE IV. — Le rôle du clergé. | 102 |
| CHAPITRE V. — L'anarchie sanglante et la réaction catholique au Mexique. | 152 |





NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE

3, Place du Panthéon, PARIS, V^e Chèq. post. Paris 3155

RÉCENTES PUBLICATIONS

- LÉON DAUDET. — **VERS LE ROI.** Un volume in-16 (10^e mille) 7 fr.
- CAMILLE BELLAIGUE. — **SOUVENIRS DE MUSIQUE ET DE MUSICIENS.** Un volume in-16 carré. 4 fr.
- GEORGES VALOIS. — **D'UN SIÈCLE A L'AUTRE.** *Chronique d'une génération.* Un volume in-16 (10^e mille) 7 fr.
- RENÉ GUÉNON. — **LE THÉOSOPHISME.** Un vol. in-8^o écu 12 fr.
- RENÉ GONNARD. — **HISTOIRE DES DOCTRINES ÉCONOMIQUES.** Tome I 10 fr.
- JACQUES MARITAIN. — **THÉONAS.** Un volume in-16 6 50
- CHARLES MAURRAS. — **TOMBEAUX.** Un volume in-8^o carré, couverture de Maurice Denis . . . 12 50
- CHARLES MAURRAS. — **KJEL ET TANGER.** Edition définitive dans la *collection des écrivains de la Renaissance française.* Un volume in-8^o carré 15 fr.
- CHARLES MAURRAS. — **LA DÉMOCRATIE RELIGIEUSE.** Edition définitive dans la *collection des Ecrivains de la Renaissance française.* Un volume in-8^o 18 fr.
- D^r LÉON POULIOT. — **HYGIÈNE DE MAMAN ET DE BÉBE.** Un volume in-16, 44 figures, relié toile (5^e mille) 10 fr.
-

La Librairie envoie son catalogue franco sur demande.